

LA VÉRITÉ

*Organe du Comité central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)*

OCTOBRE 1970

N° 550 - PRIX : 4,50 F.

68 pages

**TRIBUNE
DE
DISCUSSION**

*Pour
la 4^e Conférence
du Comité
International
de la
IV^e Internationale*

**SUR LES ETATS-UNIS
SOCIALISTES
D'EUROPE (2)**

**LES ZIGZAGS
CENTRISTES
DE LA LIGUE PABLISTE**

LA VÉRITÉ

*Organe du Comité central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)
Section française du Comité International de la IV^e Internationale*

Rédaction et Administration :
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Sommaire

Tribune de discussion pour la IV ^e Conférence du C. I.	1
Pour un débat sur la crise internationale des P. C.	7
Le combat pour les libertés démocratiques	11
Sur les États-Unis socialistes d'Europe (2).....	15
La situation de l'économie mondiale.....	23
Le premier congrès de la Ligue des Communistes	31
Les zigzags centristes de la Ligue pabliste	43
TRIBUNE DE DISCUSSION	52
Notes de lecture	66

Le Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a accepté la proposition de l'Organisation Trotskyste que LA VÉRITÉ devienne son organe.

En conséquence, la revue LA VÉRITÉ est publiée, à partir de ce numéro, comme organe du Comité central de l'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) (O.C.I. - section française du Comité International de la IV^e Internationale).

Le camarade Pierre Lambert reste directeur de LA VÉRITÉ.

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	15,00 F
Sous pli clos	20,00 F
Etranger	18,00 F
Le numéro	4,50 F
Abonnement de soutien	20 et 30 F

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

TRIBUNE DE DISCUSSION POUR LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL DE LA IV^e INTERNATIONALE

Nous publions dans ce numéro de *la Vérité* les premiers documents ouvrant la discussion internationale.

— D'une part, la résolution adoptée à l'unanimité par la première session de la pré-Conférence du Comité International qui s'est déroulée à Londres du 29 juin au 2 juillet 1970.

— D'autre part, une lettre envoyée au Comité Central du Parti Ouvrier Révolutionnaire Bolivien adhérent au Comité International à la suite du Congrès de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.) où les trotskystes occupent d'importantes positions dirigeantes, en particulier dans la Fédération des Mineurs, et la réponse publiée dans l'organe du P.O.R. (*Masas*).

— Enfin, les thèses rédigées par les trotskystes de Matzpen, organisation combattant en Israël.

— Une note concernant un premier bilan sur la campagne des « 400 pionniers rouges » de P.A.J.S. qui, cet été, à travers l'Europe, ont pris contact avec de jeunes militants des organisations ouvrières en vue de préparer une Conférence pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Dans une situation internationale marquée par une intensification de la lutte des classes, l'activité militante pour l'Internationale atteste qu'une conscience plus aiguë se renforce dans l'avant-garde. En effet, et les articles publiés dans ce numéro le démontrent, dans chaque pays, en Occident comme en Orient, en Amérique latine et aux U.S.A., se succèdent à un rythme qui tend à s'accélérer, les contradictions internationales d'une société structurée sur un mode de production périmé, qui tendent toutes à l'explosion.

Sous une forme ou une autre, l'histoire suit de plus en plus clairement la ligne du conflit, des chocs entre les classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat. La guerre civile en Jordanie atteste avec une force éclatante que la réalisation des aspirations nationales du peuple palestinien (intimement reliées à la solution des problèmes sociaux : expropriation des propriétaires fonciers et remise de la terre à ceux qui la travaillent - expropriation des positions du Capital financier, etc.), passe par la destruction de l'état bourgeois-féodal ; mais ces objectifs ne sauraient être atteints que par le prolétariat entraînant à sa suite les masses paysannes. Contrairement à ce qu'affirmait récemment G. Habache, dirigeant du F.P.L.P., la forme de l'état est une question non seulement des plus actuelles, mais la plus vitale dans les combats en cours. C'est ce qu'ont parfaitement compris et le roi Hussein et les chefs d'états du Proche et Moyen-Orient, et en premier lieu Nasser,

le premier en tentant d'écraser les Palestiniens, les seconds en cherchant à amener les dirigeants du Comité Central de la Résistance Palestinienne à un accord avec Hussein qui ne peut se faire que contre les masses. La guerre civile en Jordanie menace les états bourgeois-féodaux compradores de l'impérialisme mondial.

Pour des masses de dizaines de millions de travailleurs exploités et de fellah sans terre, du Maroc à l'Irak, le combat des Palestiniens représente la plus puissante impulsion à une même volonté d'en finir avec la misère sociale, la dégradation qui se poursuit avec la domination de la bourgeoisie « nationale », la caste des propriétaires fonciers et le Capital financier international, derrière la façade d'états formellement « indépendants ».

Avec une force irrésistible la solution positive des combats s'ordonne autour de la revendication des Etats-Unis Socialistes Soviétiques du Proche et du Moyen-Orient. Mais cette revendication, la plus immédiate de celles qui s'imposeront de plus en plus clairement à la lutte des millions d'hommes, exige qu'il soit rendu clair que les Palestiniens ont droit à une nation : la nation palestinienne incluant ses deux composantes « juive et arabe ». C'est là qu'à notre avis, les thèses de nos camarades du Matzpen nous semblent erronées. S'appuyant sur le concept erroné de la « nation arabe » et de la révolution arabe, ils vident de tout contenu de classe la lutte pour l'indépendance nationale, ce faisant, ils transforment le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes du Proche et Moyen-Orient, en une abstraction vide. Le concept de la nation arabe a été mis en avant dans les années 20, comme pendant au sionisme. L'un et l'autre fondent la question nationale sur la race ou la religion. Il n'y a pas plus de « nation arabe » que de « nation sioniste ». Il y a des nations égyptienne, marocaine, algérienne, etc. Il doit y avoir une nation palestinienne où se rassemblent contre les états des bourgeoisies « juive » et « arabe », contre les propriétaires fonciers, les travailleurs et petits paysans palestiniens de toutes confessions. La Constituante Palestinienne représente la revendication transitoire permettant d'unir travailleurs juifs et travailleurs arabes contre leurs exploités.

Il apparaît clairement que la décision de la première session de la pré-Conférence du Comité International de la IV^e Internationale, d'ouvrir une discussion publique est pleinement justifiée.

La guerre civile en Jordanie, répétons-le, atteste que la lutte

de classes internationale dans chaque pays s'ordonne autour des intérêts des classes fondamentales. La guerre civile en Jordanie, c'est la forme particulière et nationale de la révolution mondiale du prolétariat. L'article du camarade Stéphane Just démontre que l'avenir le plus immédiat, l'enjeu de la révolution internationale, se joue directement dans les pays de vieille civilisation capitaliste. La guerre civile en Jordanie est partie constituante de l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat. La grève générale de mai-juin 1968 en France, la grève des dockers en Angleterre, la grève de la General Motors, expriment on ne peut plus clairement la volonté du prolétariat de refuser d'accepter les conséquences de la survie du capitalisme dans l'impasse. Mais, se dressant toujours comme l'obstacle à la lutte de classe, les appareils réformistes et stalinien ont lié leur sort à la défense de l'ordre bourgeois. Le soutien du Kremlin et des partis communistes au plan Rogers donne le contenu réel de la politique de coexistence pacifique. Il n'y a que deux façons pour imposer le plan Rogers, c'est-à-dire la volonté commune de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme U.S. de dresser un barrage à la révolution prolétarienne dans ce secteur du monde : soit amener les dirigeants des formations politiques de la résistance palestinienne à capituler, soit organiser le massacre des Palestiniens.

C'est, au moment où nous écrivons ces lignes, la voie choisie par Hussein, contre qui les masses opposent l'acharnement le plus héroïque. La puissance contraignante des appareils multiples obstacle sur obstacle qui, tous, n'ont qu'un but : isoler le secteur palestinien de la lutte de classe internationale, du prolétariat international et, plus particulièrement, de la classe ouvrière des pays avancés. Les bureaucraties y réussissent en partie. En partie, car les mêmes problèmes, certes sous une forme différente, se posent aux travailleurs palestiniens et aux ouvriers de France, d'Allemagne, d'Angleterre ou des Etats-Unis. En Palestine, les Palestiniens ne constitueront une nation que s'ils exproprient leur propre bourgeoisie, la caste des propriétaires fonciers, l'impérialisme. En France, en Allemagne, en Angleterre, aux Etats-Unis, le prolétariat ne résistera à la dégradation et à la déchéance, à la vie chère, à la déqualification ou au chômage qu'en organisant son action contre l'état bourgeois.

La grève générale de mai-juin 1968 démontre que c'est dans cette direction que s'ordonne la lutte de classes. C'est ainsi que le développement de la lutte de classes à l'échelle internationale représente l'aide la plus réelle aux combattants palestiniens. Car ce qui fait hésiter Nixon à s'engager dans ce secteur du monde dans une nouvelle guerre contre-révolutionnaire, c'est la présence aux Etats-Unis d'un prolétariat qui, la grève de la General Motors le prouve, n'entend pas accepter que ses intérêts de classe les plus élémentaires soient sacrifiés aux buts de guerre et rapines de son propre impérialisme. C'est la crainte de l'explosion révolutionnaire dans tous les pays du Moyen-Orient. D'un autre côté, liant son sort à la survie de l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin n'est pas à même de donner des solutions positives aux multiples problèmes qui, sur tous les terrains, la confrontent avec les besoins d'une économie planifiée qui a exproprié le Capital. La révolution politique en Tchécoslovaquie, après l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est de juin 1953, la révolution des Conseils hongrois en 1956, la crise politique en U.R.S.S. même qui tend à s'organiser autour des Grigorenko, Iakir, Pavel Litvinov, Iouri et Larissa Daniel, les centaines d'étudiants et d'ouvriers subissant la plus dure des répressions, exprime l'impasse totale d'une politique.

La révolution politique directement dirigée contre la bureaucratie usurpatrice prend aussi toute la signification du combat de classe contre l'agence de l'impérialisme dans les rangs de la classe ouvrière, que sont devenus le Kremlin et les appareils des P.C. à l'échelle mondiale. La montée de la révolution politique dans les pays qui ont exproprié le capitalisme se dirige donc, également comme secteur particulier de la lutte des classes internationale, contre l'impérialisme.

C'est ainsi que le mouvement élémentaire des masses qui se saisit des destinées de l'histoire et de l'avenir de la civilisation humaine, est le mouvement même de l'unité mondiale

de la lutte de classes. Mais ce mouvement, qui est entravé par les dirigeants officiels de la classe ouvrière, dégage dans le processus de la lutte de classe, les forces qui tendent à se dégager de l'emprise des appareils. La guerre civile en Jordanie sonne le glas des thèses liquidatrices qui niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution dans les pays arriérés. L'indépendance politique formelle, les prétendus états ouvriers sui-generis benbelliste ou nassérien, le tiers-mondisme, etc., toutes ces constructions par lesquelles des stalinien aux centristes, en passant par les pablistes, on a cherché à disloquer l'unité mondiale de la lutte de classe, s'effondrent sous les feux et les flammes de la guerre civile en Jordanie.

La guerre civile en Jordanie, c'est la lutte de classe du prolétariat entraînant les masses paupérisées de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes contre la bourgeoisie, la caste des propriétaires fonciers, le Capital financier, dont l'enjeu direct est l'état, la destruction de la force de domination des classes exploiteuses.

Mais la guerre civile en Jordanie renforce ce qui est la condition de sa victoire, la nécessité d'un programme clair structurant l'organisation de classe.

L'héroïsme des masses ne saurait suppléer à la nécessité d'une direction consciente des buts et des moyens pour atteindre ces buts. La lutte de classes est le terrain même de l'organisation qui doit l'exprimer en conscience. En Jordanie, aucune des directions des formations constituant le Comité Central de la Résistance Palestinienne n'ont une claire vue de l'organisation du combat révolutionnaire autour de la destruction de l'état bourgeois pour substituer sur ses décombres le pouvoir centralisé des masses organisées dans les conseils. Toutes les directions situent leur combat sur une position démobilisatrice qui a été, est et serait le nœud coulant étranglant les organisations des masses. Toutes se prononcent pour la « nation arabe », la « révolution arabe » dont nous savons que ces positions affirment le lien qui les unit aux classes dominantes. Quelle que soit l'issue des combats en cours et, au moment où nous écrivons ces lignes, les masses résistent avec héroïsme, la guerre civile en Jordanie aura commencé à balayer les scories qui entravaient la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat mondial. Elle aura, une nouvelle fois, démontré qu'il faut aux masses une nouvelle direction.

Le Comité International de la IV^e Internationale ne prétend pas qu'il constitue aujourd'hui cette direction internationale du prolétariat. Si tel était le cas, dans tous les pays et, en particulier, dans les pays avancés, les organisations trotskystes seraient à même d'organiser grèves et manifestations de masse contre le plan Rogers. Les révolutionnaires ne sauraient accepter ni de prétendues « actions » prétendument exemplaires ni de se transformer en donneurs de conseils. Toute action réelle de solidarité, c'est-à-dire une action de masses, aujourd'hui, et en particulier en France, passe par la bataille dans les organisations pour le Front Unique de classe. Pour aider, autrement qu'en paroles, les masses palestiniennes, il faut diriger l'action vers les organisations politiques et syndicales contrôlant la classe ouvrière, pour exiger qu'elles appellent les travailleurs français à des manifestations concrètes contre Hussein et l'intervention impérialiste. Le reste n'est que bavardage, songe creux et baliverne de petits-bourgeois soulageant leur conscience à bon compte.

Ce sont là les conditions réelles de notre combat. C'est à partir de là, et ayant une claire conscience des problèmes en cause, conscience que seule peut donner une évaluation réelle, par l'utilisation de la méthode du marxisme, que nous avons à combattre pour une nouvelle direction internationale et des directions dans chaque pays.

**

Dans un monde où la lutte de classes se fraie son chemin au travers de multiples obstacles, dans un monde où toutes les tendances à la destruction et à la désagrégation se manifestent dans la crise des systèmes monétaires, l'économie d'armement, la militarisation continue, dans un monde où tout ce qui est lié sous une forme ou une autre au système décadent de la bourgeoisie, est entraîné dans la voie de la crise de l'impérialisme, dans un monde où le mouvement ouvrier, dominé

durant 45 ans par le stalinisme (et la social-démocratie) est en pleine crise, il serait aberrant d'estimer qu'une organisation, la IV^e Internationale, aurait pu vivre comme une oasis de paix, de calme, sans problèmes. Marxistes, nous savons que l'organisation qui doit exprimer en termes de conscience le mouvement spontané et relativement inconscient, ne saurait être abstrait du mouvement.

Mais le mouvement spontané est le mouvement qui se développe sur la ligne même des forces mises en avant dans les conditions de propriété où le producteur, dans le processus de la production, voit le produit de son travail échapper à son contrôle et, sous forme de marchandise appropriée par le Capital, se dresser en une force ennemie, en forces aveugles. Le prolétariat ne peut accéder à la conscience que dans la lutte de classes par l'organisation. L'organisation naît donc de la nécessité de surmonter les forces aveugles dont elle est le produit, pour les contrôler. Le mouvement de la classe qui est l'organisation du prolétariat en lutte pour le socialisme se réalise par le choc de forces aveugles et disloquées. En conséquence, il porte à chacun de ses moments le conflit entre l'organisation qui seule permet de surmonter la dislocation, et la dislocation qui est le terrain même de l'organisation.

L'histoire du mouvement ouvrier depuis sa naissance, et à toutes ses étapes depuis la I^{re} Internationale, s'est constamment déroulée à l'intérieur de ce conflit. Le marxisme qui est la science organisée du prolétariat a constamment été contesté par les « forces aveugles » qui, dans le sein de l'organisation, cherchaient à dévier la lutte de la classe ouvrière vers la soumission à l'ordre bourgeois. L'anarchisme dans la I^{re} Internationale, la social-démocratie dans la II^e Internationale, le stalinisme dans la III^e Internationale ont exprimé la pression de la bourgeoisie dans le prolétariat. Ce serait sombrer dans l'idéalisme le plus vulgaire que de penser ou vouloir faire croire que dans l'organisation de la IV^e Internationale, la pression de la bourgeoisie aurait pu être évitée par la vérité de son Programme, un programme qui, rédigé par Léon Trotsky en 1938, rend compte en termes de principe de la ligne du développement de l'histoire. Certes le programme est la vie et le sang de l'organisation. Mais le programme du parti bolchevique, adopté au lendemain de la révolution russe victorieuse, n'a pas permis d'éviter au parti bolchevique sa propre dégénérescence dans des conditions historiques données. Le programme du parti bolchevique est, reste correct. Le parti bolchevique est mort, assassiné par Staline. Mais le programme du parti bolchevique ne pouvait rendre compte de la dégénérescence stalinienne. Là est la différence capitale avec le Programme de Transition de la IV^e Internationale. Celui-ci, en termes de principes, est sorti victorieux des épreuves de l'histoire. Le programme rend compte de tous les développements concrets de l'histoire qui s'est déroulée depuis 1938 jusqu'à nos jours. Sur le plan théorique, l'analyse du programme donne la clé pour comprendre et agir dans la lutte de classe. C'est ainsi que, de même qu'à la fin du siècle dernier, Bernstein, pour abandonner le marxisme et la révolution prolétarienne, n'a pu que se réfugier sur le terrain de la bourgeoisie et de ses prétendues novations théoriques, Mandel, Frank, Pablo ont dû adopter les positions « novatrices » de la bourgeoisie, bavardant sur le « néo-capitalisme », la révolution arabe et les révolutions coloniales, le tiers-mondisme et la théorie stalinienne des blocs par laquelle la bureaucratie cherche à disloquer l'unité mondiale de la lutte de classes, dont le programme de la IV^e Internationale est l'expression.

C'est ainsi que le refus de la majorité prolétarienne de la section française de la IV^e Internationale, de suivre Pablo-Frank-Mandel dans la voie de la capitulation devant le stalinisme en 1951-1952, s'appuyant sur sa volonté de défendre le Programme, a permis de préserver les conditions d'organisation qui ont permis en 1953 la constitution du Comité International de la IV^e Internationale. Si Pablo, Frank, Mandel ont réussi à disloquer le cadre d'organisation mis en place par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale qui a adopté le Programme de Transition, ils n'ont pu détruire la IV^e Internationale dont le Comité International et ses sections ont assumé la continuité historique. Il reste, et les travaux de la 3^e Conférence du Comité International en ont conclu

ainsi, que la continuité historique assurée, la tâche à réaliser est de reconstruire la IV^e Internationale que les révisionnistes pablistes ont disloquée. La décision de préparer la 4^e Conférence du Comité International a été prise pour que soit franchie une étape décisive dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans la préparation et le cours même de la 4^e Conférence, les organisations trotskystes adhérant au Comité International ne cacheront rien de leurs buts et objectifs. Le Comité International se situe entièrement sur le terrain du Programme de Transition. Ses analyses, ses documents, son action, ses méthodes, les organisations du C.I. entendent les développer en conformité avec les principes marxistes du programme et l'organisation de la IV^e Internationale. Mais les organisations adhérentes du C.I. ne lancent aucun ultimatum. Elles savent que dans un mouvement ouvrier qui, depuis plus de quarante-cinq années, a été dominé par le stalinisme et la social-démocratie, il ne saurait être question de faire accepter le Programme, ses principes et l'organisation qui en découle sans la plus large discussion.

L'O.C.I., section française du Comité International, a soumis un texte. La première session de la pré-Conférence du C.I. a admis, à l'unanimité, que ce texte était un texte de « principes ». D'autres sections préparent des textes qui seront soumis à la deuxième session de la pré-Conférence. Les organisations du C.I. seront appelées à se prononcer. Un appel pour la 4^e Conférence sera adopté. Pour sa part, l'O.C.I. estime que tous groupes ou organisations engagés dans la lutte de classes qui, quelles que soient leurs options politiques, ressentent l'exigence présente de la construction de partis révolutionnaires, dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont partie prenante de cette discussion et qu'ils doivent y participer. Ainsi l'O.C.I. est fidèle à la tradition révolutionnaire et internationaliste des fondateurs des I^{re}, II^e, III^e et IV^e Internationales.

C'est ainsi que l'O.C.I. estime que doit être assumée la continuité de la IV^e Internationale et sa reconstruction engagée. C'est dans le cadre de ces positions que les représentants de l'O.C.I. ont été amenés à proposer au Comité International que le camarade G. Healy, secrétaire général de la S.L.L., section anglaise du Comité International de la IV^e Internationale, prenne contact avec les pablistes, notamment Pierre Frank, pour inviter les organisations adhérentes du S.U. à participer à la discussion. « Rouge » s'étonne que nous les traitions de révisionnistes et de capitulards devant le stalinisme et la petite-bourgeoisie. Ce ne sont pas là des qualificatifs relevant de la morale abstraite mais des qualificatifs politiques. Ou nous avons tort, ou nous avons raison de les qualifier de pablistes, bien qu'ils s'en défendent. Ce problème relève de la politique et de l'activité politique. Nous ne sous-estimons absolument pas la portée de la crise qui sévit dans les organisations affiliées au S.U. pabliste, ni le fait que Pablo, en tant qu'individu, ait été rejeté de leur organisation. Mais, pour nous, le pablisme ne peut être identifié seulement, ni aux galéjades qui ont motivé notre exclusion en 1952 — nous prétendions émettre quelques doutes sur la perspective que Pablo-Frank-Germain voulaient nous imposer en oukase disant que la troisième guerre mondiale allait se déclencher dans les « 2 à 4 années à venir » ! — ni à la stratégie dite de l'« entrisme sui-generis » par laquelle nous devions capituler devant l'appareil pour solliciter notre entrée dans le P.C.F. Ce n'était là que des aspects conjoncturels du pablisme liquidateur dont le fond est parfaitement exprimé dans les thèses du 3^e Congrès mondial que la majorité prolétarienne de la section française a refusé en 1951.

« Les conditions objectives déterminant à la longue le caractère et la dynamique du mouvement des masses peuvent avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution. »

Cette thèse, pour l'apprécier complètement, doit être placée en rapport avec une autre également adoptée au 3^e Congrès.

« Le stalinisme lui-même, en tant qu'expression des intérêts de la bureaucratie soviétique, bonapartiste est entraîné hors de son mouvement d'équilibre. La résultante de ce processus

éminemment révolutionnaire ne pourra être autre chose que la victoire mondiale du socialisme.

Ici, se trouve lié, dans un nœud solide, le révisionisme capitulaire. En effet, si les « conditions objectives peuvent avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution », nulle nécessité de lutter pour l'« Internationale » et, dans chaque pays, combattre pour la construction du parti révolutionnaire. La capitulation devant le spontanéisme qui a marqué toute la politique de la Ligue pabliste depuis mai-juin 1968 est incluse totalement dans les prémisses « théoriques » de 1952. Les rédacteurs de « Rouge » vont peut-être nous accuser encore de forcer les textes. Or nous lisons dans « Workers Press », organe de nos camarades de la S.L.L. (26 août 1970), la déclaration suivante du dirigeant pabliste anglais Robert Pellington, membre de l'« International Marxist Group » affilié au S.U. :

« Nous ne tenons pas particulièrement à être des trotskystes. La contribution du trotskysme c'est d'être une composante de la construction d'un mouvement communiste de masse. » Inutile de commenter longuement. Il faudrait ici démontrer en quoi et comment, sur le plan théorique, il ne s'agit nullement des « conditions objectives », c'est-à-dire du mouvement historique de la classe, mais avant tout de procéder à une identification entre « conditions objectives » et « appareils ». Mentionnons seulement qu'en 1951, la pression des prétendues conditions objectives était susceptible, par elles-mêmes, d'« entraîner le stalinisme hors de son mouvement d'équilibre ». En conséquence de quoi, sous la pression des conditions objectives, le stalinisme n'étant plus l'« expression des intérêts de la bureaucratie soviétique », la « résultante de ce processus »... pourrait l'amener à ne plus être le frein contre-révolutionnaire absolu à « la victoire mondiale du socialisme ». Toute la politique d'adaptation au stalinisme, de capitulation devant la bureaucratie reste à la racine de l'orientation de Pellington en 1970, qui voit le « trotskysme » (ou plutôt ce qu'il croit être le trotskysme) se dissoudre dans un mouvement communiste de masse. Stalinisme étant identifié à communisme. Nous montrerons ultérieurement comment l'orientation de Pellington est celle-là même qui est à la base de l'article-programme intitulé « Le terrain de la révolution mondiale » publié dans l'organe de Mandel (« la Gauche » du 4 septembre 1970).

Parcourant un cycle qui va de la capitulation devant le stalinisme en 1951 à la capitulation devant le stalinisme en 1970, le pabliste, comme tout courant centriste, a sous l'impact des prétendues forces objectives de la petite-bourgeoisie, incurvé sa ligne jusqu'à céder en 1968-1969 à la pression du gauchisme spontanéiste.

Dans ce même discours relevé dans « Workers Press », Pellington réintègre totalement le pabliste tel qu'il s'est cristallisé en 1951. Il confère, comme le font toujours Mandel, Frank et Pablo, à la bureaucratie stalinienne un « double rôle », c'est-à-dire qu'il tente de maquiller son rôle d'agence de l'impérialisme dans les rangs ouvriers. Il confère au capitalisme une capacité de s'auto-réformer, en déclarant :

« Si nous devons appliquer aujourd'hui certaines parties du Programme de Transition, nous serions fous. Le Programme fut rédigé dans une période de chômage chronique. Ce serait absurde par exemple de revendiquer aujourd'hui l'échelle mobile des salaires. Quand il écrivit le Programme de Transition, Trotsky fit une erreur en disant qu'il y aurait une crise économique après la guerre. »

Le petit-bourgeois mandélien, adepte de la théorie des « mécanismes anticycliques », ne voit même pas qu'en prononçant ce discours, il remet en cause toute la caractérisation léniniste de l'impérialisme « ère des guerres et des révolutions ». Car, si comme le croit Mandel, le capitalisme a atteint une troisième phase dans un néo-capitalisme où « les forces productives continuent à croître », dès lors, le fondement objectif de la révolution prolétarienne disparaît.

Mais, pour Mandel-Pellington, pour le pabliste, la militarisation de l'économie mondiale caractérise une période de développement des forces productives.

Pour Mandel-Pellington, la thèse de base du Programme de Transition sur les « forces productives qui ont cessé de croître » est identifiée aux absurdités proférées par Staline-

Thorez sur la « paupérisation » continue et mécanique. Là où la tendance exprimée entre autres par la militarisation de l'économie, laquelle peut, pour un temps, comme l'économie allemande sous Hitler, différer la crise et freiner la tendance à la paupérisation, Staline, Thorez, Brejnev, Pellington, Mandel et tous les sociaux-démocrates voient une capacité du capitalisme à s'auto-réformer. Peut-on descendre plus bas sur le chemin de la capitulation ? Oui. Dans « la Gauche » du 20 juin 1970, nous lisons :

« La dynamique révolutionnaire de la lutte palestinienne a trouvé une éclatante confirmation. Il est clair que la soudure entre les feddayin — avant-garde armée — et les masses populaires des pays limitrophes d'Israël constituerait l'embryon d'une véritable direction révolutionnaire arabe. »

Autrement dit, les « forces objectives », la lutte armée par son propre mouvement, peuvent « constituer l'embryon d'une véritable direction révolutionnaire ».

Pour le « théoricien » pabliste Weinstock, le noyau de cette direction révolutionnaire c'est le « Front démocratique » Il écrit :

« L'avant-garde palestinienne fera ses preuves si elle réussit, comme le Front démocratique s'y efforce, à entraîner la base du Fath sur une ligne révolutionnaire conséquente. » Ces lignes sont rédigées dans la Gauche du 4 septembre 1970. En écho, dans l'organe pabliste français « Rouge », en date du 21 septembre 1970, nous lisons :

« Ce ne sont pas les mots d'ordre conseillistes (tout le pouvoir aux conseils populaires) affichés par le F.D.P. en Jordanie, qui résoudront le problème de la construction du parti révolutionnaire et permettront la mobilisation des masses arabes des autres pays. »

Le style, c'est l'homme. Le mépris sorbonnard pour les Conseils (« mot d'ordre conseilliste » !) s'est déjà parfaitement exprimé dans le combat de la Ligue contre le mot d'ordre du Comité central des comités de grève dans la grève générale française de mai-juin 1968.

Passons sur cette question capitale, car elle concerne la nature de l'état et l'enjeu immédiat du combat libérateur — pour constater que, pour la Gauche du 20 juin 1970 :

« Indiscutablement Georges Habache, du Front populaire, a émergé des combats comme le leader le plus résolu des feddayin et comme prétendant éventuel au leadership du mouvement. »

Cependant que, le 4 septembre, il perdait cette position au profit du F.D.P.L.P. de Nayeb Hawatmeh. Le 4 juillet, pour la Gauche, Habache était encore l'homme qui « développait une ligne révolutionnaire conséquente ». Mais, pour Rouge du 9 mars 1970, « le F.P.L.P. de Habache a joué (dans les événements) son habituelle carte de surenchère verbale sur la gauche ».

Tant il est vrai que sa nature est de rester « avant tout la continuation, sous le même nom, de la branche palestinienne du Mouvement nationaliste arabe, avec une forte touche de démagogie en plus ».

Nous pouvons cesser d'examiner ces palinodies et contorsions après une dernière citation d'un article non signé paru dans la Gauche du 4 septembre 1970 :

« En effet, les événements actuels, aboutissement des préparatifs militaires que l'on sentait venir et dont on s'étonne qu'ils aient pu prendre les dirigeants palestiniens au dépourvu, confirment de manière éclatante la thèse de la gauche révolutionnaire. »

Et le petit-bourgeois effrayé cherche toujours à tirer son épingle du jeu. A Bruxelles comme à Paris, il combat confortablement pour... la révolution arabe. Un jour, Habache est un « révolutionnaire conséquent », un marxiste « naturel » pour reprendre la qualification « générique » de Frank ; un autre, un démagogue nationaliste petit-bourgeois, puis, quand on considère que cela va mal, « on s'étonne qu'il ait été pris au dépourvu ». Les rats quittent le navire. S'il ne coule pas, ils le réintégreront, le docteur Georges Habache sera reconsecré marxiste.

Mais la conclusion reste toujours la même. Après s'être adapté à la petite-bourgeoisie, après l'avoir consacrée, à l'adresse des masses, retentit, comme un ultimatum : « Notre

thèse est confirmée de manière éclatante... « Bâtis le Parti », etc.

*

Répétons-le : l'O.C.I. pour sa part, et c'est là la signification de la résolution adoptée par la première session de la pré-Conférence, estime que les problèmes doivent être discutés publiquement, sans qu'il soit question de les atténuer ou de les camoufler.

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui se confond avec la tâche de construire les partis révolutionnaires dans chaque pays, exige la clarté. La scission de 1952-1953 dans la IV^e Internationale n'a pas donné naissance à deux rameaux du trotskysme. Le Secrétariat Unifié reste intégralement sur les positions du pablisme capitulaire ; le Comité International sur les positions du *Programme* et de la Conférence de fondation de la IV^e Internationale. Des organisations affiliées au S.U. cherchent à réintégrer le terrain du *Programme*.

D'autres, comme celles dirigées par Mandel en Belgique, Pellington en Angleterre, ou Maïtan en Italie, sombrent dans le révisionnisme. D'autres encore, qui pratiquent une politique des plus opportunistes, tel le S.W.P. aux Etats-Unis, ne peuvent être considérées comme centristes. L'origine, la place qu'occupe le S.W.P. dans la lutte de classes aux U.S.A., permet de poser la question de savoir si cette organisation peut encore rester sur le terrain du trotskysme. Mais l'avenir de ce type d'organisation est totalement scellé. Ou le S.W.P. expulsera son pablisme, ou il s'effondrera dans le centrisme. C'est ainsi que, prise sur le plan des principes, la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne saurait être confondue avec une perspective de réunification. Il ne s'agit pas de questions personnelles ou de souvenirs.

Il s'agit, comme Trotsky l'écrivait, de la vie ou de la mort de la seule classe qui porte dans son combat l'avenir de toute la civilisation humaine. Il s'agit du *Programme*. Il s'agit de la IV^e Internationale.

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LA PRÉ-CONFÉRENCE DU COMITÉ INTERNATIONAL

A toutes les organisations ouvrières, groupes et militants engagés à travers le monde dans la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, instrument indispensable pour la victoire du prolétariat dans son combat pour le pouvoir.

La pré-Conférence préparatoire à la 4^e Conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée le plus largement la discussion tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La pré-Conférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du *Programme* et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

Ce texte, avec les textes en préparation dans les autres sections du Comité International, ouvre la discussion internationale dans toutes les sections.

La pré-Conférence est suspendue jusqu'à octobre 1970 pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. La discussion sera alors ouverte à toutes les organisations, groupes et militants pour qui la construction de partis révolutionnaires ne saurait être conduite à terme en dehors de la lutte pour l'Internationale.

Les sections du Comité International réunies en pré-Conférence les 27, 28, 29 et 30 juin 1970 sont profondément convaincues que l'Internationale à reconstruire ne saurait être que la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 sur la base du *Programme de Transition*.

C'est pourquoi le Comité International qui a pris en charge la pré-Conférence préparatoire à la 4^e Conférence internationale avait mandaté le camarade G. Healy pour proposer aux représentants du Secrétariat Unifié l'ouverture d'une discussion internationale ayant pour but d'effectuer le bilan politique des divergences qui se sont cristallisées et se sont développées à partir de 1950-1953 autour de la crise pabliste.

La nouvelle conjoncture des rapports de force entre les classes tant à l'échelle internationale que dans chaque pays est considérée par le Comité International comme la période de la plus grande crise du capitalisme, où le problème du pouvoir devient l'enjeu central de la lutte de classes.

Cette période est celle de la crise de l'impérialisme ayant atteint un point où toutes les contradictions du système capitaliste doivent se dénouer dans la prochaine période soit en révolution prolétarienne victorieuse, soit dans l'effondrement de la civilisation humaine.

Cette période est celle de la crise de la bureaucratie stalinienne, conjointe à la crise de l'impérialisme qui pour la première fois, depuis la défaite de l'opposition de gauche

à l'échelle internationale et dans tous les pays, particulièrement les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme dégage les voies de la construction de partis trotskystes sur la base de la montée de la révolution politique.

La pré-Conférence constate que les représentants du Secrétariat Unifié n'ont jusqu'à présent pas accepté les propositions d'ouverture d'une telle discussion. Elle déclare que la responsabilité des conséquences de cette attitude revient entièrement au S.U. Par cette crainte d'ouvrir la discussion, il démontre par là même qu'il préfère discuter avec les courants anticommunistes de la petite-bourgeoisie, comme le P.S.U. en France, et les groupes gauchistes décomposés plutôt que d'engager la discussion avec les organisations et groupes trotskystes. Par là, le Secrétariat Unifié confirme qu'il est bien le centre révisionniste que le Comité International a dénoncé depuis 1953.

LA PRE-CONFERENCE DECLARE LA DISCUSSION OUVERTE. CHAQUE SECTION DU COMITE INTERNATIONAL Y APPORTERA SA CONTRIBUTION AVEC SES PROPOSITIONS.

Toutes les organisations ouvrières, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion tel qu'il est exprimé dans cette résolution sont invités à participer à la préparation de la 4^e Conférence internationale.

La pré-Conférence donne mandat au Comité International pour assurer la préparation de la 4^e Conférence dont elle ne fixe pas la date.

Elle estime en particulier que, sous la direction du Comité International, un secrétariat international devra assurer les tâches politiques et d'organisation pour garantir la plus large discussion et la plus large diffusion des points de vue et positions.

La pré-Conférence déclare que le Comité International et ses sections doivent immédiatement assurer le travail préparatoire à la Conférence pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Londres, le 30 juin 1970.

La pré-Conférence du Comité International préparatoire à la 4^e Conférence internationale.

A paraître

LE NUMÉRO 3

des

"NOUVELLES ETUDES MARXISTES"

Revue de l'Alliance des étudiants révolutionnaires

Soutenez cette publication marxiste, son effort pour combattre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise, et son travail pour l'organisation au compte de la révolution socialiste, des étudiants et des enseignants.

Abonnez-vous

1 an (5 numéros) 17 francs

Le numéro 4 francs

C.C.P. : Claire RIVOAL - La Source 31.272-23

POUR UN DEBAT SUR LA CRISE INTERNATIONALE DES PARTIS COMMUNISTES

Samedi 17 et dimanche 18 octobre, deux journées d'études conçues comme devant permettre un véritable débat dans le cadre de la démocratie ouvrière se tiendront à Paris.

Dans une déclaration commune que nous reproduisons plus loin, Pierre Lambert, responsable de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et Roger Pannequin, ancien membre du Comité Central du Parti Communiste Français appellent à ces journées. « Travailleurs et militants du P.C.F. — écrivent-ils en conclusion de leur appel — jeunes et intellectuels, en participant aux journées des 17 et 18 octobre, non seulement vous participerez au combat pour redonner au communisme son véritable visage, vous apporterez votre appui à la campagne internationale contre la répression en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S., mais vous manifesterez votre volonté de rester fidèles à la tradition et aux enseignements de la Révolution russe de 1917. »

Cette initiative s'inscrit dans le développement d'une situation nationale et internationale — ou pour être plus précis, à un moment de la lutte des classes internationale — dans laquelle la crise grandissante des Partis communistes tient une place essentielle. Il ne s'agit pas de procéder à un examen prétendument « objectif » de cette crise, d'assises pseudo-scientifiques détachées de la lutte, mais d'un épisode dans un combat politique.

La forme même de cette initiative, celle d'un libre débat dans le cadre de la démocratie ouvrière, correspond aux besoins de milliers de militants ou d'anciens militants du P.C.F., de militants ouvriers de toutes tendances en même temps qu'elle répond à la plus profonde des nécessités de la lutte contre le système d'exploitation capitaliste : celle d'un bilan du stalinisme.

**

Il y a un peu plus de six mois se tenait le 19^e Congrès du P.C.F., Congrès de « normalisation », de reprise en main par l'appareil du parti et de reprise

en main de cet appareil lui-même, de son réaligement sur la fraction dirigeante de son parti. L'ordre de Prague régnait à Nanterre. Mais rien n'était réglé et très vite les questions réelles, qui avaient parfois franchi le crible de la Tribune de discussion et qui avaient été bannies du 19^e Congrès, réapparaissaient.

Il ne suffisait pas à la direction du P.C.F. d'exclure Roger Garaudy en cherchant à se faire passer pour la gardienne du marxisme et de la lutte des classes — s'appuyant pour cela sur une dénonciation facile de l'abandon simpliste et ouvert par Garaudy des enseignements du marxisme — pour que s'effacent les questions dont il se faisait l'écho, quelles que soient les réponses qu'il y donnait personnellement.

Il fallait ensuite, à la sauvette, avec gêne, exclure du Parti un homme dont le nom reste associé à toute l'histoire du P.C.F., Charles Tillon, l'un de ceux qui, comme il l'écrivait dans son autobiographie, répondit à l'appel du « parti de Lénine et de Trotsky » en se dressant contre l'intervention militaire de « son » impérialisme tentant de réduire par les armes la jeune République des Sovjets.

Un de ceux aussi qui, aux postes de responsabilité les plus élevés, devait contribuer à faire du P.C.F. le parti dominant de la classe ouvrière française, alors que sa politique n'était plus celle du « parti de Lénine et de Trotsky, mais celle du « Front Populaire » puis de « l'Union Nationale », politique qui devait faire du commandant en chef des F.T.P. le ministre de l'Aviation du général de Gaulle en 1945.

Un homme enfin que les besoins de la politique stalinienne devaient chasser de toutes ses responsabilités comme « complice » d'André Marty et qui, demeuré membre du P.C.F., refusa après 1956 toute « réhabilitation » honteuse.

Il avait fallu à la direction du P.C.F. frapper ce coup parce que Tillon était sorti de son silence. Il s'élevait contre les encouragements cyniques donnés à Marcellin dans la voie de la répression. Il était l'un des signataires de la déclaration du 5 janvier 1970 condamnant la « normalisation » en Tchécoslovaquie.

Certes, qu'un homme qui a tenu cette place s'affirme prêt, après « cinquante et un ans d'appartenance au parti communiste, à rendre compte de ma vie de militant, publique et privée, sans rien dissimuler de tout ce que ma conscience me reproche parce que j'ai été stalinien jusqu'en 1950 » n'est pas un élément négligeable. Mais il faut pourtant s'abstraire de l'aspect individuel. Ce que l'on a appelé « l'affaire Tillon » est avant tout une illustration de l'approfondissement de la crise qui ronge de plus en plus profondément le P.C.F., une expression des aspirations, de la volonté de milliers de militants.

Elle combinait immédiatement les aspects nationaux de la politique du P.C.F. et les facteurs internationaux : la lutte pour la défense des militants communistes frappés en Tchécoslovaquie s'imposait directement comme une composante du combat pour le socialisme en France. L'histoire réelle du P.C.F. s'intégrait au débat, non sous la forme de références à un passé révolu, mais comme un élément pour comprendre et agir aujourd'hui. Revenant sur son « procès » de 1952, Tillon devait montrer combien il s'apparentait à ceux qui dans les « Démocraties Populaires » avaient décimé les directions des P.C.

Le mécanisme des « aveux » a été démonté. C'était le moment de dresser un réquisitoire et l'accusé ne pouvait en être un homme ou un groupe d'hommes, mais le stalinisme.

Ce serait conduire à l'impasse le débat et en écarter les milliers de militants dont la préoccupation centrale est de construire l'instrument politique, le parti révolutionnaire, indispensable à l'émancipation des travailleurs que de le limiter, par exemple, au procès de Marchais. Le mouvement ouvrier a besoin de vérité et, en ce sens, il est positif que les mécanismes secrets du fonctionnement de l'appareil soient publiquement démontés. L'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme produit les hommes dont il a besoin. La figure et la « biographie » de Marchais correspondent au rôle du personnage. Mais qu'il ait brutalement exprimé la politique du P.C.F. lors de la grève générale de mai-juin 1968 en joignant, le 3 mai, sa voix à toute la réaction contre les étudiants sur qui s'acharnait la répression policière, n'explique pas les causes de la politique du P.C.F. Absent de la lutte clandestine, tard venu à la vie politique et par le seul biais de l'appareil, cet homme sans visage est adapté à sa fonction. Mais il n'était encore qu'un adolescent quand la direction du P.C.F., utilisant l'immense prestige qu'elle tirait du fait qu'elle apparaissait comme la représentante et la continuateur de la révolution d'Octobre en France faisait « terminer la grève », ouvrant la voie à la contre-attaque de la bourgeoisie. Et il n'était même pas un militant quand Thorez définissait le tryptique qui allait permettre à la bourgeoisie chancelante la reprise en main de la situation, « une seule armée, une seule police, un seul état ».

*
**

En même temps, à l'échelle mondiale, se sont multipliées les manifestations de la dislocation de l'appareil international du stalinisme. L'incapacité de réduire « à froid » la résistance des travailleurs tchécoslova-

ques, le développement des conflits de classe au Moyen-Orient culminant dans une sanglante guerre civile, attestent que la marche même du mouvement des masses remet en cause les bases de l'existence du stalinisme.

La crise internationale des partis communistes n'est pas que la crise de cet appareil contre-révolutionnaire dont le monolithisme cède devant des convulsions de plus en plus violentes : il est l'expression au sein des partis communistes, au sein des masses que les P.C. contrôlent, des tendances au regroupement sur de nouveaux axes politiques. C'est ce qu'expriment, avec confusion parfois, dans des contradictions imposées par les conditions dans lesquelles s'est développée leur conscience politique, des milliers de militants.

La question qu'ils posent, en définitive, c'est celle du parti révolutionnaire, de l'Internationale.

Pour qu'une réponse positive puisse y être apportée, deux problèmes qui sont au premier plan de la crise présente, devront être abordés.

Tout d'abord le fait que la pratique actuelle de la « coexistence pacifique » ne fait qu'exprimer les conséquences de la prétendue « théorie » du « socialisme dans un seul pays » par laquelle la bureaucratie stalinienne a voulu justifier son existence et au nom de laquelle des dizaines de milliers de communistes ont été assassinés, tandis que les partis communistes, subordonnés aux besoins de la bureaucratie, étaient engagés dans la voie de la collaboration des classes.

Ensuite le fait que pour commencer à reconquérir et approfondir leurs conquêtes socialistes, les militants tchécoslovaques ont dû entreprendre la destruction de l'appareil du parti. C'est cette démarche qui se marquait dans la préparation du 14^e Congrès du Parti communiste tchécoslovaque et c'est cette menace qui est la cause fondamentale de l'intervention armée du 21 août 1968...

*
**

Pour les trotskystes de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) tel doit être l'axe du débat.

D'autres militants n'ont pas la même position, il est normal et naturel qu'il en soit actuellement ainsi.

Depuis plus de quarante-cinq ans, depuis la mort de Lénine, la puissance contraignante du stalinisme a tendu à obstruer (et a réussi en partie) les voies de la conscience. Certes, la révolution politique en Tchécoslovaquie, à la suite de l'Octobre hongrois de 1956 et l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est de 1953 en Allemagne, certes les développements de la lutte de classes internationale, manifestée entre autres par la grève générale de mai-juin 1968 en France ou la guerre civile en Palestine, attestent que le mouvement ouvrier international amorcé le processus du déblocage de l'emprise stalinienne. Voilà ce qui constitue les racines de la crise des P.C.

Mais ce déblocage ne saurait se faire, ni en un jour, ni en un mois, ni sans débats des plus passionnés et des plus âpres.

Déclaration de Pierre LAMBERT, responsable de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) et de Roger PANNEQUIN (ancien membre du Comité central du Parti Communiste Français) :

L'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie le 21 août 1968, la répression qui s'abat sur les militants du « Printemps de Prague », les mesures d'arbitraire qui se multiplient et dont la dernière en date est celle qui frappe A. London, victime des procès truqués organisés par Staline en 1950 et déclaré une nouvelle fois déchu de sa nationalité, jettent le plus grand trouble dans les rangs du mouvement ouvrier international.

La protestation et l'action pour que cessent les méthodes stalinienne doivent s'élargir, s'amplifier et unir tous les militants, toutes les organisations ouvrières et syndicales.

Sans sous-estimer la portée positive des déclarations qui se multiplient contre la politique de répression menée par Husak sur l'ordre des dirigeants de l'Union Soviétique, il ne saurait être question d'accepter que l'action se borne à de simples déclarations platoniques.

Nous proposons que la solidarité agissante à l'égard de nos camarades tchécoslovaques se matérialise dans la constitution d'une Commission d'Enquête Internationale où seraient représentés les délégués de toutes les organisations ouvrières politiques et syndicales et, en particulier, de la F.S.M., de tous les partis politiques ouvriers se réclamant de la défense des conquêtes socialistes arrachées en 1948 par le peuple tchécoslovaque, d'intellectuels et militants se prononçant pour le respect des droits et manifestant en particulier une solidarité active pour la lutte des peuples indochinois contre l'impérialisme U.S.

Cette Commission Ouvrière d'Enquête Internationale exigerait des autorités tchécoslovaques de pouvoir contrôler les conditions de détention des emprisonnés politiques, de vérifier le respect des droits garantissant les libertés d'opinion, d'expression, de réunion, pour toute personne, groupement et formation se prononçant pour la défense des conquêtes socialistes.

La Commission prendrait également toutes dispositions pour assurer la défense des inculpés militants du « Printemps de Prague » par un collectif international d'avocats connus pour leurs opinions démocratiques.

Le mouvement ouvrier et syndical international n'accepte pas le retour à l'ère des purges stalinienne. Il refusera que soient perpétrés à nouveau les plus horribles crimes qui, depuis 1936, en U.R.S.S. et dans les pays ayant liquidé le système capitaliste, ont exterminé par dizaines de milliers les plus honnêtes combattants de la Révolution socialiste.

Il est clair que les mesures prises par Brejnev-Husak entrent dans un plan mûrement concerté d'organisation des procès du type de ceux de 1950 où des militants calomniés étaient conduits à s'accuser eux-mêmes de crimes qu'ils n'avaient pas commis, avant d'être pendus.

Nous estimons, pour notre part, que ce dont il s'agit principalement dans ce combat, c'est de tout l'avenir du socialisme dont la victoire sur le capitalisme se confond avec le destin de la civilisation humaine.

A un titre ou à un autre, à un moment ou à un autre, nous avons, comme des milliers et des dizaines de milliers de militants, placé notre volonté de lutter pour le socialisme international dont la victorieuse Révolution d'Octobre 1917 a constitué le prologue, dans le Parti Communiste Français.

Nous avons, ainsi que des centaines et milliers d'autres militants, été rejetés du P.C.F. par des dirigeants qui se sont constamment solidarisés avec Staline. Nous savons tout ce que peut représenter, pour l'avoir vécu nous-mêmes, la mise à l'écart du « Parti » dans lequel nous avons mis toutes nos espérances de lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Nous savons que nombreux sont ceux qui, exclus, se sont démoralisés, ont abandonné le terrain de la lutte de classes. Les deux signataires de cet appel ont, pour leur part, poursuivi le combat pour le communisme. Si la voie qu'ils ont estimé devoir prendre n'a pas été identique, ils se retrouvent aujourd'hui, l'un et l'autre, sur une même volonté de rendre au communisme son véritable visage, un moment terni par le stalinisme et ses méthodes.

Les deux signataires savent également que leurs préoccupations, bien qu'elles ne concordent pas nécessairement dans des options politiques d'organisation identiques, sont partagées par des milliers et des milliers de militants du P.C.F. par les militants ouvriers et jeunes.

La grève générale de mai-juin 1968, la chute de De Gaulle après le référendum du 27 avril 1969, la réprobation indignée à l'intervention armée du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, attestent que dans les profondeurs de la classe ouvrière la volonté s'affermir d'en finir avec les méthodes du stalinisme qui pervertissent la conscience, divisent le mouvement ouvrier et contribuent ainsi à sauver le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de convoquer à Paris :

les SAMEDI 17 et DIMANCHE 18 OCTOBRE 1970, à 9 h 30

SALLE DE LA MUTUALITE

24, rue Saint-Victor - PARIS (5^e)

militants, travailleurs, jeunes et intellectuels, à deux journées d'études et de discussions où seront débattues les perspectives ouvertes au communisme, dans le cadre de la crise internationale des Partis communistes.

Nous ferons en sorte que, dans ces journées, soient exposés et discutés les principaux problèmes soulevés dans l'activité des Partis Communistes de France et d'Italie, d'Espagne et d'Autriche, de Tchécoslovaquie et de Hongrie, d'U.R.S.S., ceux concernant le Parti Communiste Chinois après la Révolution culturelle.

A la tribune, tout militant aura, comme il est normal et naturel, la garantie de pouvoir s'exprimer librement, dans le cadre du respect des principes de la démocratie ouvrière.

D'ores et déjà, nous appelons tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ayant occupé ou non, et occupant encore des postes de responsables dans le P.C.F. et la C.G.T., dans la J.C. et l'U.E.C., estiment devoir participer à ces débats sous la forme d'une communication ou d'une intervention, à prendre contact avec nous.

Nous communiquerons, dans un tract de convocation qui sera publié à partir du 5 octobre, la liste des participants aux débats.

En octobre 1970, il y aura exactement 53 années, les ouvriers et paysans russes, conduits par le Parti bolchevique qui allait bientôt constituer la force motrice de la III^e Internationale, prenaient le pouvoir.

Pour le prolétariat international et les peuples opprimés, les temps nouveaux, ceux du socialisme, s'annonçaient avec la victoire de la Révolution russe.

La route vers le socialisme international a été obscurcie par le stalinisme. Les séquelles subsistent, mais la confiance des centaines de millions d'hommes, de femmes et de jeunes dans ce qu'a représenté l'Octobre rouge de 17 reste intacte.

Le « Printemps de Prague », après bien d'autres événements et en préparant de plus importants encore à l'échelle de tous les pays, en Occident et en Asie, en U.R.S.S. et en Chine, représente le signe évident que la marche en avant de l'humanité vers le socialisme constitue la réalité de notre époque.

Travailleurs et militants du P.C.F. et du mouvement ouvrier, jeunes et intellectuels, en participant aux journées des 17 et 18 octobre, non seulement vous participerez au combat pour redonner au communisme son véritable visage, vous apporterez votre appui à la campagne internationale contre la répression en Tchécoslovaquie et en U.R.S.S., mais vous manifesterez votre volonté de rester fidèles à la tradition et aux enseignements de la Révolution russe de 1917.

Pierre LAMBERT,

Responsable de l'O.C.I.

(pour la reconstruction de la IV^e Internationale).

Roger PANNEQUIN,

Ancien membre du C.C. du P.C.F.

SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18 OCTOBRE 1970

A LA MUTUALITE

(24, rue Saint-Victor - Métro : Maubert-Mutualité)

(La première séance commencera le samedi 17 à 9 h 30 du matin)

**JOURNÉES D'ÉTUDES ET DE DÉBAT SUR
LA CRISE INTERNATIONALE DES PARTIS COMMUNISTES**

BULLETIN D'INSCRIPTION :

Je désire participer aux journées d'études et de débat sur la crise internationale des P.C.

Nom

Adresse

A retourner à LA VÉRITÉ, 39, rue du Faubourg-du-Temple - Paris (10^e)

Participation aux frais : 13 F

(Toute inscription ne pourra être retenue qu'accompagnée de cette somme)

A verser au C.C.P. : Gérard BLOCH, 30498-23 LA SOURCE - 45

A propos d'une décision du Conseil d'Etat :

L'ENJEU DU COMBAT POUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

par Pierre Lambert

L'actualité politique, après la décision du Conseil d'état rétablissant dans leurs pleins droits l'O.C.I., la F.E.R. et Révoltes, organisations dissoutes le 12 juin 1968, met au premier plan le combat pour la défense des libertés démocratiques.

La place historique et de principe de la lutte pour les libertés démocratiques

Il s'agit d'analyser, sur un triple plan, historique, de principe et politique, le problème de la place de la défense des libertés démocratiques dans la révolution prolétarienne sous l'angle de la construction du parti révolutionnaire en France.

Il est couramment admis que la démocratie bourgeoise est la forme la plus adaptée à la domination de classe de la bourgeoisie. De même, on admet que l'impasse des formes politiques de la démocratie bourgeoise traduit l'impasse de la société capitaliste qui, pour préserver son système de domination, doit recourir à la dictature policière, bonapartiste ou fasciste. Sous ces formulations générales, ces propositions correctes en soi ne rendent néanmoins pas compte de la disposition concrète des forces de classe dans l'évolution historique.

La révolution bourgeoise a représenté une phase nécessaire du développement historique ; mais, y compris dans cette période, le rôle de la bourgeoisie doit être précisé. Ce sont les sans-culottes, les couches les plus basses de la petite-bourgeoisie et leur « Parti », les Jacobins, qui ont poussé jusqu'au bout la révolution bourgeoise de 1789, tandis que la bourgeoisie, dans ses couches supérieures, ce serait fort bien accommodée d'arrangements avec la monarchie, expression politique des intérêts de

classe de la noblesse et du clergé. De plus, au moment même où la bourgeoisie, par l'intermédiaire de la petite-bourgeoisie, dégageait les forces productives des entraves du passé, la révolution se dressait résolument contre le prolétariat naissant. La loi « Le Chapelier », votée en 1791, interdisant aux masses laborieuses le droit de coalition et d'organisation, atteste avec une force suffisante combien les libertés et droits démocratiques ne découlent pas automatiquement du système bourgeois de domination de classe.

En Allemagne, le Parti social-démocrate, dans les années 1890, fut interdit par Bismarck, représentant des intérêts des hobereaux et des capitalistes. Aussi, c'est par une longue, dure, sanglante lutte de classe que, tout au long du XIX^e siècle, le prolétariat a arraché droits, garanties, libertés qui seuls pouvaient le fonder comme classe. Ici une nouvelle question est à débattre. Le système capitaliste a représenté un progrès de l'histoire : alors le développement des relations capitalistes de production, facteur de civilisation, assurait au prolétariat une croissance en nombre et en culture. Dans la révolution bourgeoise, ce sont les couches les plus basses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, entraînant dans leur sillage le prolétariat naissant, qui ont permis aux

forces productives de se doter de formes politiques plus développées.

A y regarder de plus près, sous un certain angle, nous avons affaire à des processus politiques de même nature, lorsqu'on réfléchit sur la signification historique du combat prolétarien. Dans la phase ascendante du système capitaliste, le prolétariat par sa lutte de classe arrache droits, garanties, conquêtes sociales qui le fondent comme classe indépendante. Ceci est un côté de la question. L'autre : les résultats du combat ouvrier aboutissent à un approfondissement, à un élargissement des relations capitalistes, alors, répétons-le, facteur de progrès — la bourgeoisie, dans cette période, pouvait non seulement s'accommoder des « réformes », celles-ci devenaient également cadre pour le développement de formes politiques de la démocratie bourgeoise, plus évoluées, en quelque sorte plus « pures ». Marx, Engels, puis Lénine et Trotsky ont parfaitement analysé, en appliquant la méthode du matérialisme historique, le lien qui unit les libertés démocratiques et ouvrières et la démocratie bourgeoise, en même temps, ce qui oppose les libertés ouvrières (qui en toutes circonstances ont été arrachées par la lutte de classe indépendante) et le système de domination de classe de la bourgeoisie. Pour être véritablement appréhendée, l'analyse de ces rapports doit être intégrée au processus permanent de la révolution, qui, comme Trotsky l'établit, ne se réduit pas uniquement à la transcendance de la révolution démocratique en révolution prolétarienne pour les pays arriérés. Nous reviendrons sur cette question.

Mais avec la transformation du capitalisme en impérialisme, ou période du capitalisme décadent, pourrissant, les rapports entre libertés démocratiques et formes politiques de la dictature de classe de la bourgeoisie sont radicalement modifiés. Le système de la propriété privée des moyens de production, de forme progressive du développement des forces productives, est devenu frein, entrave. La tendance dominante à l'époque de « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » (Lénine) s'exprime dans le fait que « les forces productives ont cessé de croître » (programme de la IV^e Internationale). Le corollaire c'est « la réaction (politique) sur toute la ligne » (Lénine). Le système capitaliste voue la civilisation humaine à la dégradation et à la ruine. Il faut tirer toutes les conclusions de ces appréciations de principes. La bourgeoisie décadente doit attenter aux conditions de la vie et de travail arrachées par la lutte de classe du prolétariat et, par là-même, tenter de détruire droits, garanties, conquêtes sociales et libertés ouvrières. Les formes politiques de la démocratie bourgeoise sont devenues un luxe dont le grand capital ne peut plus à la longue s'accommoder. Militarisation de l'économie, crise des systèmes monétaires, etc., par lesquelles les forces productives traduisent leur tendance à la stagnation et au croupissement, et état policier marchent de pair. Dégager les voies du progrès de la civilisation humaine nécessite la révolution prolétarienne. Il faut méditer à fond sur toute la signification et la portée de cette nécessité.

Pour le marxisme, la légitimité d'un régime social basé sur un certain niveau des forces productives et des formes correspondantes de propriété, est donnée par la

capacité d'assurer à l'humanité le progrès culturel conjoint au développement de ces forces productives. De même, la révolution sociale est historiquement légitimée par la nécessité de détruire les formes de propriété périmées, pour assurer avec le développement des forces productives le progrès culturel. La mission de la révolution prolétarienne consiste, entre autres tâches, à garantir la marche en avant de la civilisation humaine, réalisée par le système capitaliste dans sa phase progressive. En sens inverse, dans sa phase impérialiste, la bourgeoisie décadente devenue classe réactionnaire, pour garantir son système de profit, doit détruire les bases matérielles et culturelles qu'elle a elle-même créées. La défense des libertés démocratiques, la défense de l'acquis matériel et culturel représentent un seul et même problème, étroitement relié au combat pour la révolution prolétarienne. C'est ainsi que le combat pour le respect des droits et libertés — droit de réunion et de manifestation, droit à s'organiser dans des organisations de classe indépendantes, liberté de la presse, lutte pour la défense de la laïcité de l'école, lutte contre l'intégration des syndicats à l'état, contre la réforme Faure-Guichard, contre les contrats de progrès, pour la défense de la Sécurité sociale et de toutes les conquêtes sociales — sont éléments du même combat révolutionnaire contre la bourgeoisie décadente et son état policier. Si le prolétariat ne menait pas le combat pour la défense des droits et libertés démocratiques, il signerait son arrêt de mort comme classe révolutionnaire.

On voit combien est profond le fossé qui sépare le marxisme du gauchisme. L'illusion gauchiste qui se refuse à défendre l'acquis matériel et culturel, au nom de constructions idéologiques, est étrangère aux intérêts de classe du prolétariat révolutionnaire. Dans le meilleur des cas, l'illusion gauchiste n'est qu'un refuge dans les songes creux petits-bourgeois fuyant la « médiocre » lutte de classes. En fait, elle représente toujours la réaction du petit-bourgeois camouflant sous une avalanche de mots et de rêves, la plus concrète des capitulations devant la bourgeoisie et les appareils. C'est ainsi qu'au nom de la théorie des pouvoirs, les gauchistes s'adaptent à la dislocation de la grève générale menée pour le compte de la bourgeoisie par le stalinisme. Alors, ils opposaient le pouvoir étudiant, le pouvoir ouvrier, le pouvoir paysan et je ne sais quels autres prétendus pouvoirs, à la bataille politique pour la centralisation de la grève générale autour du Comité central et national des comités de grève, contre le pouvoir d'état centralisé de la bourgeoisie. Le refus opposé par Franck, Krivine, Pablo, les Mao-Spontex et les « Lutte Ouvrière » à l'appel au vote « non » au référendum du 27 avril, procède du même contenu : le refus petit-bourgeois de centraliser la lutte de classe au niveau de l'état pour la défense des libertés ouvrières et démocratiques. Le gauchisme des intellectuels petits-bourgeois, caractérisé toujours par le refus du combat pour la défense des libertés démocratiques, équivaut au refus de placer le combat révolutionnaire sous le drapeau de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution.

Le critère politique

Une fois établis les critères historiques et de principe du combat pour la défense des libertés démocratiques, il sera possible d'apprécier la portée politique de la décision prise par le Conseil d'Etat. Pour ce faire, il faut revenir sur la signification de la grève générale. Mai-juin 1968, c'est l'expression en France de la crise mondiale du système des rapports de production fondés sur

la propriété privée. Mais, pour être pleinement comprise, la grève générale doit être déduite de toute la marche historique antérieure, en particulier depuis la fin de la guerre. En 1944, il y a vingt-six ans, la deuxième guerre impérialiste, porteuse de la révolution prolétarienne, arrivait à son terme. En France, en Italie, en Grèce, ailleurs, les masses populaires tendaient à

organiser leur propre pouvoir. Face aux états bourgeois disloqués, la classe ouvrière, entraînant les masses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, s'organisait dans les F.T.P. et les milices ouvrières armées, dans les entreprises les commissions à la production tendaient à centraliser un véritable contrôle ouvrier, etc. Ainsi, une situation de double pouvoir se créait. Les appareils, et, en premier lieu, l'appareil stalinien, s'attachèrent à liquider tous les éléments du pouvoir ouvrier qui cherchait à se centraliser. Ils s'attelèrent avec de Gaulle à la tâche de reconstruire l'état bourgeois. Mais la crise révolutionnaire était si puissante, le discrédit des classes dominantes et de l'état si profond, que ce travail ne put être mené à bien sans que la bourgeoisie ne concède aux masses laborieuses d'importantes positions : la Sécurité sociale, l'amélioration des régimes de retraite et des conditions de l'enseignement, le statut de la fonction publique, l'extension des libertés syndicales et ouvrières, autant de conquêtes sociales arrachées par le prolétariat comme sous-produit de la crise révolutionnaire trahie par le P.C.F. et la S.F.I.O.

La dictature militaro-policrière de Pétain, appuyée sur les baïonnettes nazies, dut faire place à la démocratie bourgeoise, une démocratie bourgeoise qui, de 1945 à 1958, réussit à canaliser, avec le soutien des appareils, la lutte de classes, sans pour autant résoudre la crise du système de domination de classe de la bourgeoisie.

Le coup d'état de de Gaulle de mai 1958, facilité par la politique de capitulation des directions officielles du mouvement ouvrier, avait cette signification : les formes politiques de la démocratie bourgeoise ne peuvent résoudre les problèmes soulevés par la décrépitude de l'impérialisme français et, par là, elles ne représentent plus un cadre suffisant pour permettre la conciliation des affrontements de classe. La bourgeoisie, pour préserver son état, doit substituer à la démocratie bourgeoise le bonapartiste policier, confiant à ce dernier la tâche de liquider la menace que fait peser sur la société bourgeoise l'existence d'un mouvement ouvrier indépendant.

**

La signification profonde du coup d'état de mai 1958 réside essentiellement en ceci : la crise de la domination de classe de la bourgeoisie française, expression de la crise de la société capitaliste, constitue les bases objectives d'une situation où le prolétariat, en dressant ses revendications de classe, se porte candidat à la transformation révolutionnaire de la société. Détruire la cohésion de classe du prolétariat était donc la mission assignée à de Gaulle.

Le premier acte public de de Gaulle, en juin 1958, après son investiture, a été de se rendre à la Préfecture de Police. La dictature policrière, avec ou sans phrases, tel était le but à atteindre, dont le contenu était donné par la volonté de liquider les libertés ouvrières, en procédant à l'instauration d'un régime corporatiste.

Mais de Gaulle, tout en commençant à forger le cadre législatif et politique de ce type (corporatiste) de régime qu'il voulait instaurer, devait résoudre la crise politique au sein même de sa classe. Le préalable de la « paix » en Algérie posait deux problèmes :

D'une part, amener les directions petites-bourgeoises de la révolution algérienne à préserver l'essentiel des positions du capital financier autour de la construction d'un état bourgeois algérien formellement indépendant. L'intensification de la guerre découlait comme première étape de ce plan. La capitulation du M.N.A. de Messali Hadj, dès juin 1958, ouvrit les voies au F.L.N. de Ben Bella-Boumediène pour accepter la solution bourgeoise.

D'autre part, de Gaulle devait également amener une couche particulière du capital financier, le grand colonat, dont les intérêts étaient politiquement exprimés par la majeure partie du corps des officiers de l'armée, à accep-

ter l'indépendance politique (bourgeoise). Non seulement les intérêts généraux de l'impérialisme français étaient en jeu, mais également les intérêts généraux de l'impérialisme mondial, car la révolution algérienne représentait une menace directe, ébranlant les états féodo-bourgeois du Maghreb, du Proche et Moyen-Orient.

Ainsi, assurant la défense des intérêts de l'impérialisme, de Gaulle reçut l'appui de Washington et de la bureaucratie de Moscou également intéressés à la préservation de l'ordre social dans cette partie du monde. (Nous retrouverons, sous des formes différentes mais en des termes fondamentalement identiques, ces problèmes, en analysant la situation en Palestine.)

Il dut néanmoins affronter l'« armée » en vue de la contraindre à servir, non les intérêts d'une couche particulière du capital financier, mais les intérêts généraux de l'impérialisme français. L'enjeu du conflit entre l'« armée » (qui constitue avec la police l'essence de l'état bourgeois) et de Gaulle était donc la cohésion même de l'instrument de la domination de la classe capitaliste que représente cet état bourgeois.

Là encore, de Gaulle reçut l'appui le plus complet des forces politiques intéressées au maintien de l'ordre bourgeois en France. En particulier, les appareils staliniens et social-démocrate qui, en mai 1958, capitulèrent sous une forme ou une autre, pour laisser passer de Gaulle, ne lui marchandèrent pas sur la question algérienne leur appui. Les pablistes (Frank et Pablo), le P.S.U., *Lutte ouvrière* et tous les dignes champions de l'intellectualisme petit-bourgeois, tel Sartre et C^o, qui se retrouveront avec des positions identiques sur la question palestinienne, flanqueront « à gauche » les appareils dans le soutien qu'ils apporteront à de Gaulle.

**

La forme bonapartiste du régime gaulliste trouvera son expression dans l'équilibre des forces constituées par le mouvement ouvrier officiel et l'« armée ». Contraindre le corps des officiers, fraction de l'appareil d'état, à se subordonner à l'appareil d'état dans son ensemble, en vue de rétablir la « paix » en Algérie, était le premier objectif à réaliser.

De Gaulle ne pouvait affronter, en même temps, et l'« armée » et la classe ouvrière. Pour amener l'« armée » à céder, il dut s'appuyer sur les appareils contrôlant le mouvement ouvrier et, par là-même, différer son offensive contre la classe ouvrière française. C'est ainsi que les libertés démocratiques, droit d'organisation, de grève, liberté de presse et de réunion furent dans l'essentiel préservées, comme conséquence de la crise de l'Etat bourgeois. Mais, comme nous le savons, ces libertés constituent la cohésion du prolétariat comme classe indépendante, donc fondement de la lutte de classes.

La « paix » rétablie en Algérie en 1962 allait donner la mesure exacte de l'ampleur décisive de ces problèmes. De Gaulle, fort du prestige d'avoir imposé sa solution algérienne, entreprit de passer à la réalisation de l'objectif pour lequel il avait pris le pouvoir visant, en particulier, à intégrer les syndicats à l'état, condition première de l'instauration du régime corporatiste. Les quatre années gagnées par la classe ouvrière jusqu'en 1962, après la défaite sans combat de mai 1958 par suite de la trahison des appareils, allaient trouver leur contenu vivant. Passant à l'offensive directe contre un secteur décisif de la classe ouvrière, de Gaulle dut reculer devant la grève générale des mineurs. Le temps, matière première la plus précieuse dans la lutte de classes, commençait à jouer contre de Gaulle. Encore une fois, il se trouva placé dans la situation où, pour atteindre ses objectifs, il lui fallait s'appuyer sur les appareils du mouvement ouvrier en vue de les amener à accepter, à froid, l'intégration. S'ils avaient pu, les appareils auraient une nouvelle fois entraîné la classe ouvrière au désastre. En témoignent éloquemment le refus de combattre contre

la loi antigrevé de juillet 1963, l'acceptation de participer aux structures de la politique corporatiste des revenus, condamnée en paroles, les procédures Toutée, les C.O.D.E.R., etc. Les dirigeants officiels du mouvement ouvrier allèrent plus loin encore. C'est ainsi que, en parfaite communion d'idées avec les gauchistes de toute obédience dont Geismar, dans les colloques de Caen et d'Amiens, ils posèrent les bases mêmes de la réforme Fouchet-Faure contre les étudiants.

Mais la situation après 1963 n'était plus celle de 1958. La classe ouvrière, répétons-le, avait reconstitué sa force de classe. Les appareils, de Gaulle, la bourgeoisie française ne pouvaient pas ne pas tenir compte d'une situation où, par les grèves et manifestations de Nantes (1965), la grève totale de l'E.D.F. (1964), grèves et manifestations dans toute la France, les premières actions étudiantes contre la sélection, le mouvement des travailleurs et jeunes, en dépit de la politique traîtresse des grèves tournantes, se dirigeait vers la grève générale de mai-juin 1968.

**

La grève générale de mai-juin 1968 pose dans toute son ampleur le fait que les problèmes fondamentaux de la crise de la société française qui ont amené la bourgeoisie à liquider les formes politiques de la démocratie bourgeoise, en mai 1968, n'ont pas été résolus par la forme bonapartiste qu'elle s'était donnée avec de Gaulle. La grève générale de mai-juin 1968 pose le pouvoir comme la question immédiate de la lutte de classes. Trahie, la grève générale n'aboutit pas, mais elle ouvre une nouvelle période de lutte de classes qui scelle, dans sa première étape, le sort même de de Gaulle ; le référendum du 27 avril 1969, conséquence directe de la grève générale, conclut la période révolue.

C'est dans ce cadre global que nous devons analyser la signification de l'annulation du décret du 12 juin 1968 portant dissolution de l'O.C.I., de la F.E.R. et de Révoltes. Nous le savons, les classes ne prennent conscience politique des problèmes qui les confrontent que dans la lutte de classes concrète. Le pouvoir bonapartiste de de Gaulle renversé dans la grève générale ouvrait le Comité central et national des comités de grève et le gouvernement des organisations ouvrières unies comme perspective politique dans l'immédiat. Les appareils contrôlant le mouvement ouvrier ne pouvaient accepter cette solution. Ils ont eu une fois encore la force de la différer. Mais la grève générale atteste la faillite du bonapartisme gaulliste ; la bourgeoisie doit se préoccuper de rechercher des formes politiques de domination de classe assurant la stabilité de son état, tout en évitant les conséquences que pourrait entraîner la chute de de Gaulle. La bourgeoisie se demande alors s'il est possible d'éviter la chute de de Gaulle. Elle se divise. Le décret du 12 juin 1968, et les mesures de Marcellin représentent un des volants de la politique de la bourgeoisie, à savoir le maintien et le renforcement des mesures visant à consolider la dictature policière.

Mais la lutte de classes reste la pierre de touche. Dès la fin 1968, les ouvriers de chez Renault en grève décident de défilé dans les rues de Boulogne-Billancourt ; les forces de police resteront prudemment stationnées loin de la manifestation. Les étudiants refusent la participation. En février 1969, manifestation dans les rues de Paris. La classe ouvrière non seulement est

debout en dépit de la trahison de ses espérances, mais dresse une puissance de classe inentamée. De Gaulle a fait son temps. Le victorieux non au référendum imposé par le Front uni des organisations ouvrières ne lève pas toutes les craintes au sein de la classe dominante ; loin de là. Les appareils stalinien et social-démocrate sont vigilants : ils brisent l'unité — aux élections présidentielles, Pompidou passe. La succession de de Gaulle s'est déroulée dans l'ordre. Aucune rupture de continuité ! Voire... Certes Pompidou-Marcellin tendent à accentuer le caractère policier de l'état, les provocations se multiplient, tandis que la loi « anti-casseurs », dirigée contre le mouvement ouvrier organisé, est votée. Mais si la stabilité du régime gaulliste n'était qu'apparence, elle l'est encore plus sous Pompidou-Chaban-Marcellin.

Sur toutes les questions, il y a un objectif qui directement vise la classe ouvrière et, en même temps, l'hésitation à aller jusqu'au bout de son application (VI^e Plan, atteintes contre la Sécurité sociale, salaires, etc.). Aussi médiocre et corrompue qu'apparait la tentative de J.-J. Servan-Schreiber, elle témoigne que des cercles de la bourgeoisie française se demandent, sans avoir tranché, si le régime politique hybride du pompidouisme ne devrait pas faire place, pour garantir l'état contre la lutte de classes, à un retour aux formes plus directes de la démocratie bourgeoise. La décision du Conseil d'Etat va dans ce sens. Certes, ce serait méconnaître les données réelles des rapports de forces que d'estimer que l'annulation a été imposée par la seule action des militants ouvriers trotskystes, de l'Alliance Ouvrière et de l'A.J.S. Bien qu'il ne faille en aucun cas sous-estimer l'impact d'une politique correcte qui a trouvé son expression dans la bataille des révolutionnaires pour le double « non » au référendum, les 10.000 jeunes rassemblés le 1^{er} février 1970 au Bourget, le Congrès de l'Alliance Ouvrière — Congrès ouvrier, le combat persévérant pour la défense des libertés et des intérêts de classe des travailleurs et des jeunes, ou la lutte pour l'ouverture du procès Speller.

L'O.C.I., la F.E.R. et Révoltes ont combattu durant toute la grève générale pour la manifestation centrale des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, d'abord pour « libérer la Sorbonne », ensuite contre le gouvernement Pompidou-de Gaulle et pour le gouvernement ouvrier. Aussi, le décret du 12 juin dirigé contre cette politique de l'O.C.I. était une atteinte contre le droit de manifestation.

Le rétablissement de l'O.C.I. dans tous ses droits signifie que la lutte pour le respect de la liberté de manifestation, le respect des libertés démocratiques, peut être victorieuse.

Les militants de l'O.C.I. ont conscience que dans ce combat comme dans tous autres de ceux qu'ils engagent ils défendent non seulement leur droit à lutter pour leur propre politique, mais celui de tout le mouvement ouvrier à utiliser les formes nécessaires du combat contre le capital et l'état. L'O.C.I. poursuivra dans cette voie et, en particulier, continuera son action pour que le décret du 12 juin soit totalement abrogé et que soit levée l'interdiction des huit autres organisations, pour l'abrogation de la loi scélérate et la libération de tous les emprisonnés politiques.

N.B. — Cet article est la reproduction des deux premiers suppléments ronéotés de « Informations ouvrières », parus les 5 et 12 août 1970.

SUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

(2)

par Stéphane JUST

Nous publions ci-dessous de nouveaux extraits (voir « La Vérité » n° 548 de juin 1970) d'un ouvrage de Stéphane Just qui aborde les problèmes de l'unité mondiale de la lutte de classes, telle que celle-ci s'exprime en Europe, notamment après la signature de l'accord Brandt - Kossyguine.

La grève générale française, la révolution politique en Tchécoslovaquie moments de la révolution prolétarienne mondiale

C'est en partant de la conjoncture mondiale, des exigences qui pressent l'impérialisme, de la putréfaction du capital au cœur du système impérialiste mondial, de l'irréversible décadence des impérialismes européens, de la nature et des contradictions de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de la bureaucratie chinoise, du mouvement du prolétariat mondial qui, appuyé sur ses conquêtes antérieures, s'est engagé depuis 1917 dans le cours de la révolution prolétarienne mondiale, laquelle englobe les luttes révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés (dont la révolution chinoise) ; des rapports politiques qui se développent entre les impérialismes, entre eux et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, la bureaucratie chinoise, entre elles et à l'intérieur de chacune d'elle et fondamentalement des relations politiques au sein du prolétariat mondial, entre celui-ci et l'impérialisme, les bureaucraties parasitaires, les appareils et organisations traditionnels du mouvement ouvrier, c'est en partant de tout cela que prennent toute leur signification et leur portée la grève générale de mai-juin 1968 et l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

Ni pour l'impérialisme, ni pour les bureaucraties parasitaires, ni pour le prolétariat, les rapports entre les classes ne peuvent rester ce qu'ils furent au lendemain de la seconde guerre mondiale. La putréfaction de l'impérialisme américain pose au système impérialiste mondial des problèmes qu'il ne peut résoudre qu'en affrontant le prolétariat des pays capitalistes avancés, et elle se conjugue à la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de la bureaucratie chinoise. L'Europe concentre les contradictions de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin : classiques mais renouvelées et portées à leur plus haut degré. La concordance de la grève générale française et le processus de la révolution politique ouvert en Tchécoslovaquie n'est nullement fortuite. Compte tenu de la crise de l'impérialisme, indissolublement liée à celle de la bureaucratie du Kremlin, le prolétariat européen, placé au centre de ces crises, doit défendre ses acquis et ne peut le faire qu'en les dépassant. La seule méthode dont il dispose est celle de la révolution prolétarienne qu'il lui faut poursuivre et achever. En termes spécifiques, selon le mode de production social, tout mouvement de grande ampleur pose la question du pouvoir poli-

tique. Mais la lutte des classes en Europe est plus immédiatement, plus directement que partout ailleurs étroitement imbriquée.

De grands mouvements de classe en France ont immédiatement leurs répercussions en Allemagne de l'Ouest, en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne et réciproquement, ces mouvements se nourrissent les uns les autres. En Europe de l'Est, de grands mouvements de classe dans un pays se répercutent fatalement sur les autres pays et en U.R.S.S. A bien plus forte raison est-il impossible qu'un prolétariat engage la lutte pour le pouvoir et le prenne, sans que soit mis à l'ordre du jour à brefs délais la lutte pour le pouvoir dans tous les autres pays d'Europe.

La simultanéité de la grève générale française et du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie démontre que ce sont fondamentalement les mêmes problèmes qui confrontent les prolétariats de l'Europe de l'Ouest et de l'Est et qu'ils viennent ensemble à maturité. La force politique du stalinisme fut, conjointement aux ressources dont disposaient l'impérialisme américain, l'obstacle dressé devant l'unité de combat du prolétariat européen. Les forces conjuguées de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin divisèrent artificiellement l'Europe et le prolétariat européen en deux. Au même moment où l'impérialisme américain doit rejeter ses contradictions, les projeter à l'extérieur, où par conséquent est remis en cause le relatif équilibre des impérialismes décadents d'Europe, où leur poussée se fait plus pressante en direction de l'Europe de l'Est, et la lutte entre eux plus dure, où la nécessité d'attenter aux conquêtes de leur propre prolétariat devient plus urgente, l'appareil de la bureaucratie du Kremlin pris comme dans une tenaille entre l'impérialisme et le prolétariat, craque. Que les prolétariats d'Europe en aient conscience ou non, leurs mouve-

ments expriment la nécessité historique longtemps contenue par l'obstacle du stalinisme : unifier l'Europe en un même mode de production sociale, celui qui est né avec la révolution d'Octobre. Ils sont unis par la nécessité objective des Etats-Unis Socialistes d'Europe. En dernière analyse, la grève générale française, le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont été impulsés par la réaction du prolétariat européen confronté à ce dilemme : ou prendre le pouvoir dans chaque pays, unifier l'Europe, réaliser les Etats-Unis Socialistes d'Europe, ou être précipité à la déchéance par la destruction de toutes ses conquêtes.

Le développement de la lutte des classes en Europe retentit mondialement ; les luttes conjointes du prolétariat européen contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin sont un facteur de clarification et d'organisation pour la puissante classe ouvrière américaine ; la révolution chinoise, le combat héroïque des ouvriers et paysans vietnamiens, les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés saisissent le lien vivant, l'unité de combat qui les unit à la lutte des classes dans les pays économiquement développés. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin trébuchent et vacillent en Europe : leurs crises se multiplient, une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale s'ouvre.

La grève générale de mai-juin 1968, le processus de la révolution politique ouvert en Tchécoslovaquie au cours du printemps et de l'été 1968 plongent leurs racines dans tout le développement antérieur des luttes du prolétariat mondial : le prolétariat ne renaît pas de ses cendres. Ce sont des moments de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Ils marquent la reprise par le prolétariat de l'initiative politique dans la lutte des classes en Europe et dans le monde. Avec eux s'est ouverte la période de la révolution imminente.

La bureaucratie du Kremlin applique le plan Nixon

Les contradictions internes du système impérialiste mondial, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international sont du même coup considérablement renforcées. Comme nous l'avons déjà noté, les oppositions, les clivages, se multiplient entre les différentes puissances impérialistes et à l'intérieur de chaque bourgeoisie, à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Des divergences politiques naissent et se conjuguent aux conflits d'intérêts. Comment faire face à cette nouvelle irruption du prolétariat mondial, dont après tout la grève générale française et la lutte du prolétariat et du peuple tchécoslovaques sont seulement les préliminaires ? Comment, dans ces conditions, éluder la crise économique qui menace et risque de disloquer le système impérialiste mondial ? Comment aborder la crise de la planification due à sa gestion par les bureaucraties parasitaires et quelles solutions lui donner ? Il est impossible, pour l'impérialisme, comme pour les bureaucraties parasitaires, d'isoler ces questions les unes des autres : toutes en effet se ramènent à leurs rapports avec le prolétariat qui conditionnent leurs rapports entre eux. Accentuer l'offensive contre la classe ouvrière est plus que jamais indispensable mais plein de risques. Tenter de maintenir en l'état la situation actuelle diffère toutes solutions et rend finalement les contradictions plus explosives.

La bourgeoisie, l'impérialisme, les bureaucraties parasitaires, ne peuvent rester immobiles. Ils tentent d'éluider la crise du système monétaire international par des compromis entre impérialismes, mais qui, comme nous l'avons vu, ne sont que des palliatifs et qui jouent principalement à l'avantage immé-

diat de l'impérialisme américain. Ils continuent à utiliser au maximum les appareils social-démocrates, ceux des organisations syndicales et surtout la bureaucratie du Kremlin et son appareil international pour contenir et si possible refouler la classe ouvrière. C'est ainsi que fut disloquée et liquidée la grève générale française, que la chute de de Gaulle ne put être exploitée par le prolétariat français. En Allemagne occidentale, la petite coalition, libéraux-sociaux-démocrates, qui donne le rôle majeur à la social-démocratie, fut substituée à la grande coalition, C.D.-S.P.D. où la démocratie chrétienne dominait, en raison de la poussée ouvrière qui s'est exprimée aussi bien par les grèves de septembre 1969 qu'au cours des élections.

La direction du Labour Party étant impuissante à imposer la politique des revenus et la législation antigreve et anti-syndicale, le parti conservateur a repris le pouvoir. Les dirigeants du L.P. restent néanmoins au service de Sa Majesté, cette fois comme « opposition ». Lorsque, malgré les efforts de la direction des Trades-Unions, éclate la grève des dockers, le gouvernement décrète « l'état d'urgence » qui l'autorise à utiliser la troupe pour essayer de briser la grève des dockers, les députés du Labour Party affirment leur accord. Plus subtilement, mais non moins perfidement, en Italie, en France, les dirigeants des organisations ouvrières traditionnelles et principalement en raison de leur influence, ceux du P.C.F. et du P.C.I., désavouent, aseptisent, ou plus simplement brisent l'unité du prolétariat et fourvoient sur une voie de garage les luttes ouvrières.

Aux U.S.A., on constate les mêmes rapports entre le gou-

vernement, la bourgeoisie, l'appareil de l'A.F.L.-C.I.O. La lutte des noirs ne peut aboutir par elle-même mais elle est d'une importance primordiale en ce qu'elle met en mouvement la partie la plus exploitée du prolétariat américain. L'appareil de l'A.F.L.-C.I.O. isole autant qu'il est en son pouvoir le prolétariat noir du prolétariat blanc. Après avoir été longtemps confinée aux campus des universités, à certaines sections « libérales » de la petite-bourgeoisie américaine et à une fraction de la bourgeoisie angoissée par ses conséquences, la lutte contre la guerre impérialiste au Vietnam commence à s'étendre à quelques couches du prolétariat américain ; la direction de l'A.F.L.-C.I.O. soutient pour sa part la guerre de « son » impérialisme contre les ouvriers et paysans du Vietnam. L'importance de la grève des postiers américains dépasse de loin le rôle de cette corporation : pour la première fois, des fonctionnaires qui n'ont pas le droit de grève, qui sont assermentés, se dressent contre l'état bourgeois dont ils sont censés être une partie constituante. Si Nixon évoque la nécessité d'avoir recours aux U.S.A. à la politique des revenus, ce n'est pas étranger à ce mouvement qui annonce que dans les profondeurs de la classe ouvrière américaine un murissement s'opère, générateur de grandes luttes susceptibles de mettre en cause le sacro-saint appareil d'état bourgeois des U.S.A. Nixon, en avançant la politique des revenus, signifie qu'il en appelle à l'appareil de l'A.F.L.-C.I.O. contre le prolétariat américain et lui demande de la « discipliner ».

Combien significatifs sont les réajustements de la politique de l'impérialisme à la suite de la grève générale française et de la lutte du prolétariat tchécoslovaque qui engageait le processus de la révolution politique, surtout ceux auxquels procède l'impérialisme américain ; systématiquement et ouvertement, il recourt à la bureaucratie du Kremlin. Naturellement la bourgeoisie mondiale, sauf quelques effets de propagande, laisse entièrement les mains libres à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites intervenant militairement contre la classe ouvrière et le peuple tchécoslovaques. Qui plus est, la bureaucratie du Kremlin dépêchait, à deux reprises, ses ambassadeurs à Washington, à Londres, à Paris, à Bonn, expliquer aux gouvernements des principales puissances impérialistes le comment et le pourquoi de son intervention militaire en Tchécoslovaquie. Que les ambassadeurs de la bureaucratie du Kremlin viennent au rapport auprès des gouvernements des principales puissances impérialistes illustre quels sont les véritables bénéficiaires de la répression contre le prolétariat et le peuple tchécoslovaques, l'impérialisme, les tendances pro-bourgeoises en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est. Du même coup, le type de rapports politiques qui se renforcent entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin est également mis en évidence.

Johnson à la fin de son mandat et Nixon au début du sien ont parfaitement saisi les implications décisives pour la lutte de classe mondiale de la grève générale de mai-juin 1968 et du processus de révolution politique engagé en Tchécoslovaquie. Johnson apporta son soutien politique à de Gaulle après la grève générale. Il comprenait fort bien que la chute de de Gaulle consacrerait l'échec de toute une politique. A partir des défaites infligées aux prolétariats hongrois et français, qui redonnaient l'initiative à l'impérialisme mondial, l'offensive impérialiste attaquait les ouvriers et paysans vietnamiens, préparait l'encercllement de la Chine et la guerre contre elle. Le prolétariat d'Europe de reflux était supposé subir de nouvelles défaites. Dès les premières semaines de sa prise de fonctions, Nixon effectuait une tournée en Europe. Il prenait directement contact avec les gouvernements européens et leur affirmait son soutien. Il s'agissait de réajuster la politique de l'impérialisme mondial, en fonction des développements de la lutte des classes en Europe et de leur portée mondiale. Plus tard, il allait en Roumanie affirmer après l'intervention en Tchécoslovaquie la poussée de l'impérialisme vers l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Mais il faut citer quelques extraits d'un discours qu'il prononça à la suite de son voyage en Europe :

« L'Europe devrait avoir sa propre position indépendante... notre intérêt n'est plus que les Etats-Unis dominant l'Alliance ». Derrière ces mots, diverses préoccupations : donner au capitalisme européen une liberté plus grande de mouvement,

compte tenu des rapports entre les classes et contradictoirement leur faire porter une part plus lourde des charges de défense du système impérialiste mondial. Ensuite, vient le satisfecit et l'appel à la bureaucratie du Kremlin : *« En ce qui concerne la guerre au Vietnam, l'Union soviétique a été utile pour engager les conversations de Paris sans sa coopération, il serait difficile d'avancer aussi rapidement qu'on le voudrait vers la paix »,* et encore : *« Sans la coopération de l'Union soviétique le Moyen-Orient va continuer à être une zone terriblement dangereuse ».*

En toute franchise, Nixon énonce la mission dont l'impérialisme charge la bureaucratie du Kremlin. Il lui demande de décupler ses efforts et d'imposer une « solution » au Vietnam : même s'il faut respecter certaines formes, elle doit obtenir une capitulation du gouvernement du Nord-Vietnam, du parti des travailleurs vietnamiens, et du Front national de libération. Nixon sait d'expérience qu'il peut compter sur le Kremlin et, d'autre part, les prises de position du gouvernement nord-vietnamien, des dirigeants du parti des travailleurs vietnamiens, qui approuvèrent l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, démontrent leur dépendance politique à l'égard du Kremlin. Elle résulte de leur conception étroitement militaire et nationaliste de la lutte contre l'impérialisme, tandis que le programme du F.N.L. ne dépasse pas les limites de la « démocratie avancée », comme diraient les dirigeants du P.C.F., adaptée aux pays économiquement arriérés, et il accepte la partition du Vietnam en deux.

Le coup d'état militaire au Cambodge, l'intervention des troupes américaines et des troupes du gouvernement de Saigon, confirment que, malgré un retrait partiel des troupes américaines du Vietnam Sud, l'impérialisme américain poursuit les mêmes objectifs : il étend la guerre à toute la péninsule indochinoise, saigne les ouvriers et paysans, s'efforce d'encercler le Nord-Vietnam. La réplique des dirigeants du Nord-Vietnam et du F.N.L. qui constituent avec le prince Sihanouk une sorte de front patriotique indochinois contre l'impérialisme américain, visiblement sous l'inspiration et l'impulsion des dirigeants du P.C. et du gouvernement chinois, limite encore plus étroitement à « la lutte nationale » le programme du F.N.L. : la bourgeoisie « nationale » et les grands propriétaires fonciers ne doivent pas être mis en cause. Cela donne encore plus de relief à la politique de la bureaucratie du Kremlin et au sens de son intervention au Vietnam, évite jusqu'alors de reconnaître le gouvernement du prince Sihanouk. Elle cherche visiblement le moyen d'enterrer le coup d'état militaire au Cambodge et par suite d'appuyer en pratique la politique de l'impérialisme américain : il reste que tant que la détermination des ouvriers et paysans du Vietnam ne faiblira pas et que l'impérialisme sera relativement entravé dans son action militaire par le développement de la lutte des classes aux U.S.A., en Europe et ailleurs, la politique de l'impérialisme U.S. est plus facile à définir qu'à réaliser. La dialectique des rapports entre les classes est néanmoins telle que justement pour ces raisons, la pression du Kremlin se fait et se fera plus empirique, plus ouverte, plus brutale sur les dirigeants du Nord et du Sud-Vietnam.

Le Kremlin réalise point par point le programme que lui a tracé Nixon. Les dirigeants de l'état d'Israël pris à la gorge ont pratiqué la fuite en avant. L'état d'Israël est une construction artificielle de l'impérialisme, son gendarme dans cette région du monde contre les masses arabes, un bastion avancé en vue de la défense des sources de pétrole du Moyen-Orient. Le sionisme fait contre-point au « nationalisme arabe » qui bloque la lutte des classes dans les pays arabes, comme le « nationalisme arabe » est le contre-point nécessaire au « sionisme » qui bloque la lutte des classes dans « l'état d'Israël ».

Par la guerre contre « la menace arabe », les dirigeants israéliens ont tenté de réunifier la « nation israélienne » fort mal en point. Elle était à la veille d'une crise peut-être irrémédiable. En six jours, ils ont écrasé les armées des états arabes vermoulus. Agissant ainsi, ils ont outrepassé le rôle que leur assigne l'impérialisme et principalement l'impérialisme américain. Seuls s'étonneront qu'il puisse en être ainsi ceux qui croient au super-impérialisme, ou encore qui imaginent que les rapports à l'intérieur de chaque bourgeoisie

et de l'impérialisme mondial sont harmonieux et parfaitement centralisés, qu'il suffit que Washington donne ses ordres par téléphone selon un plan dont il décide souverainement. Déjà, tout satellite de l'impérialisme américain que soit l'état d'Israël, en novembre 1956, ses dirigeants participaient aux côtés des gouvernements anglais et français (Eden en Angleterre, qui ne s'en est jamais relevé, Mollet en France dont ce fut « l'apothéose ») à la préparation de l'expédition contre l'Égypte aux fins d'occuper le canal de Suez que venait de nationaliser Nasser. La « brillante » opération militaire réalisée, les conquérants anglais-français-israéliens se replièrent avec non moins de brio, sous la pression de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin. Ensemble, ils sauvèrent une première fois le régime de Nasser de l'effondrement.

Par leur guerre des « Six jours », les dirigeants israéliens détruisaient le fragile équilibre dont dépend l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, qui implique et l'état d'Israël et des régimes du genre Nasser, et le « sionisme » et le « nationalisme arabe ». Nasser et son régime, une fois encore, étaient à la limite de l'effondrement. Le risque était grand qu'une suite de convulsions incontrôlables résulte de la chute de Nasser. Le soutien de la bureaucratie du Kremlin a sauvé Nasser et son régime. Sans doute la bureaucratie du Kremlin a-t-elle pris pied en Égypte, pénétré en Méditerranée orientale. Depuis bientôt trois ans, d'innombrables « commentateurs » y virent un nouveau point de friction entre les U.S.A. et la bureaucratie du Kremlin, une épreuve de force entre eux, tournant à l'avantage de celle-ci. Il n'est pas douteux que la bureaucratie du Kremlin s'efforcera au cours de ses rapports avec l'impérialisme de tirer avantage du rôle de tuteur du régime de Nasser qu'elle joue grâce à la guerre des Six jours.

Ce n'est pourtant pas l'essentiel. En totale conformité avec les intérêts généraux de l'impérialisme au Moyen-Orient, la politique de la bureaucratie du Kremlin sauvait du chaos cette région du monde. Il reste à ramener la « paix » et à stabiliser quelque peu la situation. Nixon avait parfaitement raison d'avoir confiance en la bureaucratie du Kremlin. « L'allié » Nasser éprouve ce que signifie l'aide du Kremlin, la présence amicale et coopérative des techniciens russes. Après un séjour de plusieurs semaines à Moscou, il entérine le plan du secrétaire d'état Rogers (en toute indépendance, bien sûr), lequel vise à rétablir la situation antérieure, avec quelques petites compensations pour Israël toutefois : reconnaissance de facto, sinon de jure, de l'état d'Israël, vraisemblablement des modifications de frontières, Jérusalem, une partie de Cisjordanie, du plateau de Golan, resteront aux mains de l'état d'Israël ; le contrôle de l'O.N.U. sera imposé, c'est-à-dire celui de l'impérialisme. Quant au peuple palestinien, il n'en est pas même question.

La première phase de l'application du plan Rogers est en œuvre : les mouvements nationalistes palestiniens mesurent toute la chaleureuse solidarité des états arabes envers le peuple frère de Palestine. Nasser a entrepris, ce que n'a pu réaliser son « frère », le roi Hussein de Jordanie, les mettre au pas. Éventuellement le peuple frère de Palestine pourrait apprécier l'efficacité des mitrailleuses fournies généreusement par le grand allié du Kremlin.

Rien n'est encore joué : il reste à savoir les réactions des peuples arabes. Mais une fois encore la bureaucratie du Kremlin donne la mesure de sa fidélité au maintien de l'ordre bourgeois, à l'équilibre du système impérialiste mondial.

Les relations entre la bureaucratie polonaise et le régime de Franco contre le prolétariat espagnol, s'intègrent à l'étroite coopération des bureaucraties contre-révolutionnaires qui se renforcent d'autant plus que menace la révolution prolétarienne. La fourniture à Franco du charbon nécessaire à briser la grève des mineurs des Asturies n'est pas un acte commercial « normal ». Elle constitue un acte politique contre-révolutionnaire délibéré, dont par ailleurs la bureaucratie du Kremlin est coutumière. Ainsi apporte-t-elle sa coopération économique « désintéressée » aux sauvages dictatures d'Amérique latine, resserre-t-elle ses relations de toutes sortes avec le régime des colonels grecs.

L'imminence de la révolution et la concentration des contradictions de classes en Europe accentuent l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des bureaucraties satellites. La lutte du stalinisme contre le prolétariat de l'Ouest comme de l'Est devient plus vive et plus directe. Les bureaucraties parasitaires et la bureaucratie du Kremlin cherchent de plus en plus à nouer des liens, ou à les renforcer, avec les impérialismes les plus puissants. La logique de la lutte contre le prolétariat est implacable. L'impérialisme américain remet sur pied le capitalisme allemand en Europe et le capitalisme japonais en Asie. Les exigences de la lutte des classes l'y contraignent. Mais la puissance du capital américain, les relations politiques et économiques qu'elle lui permettait de nouer avec le capital allemand et japonais, lui donnait les moyens de les contrôler. Les quelques inconvénients qui en résultaient comptaient peu, comparés aux avantages que retirait dans la lutte des classes mondiales l'impérialisme américain du renforcement des bourgeoisies allemande et japonaise.

Il en allait différemment des bourgeoisies anglaise et française : de redoutables concurrents un moment écartés réapparaissaient. La bourgeoisie française savait que, la puissante bourgeoisie allemande renaissante, la prééminence en Europe de l'Ouest aussi bien économique que politique lui échapperait tôt ou tard. Mais c'était à échéance. Et surtout aussi bien la remise en selle de la bourgeoisie allemande que celle de la bourgeoisie japonaise était indispensable au système capitaliste dans son ensemble. A juste titre, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ont toujours ressenti comme une menace contre l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est la renaissance des impérialismes japonais et allemand, évidemment principalement allemand. Elles ne purent s'y opposer. Il était impossible à l'impérialisme comme à la bureaucratie du Kremlin de laisser le puissant prolétariat allemand s'engager dans des luttes convulsives, au milieu de l'Europe chancelante. En dernière analyse, l'équilibre du système impérialiste mondial importe autant à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites qu'à la bourgeoisie de chaque pays. Enfin, il n'y avait pas d'autres moyens de s'opposer à la renaissance des impérialismes allemand et japonais que la révolution prolétarienne... éventualité dont la simple évocation terrorise les bureaucraties parasitaires.

A la renaissance de la bourgeoisie et de l'impérialisme allemands, la bureaucratie du Kremlin riposta en consacrant la division de l'Allemagne en deux. Dans les limites de sa zone d'occupation, elle créa de toutes pièces, bureaucratiquement et artificiellement, un nouvel état placé sous son contrôle direct : la R.D.A. Un monstre ! L'économie de cette partie de l'Allemagne n'était viable qu'intégrée à l'ensemble de l'économie allemande. De plus, après les démontages d'usines entières des années de l'immédiat après-guerre, ainsi que tous les pays de l'Europe de l'Est, la R.D.A. subissait et subit toujours un pillage plus raffiné, par le truchement de la « coopération » et des accords économiques imposés par la bureaucratie du Kremlin qui exporte de cette façon les contradictions et les distorsions de l'économie de l'U.R.S.S.

Le mur de Berlin témoigne des brillants résultats de cette politique : la classe ouvrière, la paysannerie pendant des années ont fui la R.D.A. La R.D.A. se vidait de sa substance sociale, de la force productive par excellence : le prolétariat. La création de la R.D.A. accroissait considérablement les contradictions en Europe de l'Est. Et si le mur de Berlin, en transformant la R.D.A. en un vaste camp de concentration, obligeait le prolétariat de cette partie de l'Allemagne à rester sur place et à participer à la « construction du socialisme », les contradictions demeuraient. La R.D.A. reste particulièrement instable. Elle constitue un des points les plus faibles du système que contrôle la bureaucratie du Kremlin. Elle aggrave les tendances à sa dislocation. La bureaucratie du Kremlin peut moins qu'ailleurs en Europe de l'Est relâcher son contrôle sur la R.D.A. sans courir les plus grands risques.

Depuis des années, la bureaucratie du Kremlin favorisait les manœuvres de l'impérialisme français qui s'évertue à conserver sous une certaine tutelle politique la bourgeoisie allemande. Le parti communiste français était le spécialiste

de la lutte contre les « revanchards allemands ». L'alliance franco-soviétique était présentée comme la garantie du maintien de la « paix en Europe ». Les dirigeants du P.C.F. au nom d'un nationalisme échevelé firent bloc en 1952-1954 avec les gaullistes les plus réactionnaires contre la communauté européenne de défense. Mais ils ne purent empêcher le traité instituant la C.E.D. repoussé par le Parlement français, que les traités de Londres et de Paris organisent, dans le cadre du pacte atlantique et de l'O.T.A.N., le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. Ils dénoncèrent vigoureusement le traité qui instituait la Communauté économique européenne car elle devait nécessairement bénéficier au capitalisme le plus puissant d'Europe : le capital allemand. Ils considèrent « comme positive » la politique extérieure de De Gaulle pour autant qu'elle renouvelait l'alliance de l'impérialisme français et de la bureaucratie du Kremlin dont l'un des aspects est de faire contrepoids à l'impérialisme allemand en Europe. Il est vrai que la bourgeoisie française pour sa part n'était pas d'une fidélité absolue à cette politique qui tendait à maintenir en Europe la bourgeoisie allemande en laisse.

Les réalités du maintien de l'ordre impérialiste et les rapports de forces inter-impérialistes s'imposaient à elle. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites devaient également faire de nombreux accords à cette politique, poussés par leurs besoins de nouer des relations économiques avec l'impérialisme allemand et en fonction des rapports de force réels en Europe. Dès 1955, le chancelier Adenauer était reçu en grande pompe à Moscou. Le Kremlin et Bonn échangeaient des ambassadeurs. Depuis 1952, les contacts se nouaient entre la R.F.A., ses hommes d'affaires, ses représentants politiques et les bureaucraties des pays de l'Europe de l'Est. De son côté, le gouvernement de la R.F.A., Kissinger-Brandt, abandonnait la doctrine Halstein, selon laquelle la R.F.A. romprait ou n'établirait pas de relations diplomatiques avec tout gouvernement qui reconnaît le gouvernement de la R.D.A. Cependant, la neutralisation de la R.F.A. restait un des axes de la politique du Kremlin en Europe.

La bureaucratie du Kremlin, celles de R.D.A., de Pologne, prétendent justifier leur intervention militaire en raison de la pénétration des agents du gouvernement de la R.F.A. en Tchécoslovaquie, de la frontière ouverte entre la R.F.A. et la Tchécoslovaquie, de la menace impérialiste qui s'en suivait pour tous les pays de l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Mais depuis un an, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie polonaise opèrent un tournant politique majeur, et la bureaucratie de la R.D.A. n'a pu qu'emboîter le pas. La bureaucratie du Kremlin se prépare à reconnaître la prééminence, parmi les puissances impérialistes d'Europe, à l'impérialisme allemand, à nouer des relations politiques et économiques avec la République fédérale allemande qui lui assurent en principe et en pratique ce rôle. La bureaucratie polonaise lui emboîte le pas si elle ne la précède. La bureaucratie de la R.D.A., vaille que vaille, est obligée de suivre.

La bureaucratie polonaise a engagé des négociations avec le gouvernement de la R.F.A., par-dessus le gouvernement « allié et ami » de la R.D.A. Visiblement, il lui importe surtout d'obtenir des marchandises et sous des formes diverses des capitaux allemands afin de tenter de surmonter les contradictions économiques qui l'assaillent. Tout juste réclame-t-elle ce qui fut le leitmotiv de sa politique étrangère depuis vingt-cinq ans : la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. En tout cas elle se désintéresse complètement du sort de la R.D.A. qui se débrouillera elle-même.

La bureaucratie du Kremlin poursuit des buts identiques. Le grand accord qu'elle négocie actuellement serait intitulé « *Traité de non-recours à la force et de coopération entre l'U.R.S.S. et la République fédérale allemande* ». La Pravda mène une campagne insistante sur la coopération économique entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe occidentale au premier rang desquels l'Allemagne fédérale. Mais elle ne put esquiver, pas plus que l'impérialisme allemand, les redoutables questions que soulèvent l'existence de la R.D.A. et le statut de Berlin. Sous sa contrainte, le gouvernement de l'Allemagne de l'Est a dû engager des discussions politiques avec la R.F.A. C'est naturellement pour son propre compte que la

bourgeoisie allemande négocie avec la bureaucratie du Kremlin : elle affirme qu'elle recouvre la plénitude de ses droits politiques ; elle fait reconnaître sa place de première puissance impérialiste d'Europe et son droit de traiter d'égal à égal avec la bureaucratie du Kremlin ; elle impose sa pénétration politique et la pénétration de ses marchandises et de ses capitaux en Europe de l'Est et jusqu'en U.R.S.S., en utilisant le canal le plus efficace pour y parvenir : celui que met à sa disposition la bureaucratie du Kremlin. Mais elle s'engage dans cette voie également au compte du système impérialiste dans son ensemble. Les ambassadeurs des U.S.A., d'Angleterre et de France à Moscou sont tenus quotidiennement au courant des négociations et, par eux, leurs gouvernements, et surtout la politique de la bourgeoisie allemande participe de l'orientation définie par la dernière session du Conseil atlantique qui se prononçait pour une conférence européenne avec la participation de l'impérialisme américain dont l'un des buts serait la libre circulation des idées, des personnes et des biens en Europe : langage sans équivoque qui signifie pénétration du capital et des marchandises en Europe de l'Est.

Tournant politique d'une importance mondiale et capitale : la bureaucratie du Kremlin réordonne sa politique en fonction des rapports de force entre les différents impérialismes européens et entre elle et l'impérialisme allemand. Cette dernière affirmation peut sembler hasardeuse. Elle le serait pour quiconque apprécierait les rapports de force indépendamment de la lutte des classes. Redoutant la mobilisation de classe du prolétariat d'Europe de l'Ouest et de l'Est, dont les luttes s'alimentent réciproquement, se rejoignent en un même combat, la bureaucratie du Kremlin prend appui sur l'impérialisme allemand contre le prolétariat européen. Elle a besoin de lui aussi bien du point de vue économique que comme centre du maintien de l'ordre en Europe. Il s'agit d'une conséquence directe de la grève générale de mai-juin 1968 en France et beaucoup plus immédiatement encore d'un développement consécutif à l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin contre le peuple et le prolétariat tchécoslovaques.

La logique de fer de la lutte des classes s'était déjà imposée à la bureaucratie du Kremlin prenant conscience d'elle-même et de ses intérêts spécifiques lorsqu'elle imposa au parti communiste allemand une politique qui contribua à laisser Hitler s'emparer du pouvoir sans que le prolétariat allemand puisse engager le combat : plutôt Hitler que la révolution prolétarienne en Allemagne, tel fut le sens de cette politique. L'accord germano-russe de 1939 devait en résulter : Staline tentait désespérément d'éloigner le spectre de la guerre contre l'U.R.S.S. Il devait au contraire précipiter ainsi la deuxième guerre impérialiste mondiale et donner à Hitler les moyens d'asservir l'Europe avant qu'il se précipite contre l'U.R.S.S. Ensuite la même logique de classe a guidé la bureaucratie du Kremlin et les impérialismes américain, anglais, français, à la fin de la guerre : boucher toute perspective révolutionnaire au prolétariat allemand en l'écrasant, en le divisant en deux, leur était indispensable. L'accord actuel, entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme allemand, obéit à la même logique de classe, mais en des circonstances différentes. La coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin exige que le capitalisme en Allemagne soit fort et stable, qu'il serve de point d'appui contre le prolétariat de l'Europe entière.

Réciproquement le prolétariat allemand et la bourgeoisie allemande sont au centre, sont déterminants dans la lutte de classes en Europe et dans le monde. La révolution montante en Europe, qui unifie en un même processus la révolution sociale et la révolution politique, en contre-partie détermine l'accord contre-révolutionnaire entre la bourgeoisie allemande et la bureaucratie du Kremlin. D'autant plus que chaque état allemand qui résulte de la division de l'Allemagne en deux systèmes sociaux, est monstrueux à sa façon. Pas plus la République fédérale allemande que la République démocratique allemande ne peuvent se maintenir telles qu'elles sont. Le capital allemand doit s'ouvrir une voie à l'Est, son mouvement naturel, si l'on peut dire, le porte à réinvestir l'Allemagne de l'Est, à s'étendre dans toute l'Europe de l'Est, à plus ou moins longue échéance : c'est pour lui une question vitale.

Les rapports de production établis en Allemagne de l'Est exigent plus brutalement encore que dans tous les autres pays de l'Europe de l'Est d'être étendus à toute l'Allemagne d'abord, à l'Europe entière ensuite, et dans le même mouvement d'être libérés des bureaucraties parasitaires. La bureaucratie du Kremlin ouvre la porte à la solution impérialiste à l'unité de l'Europe, par peur de la révolution socialiste en Europe. Assaillie par le prolétariat de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., elle s'en remet à l'impérialisme allemand.

Assurément, il ne s'agit encore que du début de ce cours politique. La bureaucratie du Kremlin s'efforcera d'obtenir des « garanties », de limiter la pénétration du capital allemand. Elle s'efforcera qu'en échange de la pénétration du capital allemand en Europe de l'Est, la bourgeoisie allemande ratifie sa mainmise politique sur l'Europe de l'Est. La concrétisation en serait la reconnaissance, au moins de facto, par le gouvernement de la R.F.A. du gouvernement de la R.D.A.

Cet objectif n'est pas hors de portée, assorti du droit reconnu à la nation allemande de se réunifier à plus ou moins longue échéance. Une telle clause réserverait l'avenir à l'impérialisme allemand. Un compromis de ce genre conviendrait actuellement à la bourgeoisie allemande, qui dans les rapports entre les classes qui existent aujourd'hui en Europe redoute l'unité allemande, qui libérerait l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand. L'unité de l'Allemagne ne peut se réaliser que sur la base d'un seul mode de production

sociale. La classe ouvrière allemande réunifiée, libérée de l'oppression écrasante de la bureaucratie du Kremlin, de la hantise du stalinisme, puissamment organisée à l'Ouest, engagerait inéluctablement le combat, unissant la lutte pour l'expropriation de la bourgeoisie, à celle pour le pouvoir des travailleurs, la gestion des rapports sociaux, de type socialiste par la démocratie prolétarienne ; l'unité de l'Allemagne réaliserait actuellement un mélange révolutionnaire détonnant qui bouleverserait l'Europe. Or les fins de la bourgeoisie allemande et de la bureaucratie du Kremlin sont justement de coaliser leurs forces contre le prolétariat d'Europe. Là est le fondement de l'accord qu'elles préparent.

La bourgeoisie, l'impérialisme allemand, comme l'impérialisme mondial sont pleinement conscients que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont les véhicules de la pénétration impérialiste en Europe de l'Est et en U.R.S.S., que les forces sociales restaurationnistes sur lesquelles il leur faut s'appuyer sont internes aux bureaucraties parasitaires. De même ils savent que l'ordre bourgeois ne tient en Europe qu'en raison de la politique des bureaucraties réformistes, de l'appareil international du stalinisme, des appareils syndicaux, qu'ils continuent à utiliser lorsqu'ils tentent de reprendre l'initiative politique contre le prolétariat. Il est significatif que le « nouvel ordre européen » dont a besoin l'impérialisme soit négocié entre le gouvernement social-démocrate de Brandt et la bureaucratie du Kremlin, contre le prolétariat d'Europe.

Révolution, contre-révolution, Etats-Unis socialistes d'Europe

Mais, quelles que soient les préoccupations politiques, la prééminence à l'impérialisme allemand, derrière qui se tient l'impérialisme américain, en Europe, sa pénétration en Europe de l'Est remet en cause tout l'équilibre européen : la liberté politique redonnée à la bourgeoisie allemande, tout aussi bien que son expansion économique en Europe de l'Est vont bouleverser en sa faveur les relations au sein du Marché commun, écraser le capital français, italien, et peser également sur la bourgeoisie anglaise. La pénétration du capital allemand en Europe de l'Est et en U.R.S.S. désagrègera plus encore les relations entre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, de celles-ci entre elles, accroîtra la crise sociale et la crise propre de chaque bureaucratie.

La lutte de classes deviendra, en dépit des habiletés politiques de la bureaucratie du Kremlin et de la bourgeoisie, plus intense, plus brutale. En dernière analyse, l'accord entre l'impérialisme allemand et la bureaucratie du Kremlin et l'alignement des forces de la contre-révolution en Europe et dans le monde contre le prolétariat. A sa manière, il renforce l'unité objective de lutte du prolétariat d'Europe : donne au mot d'ordre et à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe plus de vie, plus d'actualité, plus de force. Révolution et contre-révolution deviennent imminentes. Il demeure que le prolétariat d'Europe a repris l'initiative politique, qu'il s'appuie sur ses conquêtes antérieures et que ce sont elles que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, agissant toujours plus au compte de l'impérialisme, ont à détruire. Ils ne peuvent y parvenir à froid. Ils doivent avoir recours à la guerre civile. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, les bureaucraties réformistes, les appareils syndicaux sont voués à la dislocation et les bourgeoisies d'Europe à un déclin irrémédiable y compris la bourgeoisie allemande. Seul l'impérialisme américain peut sortir d'une épreuve de cette envergure, victorieux, car en dernière analyse elle exige que la guerre civile contre le prolétariat se combine à la guerre impérialiste contre la Chine, l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est selon des combinaisons difficilement prévisibles mais

qui impliquent l'éclatement des bureaucraties parasitaires.

Encore faut-il, toutefois, que l'impérialisme américain brise son propre prolétariat. De toute façon, la solution impérialiste à la crise révolutionnaire, à la révolution et à la contre-révolution imminentes, implique la lutte à mort contre le prolétariat d'Europe, le rejet de l'Europe dans la barbarie, seule façon dont l'impérialisme peut « unifier » l'Europe. En ce sens, les événements actuels sont seulement des prémisses, des signes annonciateurs.

Le phénomène marquant reste que la chute de De Gaulle, l'échec de Wilson, l'échec des gouvernements à participation socialiste en Italie, comme ceux de tous les gouvernements, d'intégrer à froid les syndicats, de discipliner la classe ouvrière sans la briser organisationnellement et politiquement, démontrent que l'utilisation des appareils réformistes, stalinien, syndicaux par la bourgeoisie a des limites. Pour répondre à ces besoins, la bourgeoisie doit aller beaucoup plus loin.

Un problème de même nature au fond se pose à l'impérialisme mondial en ce qui concerne la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est. L'impérialisme peut et doit les utiliser contre le prolétariat de ces pays, comme agents de la contre-révolution. C'est par leurs canaux que les premiers coups peuvent être portés aux prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, au compte de l'impérialisme, la planification sapée, la propriété étatique des principaux moyens de production remise en cause. Mais aussi bien les exemples de la Hongrie, de la Chine, de la Tchécoslovaquie, que tous les pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., démontrent que cette politique désagrège l'appareil international du stalinisme, produit des ruptures entre les différentes bureaucraties, des cassures à l'intérieur de chacune d'elles. La réaction du prolétariat est alors inéluctable, par les failles ouvertes des appareils bureaucratiques, il se précipite et le processus de la révolution politique se fait jour.

Or, après mai-juin 1968 en France, après l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la

bourgeoisie de chaque pays, comme l'impérialisme mondial n'ont pas été aptes à modifier radicalement leurs méthodes d'attaque du prolétariat : c'est toujours par la médiation de la politique des appareils bureaucratiques, de l'appareil international du stalinisme, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites qu'ils l'attaquent. Ils ne possèdent pas immédiatement les moyens politiques de se passer des appareils, d'établir des dictatures ouvertes et directes dans les principaux pays capitalistes économiquement développés. Bien plus, ils redoutent d'avoir à le faire et craignent d'ouvrir la guerre civile, tout autant parce qu'ils ont peur que la révolution prolétarienne surgisse de guerres civiles qu'ils engageraient, que parce qu'ils savent qu'en tout état de cause les impérialismes décadents seraient précipités à la ruine, que parce qu'ils craignent que le pouvoir n'échoue entre les mains d'aventuriers difficilement contrôlables.

Vis-à-vis de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de la Chine, sauf à passer directement à la guerre impérialiste, et il faudrait qu'ils vainquent le prolétariat de leurs propres pays, que l'impérialisme américain discipline les impérialismes moins puissants, les bureaucraties parasitaires sont leur seul recours. Celles-ci sont contraintes d'agresser les prolétariats de leurs pays en réponse aux problèmes qui les confrontent, mais elles hésitent, manœuvrent, rusent. Plus de deux ans après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, la « normalisation » n'a toujours pas été menée à son terme.

Sans qu'il soit possible de fixer des rythmes, des délais, le temps presse, les échéances approchent. Les expédients auxquels l'impérialisme a recours afin d'éviter la crise financière et économique, les compromis qui interviennent ne sont que provisoires. Sans recours à l'économie de guerre, la crise et la dislocation de l'économie capitaliste mondiale se produiront inéluctablement. C'est une simple question de temps. Seule la pénétration massive des marchandises et des capitaux en Chine, en Europe de l'Est, en U.R.S.S., différerait cette crise, mais en disloquant l'économie planifiée, en détruisant massivement les forces productives de ces pays. Les bureaucraties parasitaires ne sont pas moins en face d'échéances qui les pressent, qu'elles sont, elles, en tant que bureaucraties, incapables d'assumer sans éclater.

L'impérialisme sera-t-il capable dans les délais qui lui restent de briser le prolétariat des principaux pays capitalistes économiquement développés, l'impérialisme américain sera-t-il en mesure de discipliner les différents couches du capital américain, les états forts étant instaurés dans les principaux pays capitalistes de les discipliner à l'état fort américain ? L'aile pro-bourgeoise, pro-impérialiste des bureaucraties parasitaires sera-t-elle en mesure à échéance relativement courte de casser les prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, dans des délais relativement courts ? C'est l'hypothèse la plus improbable. L'hypothèse la plus probable est au contraire que partout le prolétariat résistera, combattra, que des crises profondes briseront l'unité des appareils, que la dislocation de l'appareil international du stalinisme, des bureaucraties parasitaires de la bureaucratie du Kremlin, ouvriront la voie à de puissants mouvements de masses, aussi bien qu'ils en résulteront. Ce que n'a pu accomplir l'impérialisme au cours des vingt-cinq dernières années, refouler le prolétariat d'Europe, il est peu probable qu'il puisse l'accomplir à courte échéance. Bien plus, le prolétariat américain s'ébranlera et secouera l'impérialisme en son centre. Le prolétariat japonais engagera également des combats grandioses. Les prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, reprendront la lutte du prolétariat tchécoslovaque à leur propre compte. Dans ce cadre renaîtront sans cesse les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés.

Au cours des années à venir, l'hypothèse la plus probable est la dislocation conjointe du système impérialiste mondial et de l'appareil international du stalinisme, ce sont des crises qui déchireront chaque bourgeoisie, comme chaque bureaucratie parasitaire, faute qu'ils puissent briser à bref délai le prolétariat mondial. Des combats de classe d'une envergure et d'une profondeur rarement égalées seront engagés par tous les prolétariats aiguillonnés par la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin poussée à son

paroxysme. C'est en fait une vague révolutionnaire sans précédent dont le centre sera les pays économiquement développés et principalement d'Europe, mais qui affectera tous les continents. En ce sens, la grève générale de mai-juin 1968 en France, l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont ouvert une nouvelle période historique intégrée à l'ère de la révolution prolétarienne ouverte par la révolution russe.

Mais l'ouverture d'une crise révolutionnaire mondiale, fût-elle sans précédent, n'est pas la victoire de la révolution prolétarienne. La dislocation du système impérialiste mondial de l'appareil bureaucratique international du stalinisme n'est pas égale à la prise du pouvoir par les prolétariats des différents pays, condition de l'instauration du socialisme. Les relations entre les classes, et à l'intérieur des classes sociales sont telles que dans sa première phase, cette période historique apparaîtra vraisemblablement comme un immense chaos.

La classe ouvrière a besoin pour s'emparer du pouvoir de résoudre la crise de la société non seulement de s'engager dans la lutte : il lui faut une claire conscience des objectifs à atteindre, des moyens nécessaires à les atteindre, en quelques mots d'un parti révolutionnaire, d'un drapeau, d'un programme, sinon elle eût vaincu depuis longtemps. Faute de quoi ses mouvements, ses assauts répétés, n'aboutissent pas. Ils participent du chaos de la société tout entière, des convulsions qui l'agitent, la déchirent. Ils deviennent une expression de l'impuissance, de la décadence de l'humanité. Le chaos social, tout comme tout ce qui semble chaotique dans l'univers, n'en est pas moins régi par des lois. Au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à résoudre la crise révolutionnaire sur son plan historique, les lois de la lutte de classe opéreraient contre lui. De l'intérieur de la bourgeoisie, de l'appareil d'état bourgeois, de l'impérialisme, qui, disloqué, ne disparaîtrait pas du même coup, s'organiseraient les forces les plus réactionnaires qui s'imposeraient à la bourgeoisie dans son ensemble, aux autres impérialismes et reconstruiraient sur les os du prolétariat un nouvel ordre bourgeois. Il suffit d'imaginer ce que serait l'instauration d'un fascisme à l'hitlérienne aux U.S.A. et l'on se rend compte de l'ordre bourgeois nouveau qui résulterait de l'impuissance de la classe ouvrière à résoudre par la prise du pouvoir dans les pays économiquement développés, la crise révolutionnaire mondiale qui s'annonce. Une fois encore s'impose la certitude que l'Europe bourgeoise ne subsisterait plus que comme un vaste champ de décombres, aux mains de bourgeoisies croupions, vassales de l'impérialisme américain.

L'Europe occidentale, l'Europe orientale, l'U.R.S.S. sont au même point concernés. Les prolétariats de l'U.R.S.S., de l'Europe de l'Est, comme de Chine s'appuient sur les rapports sociaux de production de type socialiste. De ce point de vue, ils disposent de points de départ dans la lutte pour le pouvoir infiniment plus favorables que ceux dont disposent les prolétariats occidentaux. Ce n'est pas une garantie suffisante et absolue de victoire : la conscience des tâches révolutionnaires dans chaque pays, du caractère international de la lutte contre le stalinisme, de la nécessité d'extraire jusqu'aux racines des bureaucraties parasitaires, d'intégrer la révolution politique à la révolution mondiale comme une de ses composantes est non moins indispensable. Le prolétariat soviétique, les prolétariats de l'Europe de l'Est, de Chine ont besoin pour vaincre de partis révolutionnaires, d'un drapeau, d'un programme. A défaut, le désordre et l'anarchie peuvent s'installer, la victoire revenir à l'aile pro-bourgeoise, pro-impérialiste de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, au cours de convulsions sans issue, les conquêtes du prolétariat se disloquent, l'impérialisme américain, les bourgeoisies compradore d'Europe, leurs prolétariats vaincus, écrasés, décimés, les utilisant comme leur instrument. Ou plus simplement et plus brutalement ayant maîtrisé son prolétariat, l'impérialisme américain pourrait anéantir par la guerre atomique l'Europe et l'Asie, quitte à prendre le risque d'être lui-même anéanti. Bien d'autres combinaisons imaginables et inimaginables peuvent naître. L'important, le décisif est de comprendre qu'une crise révolutionnaire aussi ample, aussi profonde soit-elle, ne signifie pas automatiquement la victoire de la révolution prolé-

tarienne. La crise révolutionnaire a comme contre-partie la menace contre-révolutionnaire d'autant plus barbare que la crise révolutionnaire est profonde.

Le propre de la crise révolutionnaire qui s'annonce est que tout le système impérialiste mondial est concerné, qu'elle affectera tous les pays, toutes les bourgeoisies, qu'elle mettra en cause la bureaucratie du Kremlin et tous ses prolongements internationaux, dans un même processus. Il s'agit de la révolution prolétarienne mondiale parvenue à son point d'ultime maturité. C'est en raison de cette dimension que s'apprécie la politique révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'un jeu à la manière de quitta ou double, mais pour l'humanité c'est : le socialisme ou la barbarie. La crise révolutionnaire aura son expression concentrée en Europe et son issue se jouera en dernière analyse aux U.S.A.

Chaque classe ouvrière d'Europe, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest, bien qu'elle exprimera le mouvement du prolétariat mondial dans son ensemble, engendra naturellement et obligatoirement le combat sur son propre terrain, dans ses cadres nationaux. Le programme de la révolution prolétarienne doit se concrétiser pour chaque pays, comme chaque prolétariat a besoin de son propre parti révolutionnaire. Mais la relation politique de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans chaque pays avec la lutte des classes en Europe et dans le monde doit être exprimée concrètement. La classe ouvrière de chaque pays d'EUROPE a politiquement besoin d'établir la relation révolutionnaire avec tous les prolétariats d'Europe sous une forme concrète, qui unifie les combats de classe aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe peuvent seuls établir cette relation politique révolutionnaire entre les prolétariats d'Europe. Ainsi ce mot d'ordre et cette perspective sont indispensables à l'organisation, à la fécondation de la lutte révolutionnaire du prolétariat de chaque pays d'Europe comme de tout le prolétariat d'Europe. Ils unifient la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Leur valeur politique est déterminante comme facteur révolutionnaire.

Le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe sont indispensables à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays. C'est par eux que l'Internationalisme prolétarien s'exprime et c'est par eux que devient sensible la nécessité d'intégrer la construction du parti révolutionnaire à la reconstruction de l'Internationale, instruments d'une même lutte politique. Mais le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ont une portée mondiale. Si la crise révolutionnaire a son expression concentrée en Europe, elle n'est pas moins mondiale. Elle aura sa solution positive en dernière analyse aux U.S.A. lorsque le puissant prolétariat américain prendra le pouvoir. Tout dépend de la maturation politique du prolétariat américain, de sa capacité à se forger l'instrument de son émancipation. La lutte unifiée contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin aura un impact décisif sur le prolétariat américain.

L'absence de perspective politique fait obstacle à l'évolution politique du prolétariat américain : le stalinisme fait également obstacle. La faiblesse du parti communiste américain va dans le sens de cette appréciation. Pour autant que le stalinisme représente le « communisme », il sert de repoussoir au prolé-

tariat américain. Il entretient les illusions petites-bourgeoises qui, par exemple, font de la lutte des noirs contre l'oppression raciale un combat en soi, l'orientent vers le « nationalisme noir », alors qu'elle est par essence une lutte de la partie la plus exploitée du prolétariat américain. Il dévie la lutte contre l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam vers le pacifisme, alors qu'elle est par essence l'embryon d'un combat contre la citadelle de l'impérialisme que ne peut se résoudre que par la destruction de cette citadelle que seul accomplira le prolétariat américain comme classe. Il limite la lutte des prolétaires de toutes couleurs à l'action revendicative pour défendre « l'américain way of life » alors que le prolétariat américain a besoin de ses propres moyens et instruments politiques, d'un Labour Party, pour mettre en cause et renverser le capitalisme U.S.

Limiter à cet aspect, pourtant de première importance, l'impact du mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe sur le prolétariat américain serait restreindre son efficacité. La division nationale, l'éparpillement de l'Europe, la décadence inéluctable qu'implique la multitude des états européens, renforcent nécessairement le contrôle politique de la bourgeoisie américaine, qui s'est montrée capable d'unifier les U.S.A., d'en faire le plus puissant pays du monde. Que les prolétariats d'Europe démontrent par leurs luttes pratiques que la division et la décadence de l'Europe résultent de la fossilisation des bourgeoisies européennes et du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme, en se saisissant du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, et ils leveront cette hypothèse. Ils prouveront au prolétariat américain que la décadence de leur propre pays, la division du monde, résultent du régime capitaliste. Ils leur offriront, par la démonstration pratique, la seule perspective à la mesure du prolétariat américain, du prolétariat mondial, la République universelle des travailleurs.

Il va presque sans dire que la répercussion sur les prolétariats d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, du combat des prolétariats d'Europe, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, ne sera pas moins grande. Elle leur démontrera que, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, la réalisation des Etats-Unis socialistes de ces régions du monde est la seule solution à leurs problèmes et est à leur portée. Alors se constituera la République universelle des travailleurs.

Mai-juin 1968 et l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont mis à l'ordre du jour ce qui dans les profondeurs de la société se préparait : ou bien la révolution prolétarienne se poursuit jusqu'à son terme : les Etats-Unis socialistes d'Europe, la République universelle des travailleurs, ou bien la décadence, la barbarie, le prolétariat d'Europe en subissant à court terme le plus immédiatement les conséquences.

C'est pourquoi il est impossible de laisser butiner en paix les frelons politiques petits-bourgeois et en tout premier lieu les renégats à la IV^e Internationale. Tout militant à la responsabilité de ses actes : notre responsabilité à tous est de construire les instruments de l'émancipation des travailleurs, les partis de la IV^e Internationale à reconstruire. Il nous faut donc démasquer les renégats, les falsificateurs, les escrocs, et poursuivre la polémique.

LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

par Arthur Bliss

I. — L'INCERTITUDE DE LA BOURGEOISIE SUR LE SORT DE SON APPAREIL DE PRODUCTION

Le 16 juillet 1970, le *Journal des Finances* définissait les tendances actuelles de l'économie mondiale dans les termes suivants :

« L'économie des grands pays industriels traverse à l'heure actuelle une période trouble dont l'issue laisse perplexes les spécialistes de la prospective. Les hommes politiques, eux, n'ont pas de scrupules scientifiques. Qu'ils soient américains, allemands ou français, ils sont toujours aussi sûrs d'eux. Même si les événements leur donnent invariablement tort. Ce qui crée l'état de trouble aisément discernable, c'est ce mélange universel d'inflation incoercible et de récession larvée, de secteurs économiques brillants, à côté de zones franchement en perte de vitesse, et flottant sur le tout, un malaise financier à relents de crise. Les marchés boursiers reflètent assez bien l'esprit général. Les affaires languissent. Les cours évoluent au gré des nouvelles politiques et d'informations fractionnaires et contradictoires dont le caractère significatif n'est pas toujours évident. Wall-Street qui n'est pas épargné exerce son effet de domination sur Londres, Paris ou Tokyo qui ne parviennent pas à s'en désolidariser. »

Si cet article concluait que *« l'économie des pays capitalistes ressemble aux eaux mêlées et troubles d'un grand fleuve tropical »*, cela est significatif de l'état d'incertitude de la bourgeoisie quant à l'avenir de sa machine économique, c'est-à-dire de son propre avenir. Dans les années 1950-1960, les experts bourgeois expliquaient que le spectre d'une crise comparable à celle des années 30 était écartée. La « théorie » du cycle

économique parlait d'alternances de période de récession (ralentissement de la croissance) auxquelles succédaient des phases d'expansion (croissance rapide de la production accompagnée d'inflation). Aujourd'hui, depuis vingt et un mois l'économie américaine connaît une phase de coexistence simultanée des deux phénomènes (maintien de l'inflation plus récession). L'inflation est aujourd'hui générale.

Au cours du premier semestre, les taux de hausse des prix ont été tels qu'ils donneraient, s'ils se maintiennent (ce qui est fort probable), les pourcentages annuels suivants :

Etats-Unis	6 à 6,5 %
Italie	5 %
Japon	8 %
France	7 %
Allemagne	5 %
Grande-Bretagne	9 %
Pays-Bas	7,5 %

Dans une étude du 10 juillet 1970, la commission européenne du Marché commun se penchait sur ce problème. D'après le *Monde* du 11 juillet 1970 le document estimait qu'« aucun des six pays (du Marché commun), pas même ceux qui, finalement, ont réussi à maintenir l'accroissement de la demande dans des limites raisonnables ne sont parvenus à enrayer l'augmentation des prix. Or, selon Bruxelles, tous les indices recueillis laissent présager que ce mouvement de hausse aura tendance à se poursuivre. » Les deux remèdes préconisés étaient, d'une part, l'austérité budgétaire, d'autre part, l'augmentation des impôts directs « au cas où les autres méthodes appliquées pour restreindre l'accroissement de la consommation et de l'investissement se seraient révélées inefficaces ».

Le problème de l'inflation revêt aujourd'hui une importance considérable, car laisser se poursuivre l'inflation risque de précipiter les étapes de la crise monétaire qui, si elle a disparu des manchettes des journaux, n'en constitue pas moins un danger mortel pour l'économie capitaliste. En effet, si les systèmes des paiements internationaux se bloquaient, il ne fait pas de doute qu'une réduction importante du volume du commerce extérieur des pays capitalistes interviendrait, et que cela plongerait dans la crise et le chaos, aussi bien les capitalistes qui aujourd'hui sont les plus « dynamiques », qu'elle accroîtrait la disproportion entre la puissance économique et les bases nationales qui rend vulnérables aussi bien les capitalismes attardés (France, Belgique) que les plus avancés (Allemagne, Japon), la Grande-Bretagne appartenant en fait à ces deux catégories. (Voir à ce propos l'article d'*Entreprise*, n° 776-7 du 26 juillet 1970, p. 11, qui déclare notamment à propos du système monétaire mondial : « *Un quelconque incident peut précipiter (!!!) l'effondrement de tout l'édifice.* »)

II. — SIGNIFICATION ET EXPRESSION DE LA CRISE DU CAPITALISME

Des considérations qui précèdent, les révolutionnaires ne doivent pas déduire que dans les prochains mois ou les prochaines semaines, une crise mondiale comparable à celle de 1929 (et d'une ampleur bien plus considérable) éclatera, ni chercher quand précisément elle éclatera. Le capitalisme est semblable à une voiture qui roule avec des freins usés, un moteur grippé, des pneus lisses et un volant faussé ; savoir quand exactement aura lieu l'accident serait une prétention qui ne relèverait plus de l'analyse marxiste, mais de l'activité d'une diseuse de bonne aventure.

Mais les manifestations de cette crise, qui rendent tellement perplexes les « experts » économiques bourgeois, doivent être analysées et leurs causes tirées au clair, faute de quoi on se condamnerait à ne pas comprendre la réalité du système capitaliste dans sa phase actuelle, son stade suprême, « l'impérialisme ».

L'inflation et la crise des moyens de paiement sont, d'une part, le produit des conditions actuelles de la crise de l'impérialisme (prédominance du capitalisme financier, rôle de l'économie d'armement, contradiction entre le caractère *mondial* de l'économie et ses bases nationales) et, d'autre part, le résultat de la lutte des classes. Si l'on prend comme premier exemple l'inflation, le fait que les économistes bourgeois ne savent comment la contenir, n'est pas le résultat d'un manque d'imagination, mais de la résistance des masses laborieuses, en Europe et aux Etats-Unis mêmes.

Aux Etats-Unis, en Italie, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne (avec la toute récente grève des dockers), la classe ouvrière résiste aux tentatives du patronat et de son état de réduire ses conditions de vie, de salaire. Les hausses de salaires obtenues, le patronat n'a d'autre ressource que de les reporter sur les prix, ce qui constitue l'un des moteurs de l'inflation. Or, dans le document précité de la commission européenne, si elle préconise l'austérité budgétaire et l'augmentation des impôts directs, la commission n'ose

pas préconiser un blocage des salaires. Elle se contente de lancer « *un appel qui s'adresse tout autant aux pouvoirs publics qu'aux travailleurs et à leurs patrons. On ne pourra impunément laisser l'augmentation des salaires dépasser l'accroissement de la productivité.* ». Cet appel « aux travailleurs » s'adresse en fait aux directions de la classe ouvrière. Mais si cette inflation n'est pas « résorbée » sur le dos de la classe ouvrière du fait de la résistance de celle-ci, il n'en reste pas moins que ce ne sont pas les revendications des travailleurs qui sont génératrices de l'inflation. Le « surinvestissement » en vue de s'assurer une position dominante sur le marché joue en ce domaine un rôle considérable ainsi que les taux actuels d'intérêt qui résultent des problèmes monétaires.

A) LA CRISE MONETAIRE ET LE POURRISSMENT DU CAPITAL FINANCIER

« *Le monde occidental s'achemine vers une nouvelle crise monétaire d'importance majeure. Cette crise ne sera pas comme les autres car cette fois, plus que jamais les problèmes seront autant d'ordre politique, diplomatique et stratégique que d'ordre économique.*

Les Etats-Unis veulent imposer l'institution d'un système de taux de change flottant et forcer l'Allemagne à réévaluer sa monnaie. S'ils obtiennent gain de cause, c'est l'éclatement du Marché commun.

On est à la veille d'une épreuve de force. Ou bien l'Europe, face au défi américain réagit communautairement et met sur pied, dans les mois qui viennent, un « écu » européen qui pourra servir de base à l'assainissement du système monétaire international, ou bien elle réagit en ordre dispersé, et c'est non seulement le destin de l'Europe qui est ainsi scellé, mais aussi le monde non-communiste qui, d'expédients en expédients, court au devant d'une nouvelle crise.» (Entreprise n° 774, du 11 juillet 1970.)

Cette citation montre la gravité du problème et l'inquiétude de ce spécialiste « européen », aujourd'hui. Il est vrai que dans la jungle capitaliste où la pitié et la fraternité chrétiennes sont des sentiments inconnus, la loi du plus fort est la seule règle et l'impérialisme américain envisage tout naturellement comme première solution pour régler ses difficultés de les transférer sur les épaules de ses partenaires impérialistes (1).

Cette institution du taux de change flottant, il l'a d'ailleurs imposée au Canada.

Les capitalistes européens sont, eux, parfaitement conscients de la menace que cela représente pour eux, compte tenu de la résistance du prolétariat et du rapport de forces, entre les classes, à l'échelle internationale. Ils savent que la création d'un courant de direction contraire aux capitaux flottants, loin d'établir un niveau d'équilibre par un subtil jeu de vases communicants, serait aussi efficace qu'un système d'écluses contre un gigantesque raz-de-marée. C'est pour cela qu'un certain nombre de pays européens voudraient imposer aux U.S.A. une réforme du système monétaire international, les armes traditionnelles dont les gouvernements bourgeois disposaient depuis 20 ans sont devenues des épées de bois. En Allemagne, une expansion « explosive » de mai 1969 à mai 1970

(11 %) entraîne une surchauffe alimentée par les capitaux flottants entrés malgré la réévaluation du mark.

Dans le numéro d'*Entreprise*, précité, la lettre de conjoncture sur l'Allemagne se conclut ainsi : « *Est-ce la fin du besoin économique allemand ? Pas encore, mais une surchauffe structurelle s'est installée, alimentée par l'afflux de capitaux flottants. En juin, 6 millions de francs de devises sont entrées en Allemagne, réduisant à néant la politique de l'argent rare et cher, menée depuis mars par la Bundesbank. Le 1^{er} juillet, elle a relevé de 15 % le montant des réserves obligatoires des instituts de crédit gelant ainsi 3,6 milliards de francs supplémentaires. En trois jours, un montant équivalent de capitaux étrangers se trouvait sur le marché allemand. Le système se pervertit, ayant besoin de liquidités, les banques allemandes vont chercher de l'argent à l'étranger et sa rareté sur le marché intérieur fait monter le taux de son loyer au jour le jour (9 % actuellement), le flux des capitaux flottants est ainsi entretenu.* »

Après une acalmie, l'afflux continue, comme l'annonçait un entrefilet paru dans *le Monde* du 22 août 1970 : « *La banque fédérale d'Allemagne a de nouveau été obligée de soutenir le dollar des Etats-Unis pour mercredi. Elle a dû racheter sur le marché des changes pour 370 milliards de deutschemarks (500 milliards de francs).* »

La solution toutefois envisagée par les bourgeoisies européennes, outre qu'elle est fort utopique, car elle présuppose un rapport de forces en faveur de l'Europe qui n'existe pas (beaucoup de « concurrents » des entreprises américaines sont d'autres filiales américaines installées en Europe) serait plus grave que le mal, car elle précipiterait le chaos dans l'économie américaine et risquerait d'amener à brève échéance à une crise mondiale d'une acuité sans exemple. Cette solution a également le défaut de prendre le problème comme s'il s'agissait d'une question monétaire et purement monétaire. Or, les fondements de la crise se trouvent dans les structures mêmes de l'économie capitaliste dans sa phase impérialiste.

L'état de surproduction entraîne le développement des capitaux fictifs à la recherche du profit par des moyens étrangers à la production, la spéculation sur les monnaies, notamment ; la guerre des taux d'intérêt alimente cette spéculation cependant que la « crise des liquidités » dont souffrent les entreprises industrielles provient de la méfiance du capital financier, à la fois devant le suréquipement et le surinvestissement du secteur industriel (suréquipement dû à l'acuité de la concurrence et non aux possibilités d'écoulement des marchandises), devant l'endettement qui en résulte pour les entreprises industrielles (celui-ci a triplé aux U.S.A. en cinq ans) et devant la chute du taux de profit qui résulte de cet état de choses (toujours aux U.S.A. si les bénéfices d'un certain nombre de sociétés ont augmenté, c'est à partir d'un gonflement de l'actif, notamment en réévaluant les stocks).

« *La réévaluation des stocks est intervenue pour 5,6 milliards de dollars dans les bénéfices des sociétés américaines en 1969 contre 3,2 milliards en 1968 et 1,1 milliard en 1967.* » *Le Monde de l'économie* du 26 mai 1970 qui précise par ailleurs : « *La bourse de New York est dans la position de ces héritiers qui, au fil des années, dépensent leur capital et se trouvent ensuite exposés à régler d'importantes dettes de jeu.* »

C'est ainsi que le prix payé au « culte de la croissance » a été un endettement accru des entreprises. En 1960, les dettes représentaient 20 % de la capitalisation boursière des entreprises industrielles en 1965. Le taux atteignait 25 % et à la fin de 1967, 37 %. Lorsqu'il s'agit d'emprunts à 5 ans à 9 ou 10 % d'intérêt, on voit le poids que peut représenter le service des intérêts et le remboursement de la dette. La soif de bénéfice du capital financier lui fait sucer la substance vivante de l'économie américaine. Ces données (et on pourrait en ajouter bien d'autres aussi significatives tel le rapport des fonds liquides ou des fonds d'état aux éléments du passif qui, en 1965 s'établissait à 29 % et en 1969 à 19 %) montrent d'une manière décisive la putréfaction qui se dégage d'un examen attentif du capital financier et la réalité que recouvrent ces jolies images d'Epinal et de l'économiste distingué : « expansion continue », « croissance économique », « société de progrès ». Elles expliquent pourquoi, au moindre rhume on craint la pneumonie.

Est-ce à dire que le « *capitalisme pourrissant* » (jamais cette expression n'a eu son plein sens autant qu'aujourd'hui) n'a plus de solution ? On peut dire au contraire qu'il fourmille d'idées, ces idées se ramenant en gros à trois :

1. Ecraser la classe ouvrière, lui reprendre ses droits, ses acquis, son niveau de vie, ses conditions de travail ;

2. Reconquérir les marchés perdus, c'est-à-dire principalement les pays d'Europe de l'Est, l'U.R.S.S., la Chine, pacifiquement s'ils le peuvent, par la guerre si cela devenait nécessaire ;

3. Passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre.

B) L'AFFRONTMENT AVEC LA CLASSE OUVRIERE

Nous avons vu plus haut comment toute la situation de l'économie mais aussi plus particulièrement le problème de l'inflation qui résulte pour une très large part de la résistance de la classe ouvrière posent le problème de l'affrontement direct du capital avec la classe ouvrière. Que ce soit Pompidou, Heath ou Nixon, tous les hommes politiques de la bourgeoisie actuellement au pouvoir sont conscients de la nécessité de cet affrontement.

Mais s'ils sont prêts à saisir toute occasion offerte par les directions traîtres de la classe ouvrière, ils n'en sont pas moins conscients de la montée de la classe et du fait que celle-ci a repris l'initiative depuis la grève générale en France et les événements de Tchécoslovaquie. A chaque instant, les nécessités de la politique conduisent à un affrontement avec la classe ouvrière. Dans un article véritablement extraordinaire de clarté, la revue patronale américaine *Business Week* (11 avril 1970) l'explique. Le titre de cet article « *Les U.S.A. ne peuvent accepter les revendications des travailleurs* » est à lui seul révélateur. Après avoir expliqué que la véritable application des mesures anti-inflationnistes conduisait à un véritable affrontement « *pourtant redouté par Nixon et ses conseillers* », l'article passe en revue les conséquences néfastes des mouvements de grève. Le journaliste patro-

nal qui, apparemment, n'a pas lu les théories de Marcuse sur l'embourgeoisement des travailleurs est inquiet devant deux phénomènes.

Tout d'abord, l'importance des revendications présentées par les travailleurs qui ne tiennent pas compte des nécessités nationales, ensuite du phénomène de débordement des dirigeants syndicaux (2) par les « adhérents », du fait que ceux-ci n'acceptent pas l'abandon des réclamations démagogiques en faveur de solutions plus réalistes. Et pourtant, l'auteur est obligé de reconnaître que le salaire de base, en dépit de ces résultats incompatibles avec les nécessités nationales, ne fait que suivre la hausse du coût de la vie depuis 1965. Passant aux solutions, il n'en voit que dans un renforcement des dispositions antisyndicales des Taft-Hartley et Wagner Acts, c'est-à-dire d'un mécanisme d'intégration et de destruction des syndicats par la voie froide. Mais cette voie est-elle possible ? Un récent rapport de l'O.C.D.E. recommande l'application d'une politique des revenus aux U.S.A. Le *Wall-Street Journal*, dans son compte rendu de ce rapport, remarque, non sans ironie, que les obstacles que rencontrerait cette politique sont analysés avec réalisme, tandis que les recommandations pour l'application relèvent de l'utopie.

Face à cette situation, les économistes bourgeois sont inquiets. Ils le sont d'autant plus que la volonté de résistance de la classe ouvrière se produit dans un contexte économique menaçant. Les très officiels économistes de la banque fédérale ont, à partir de schémas mathématiques basés sur l'évolution de la masse monétaire, établi des projections sur les années 1970 et 1971. Leurs trois hypothèses valent la peine d'être citées :

« 1. Si la masse monétaire demeurait stable comme pendant ces cinq derniers mois, le P.N.B. (produit national brut) fléchirait à un rythme annuel qui atteindrait 3,4 % au troisième trimestre de 1970 avant de revenir à 1 % au dernier trimestre de 1971. Dans ce cas les prix augmenteraient encore de plus de 4,5 % en 1970 et d'environ 3 % en 1971.

Le chômage atteindrait 6 % en 1970 et près de 8 % en 1971...

2. Si, en revanche, comme ce sera vraisemblablement le cas à partir du printemps prochain, la masse monétaire s'accroissait au taux de 3 %, les projections de la banque de Saint-Louis donnent à penser qu'il n'y aurait alors pas de croissance réelle en 1971. Le chômage s'élèverait à 5,5 % au bout de 12 mois et 6,5 % après 24 mois. Le taux de l'inflation fléchirait d'un demi-point pendant la première année et d'un point supplémentaire au bout de deux ans. Les taux d'intérêt à long terme auraient tendance à augmenter très légèrement.

3. Enfin, si la masse monétaire s'accroissait de 6 %, les taux de chômage et d'inflation s'établiraient à 5 % au bout de deux ans.

Si les économistes de la banque fédérale de Saint-Louis ont raison, M. Nixon, en toute hypothèse, joue donc perdant. » (Le Times du 27 novembre 1969.)

Ce qu'il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue, c'est que même en période de montée ouvrière, l'exploitation continue, les exploités exploitent, les exploités restent exploités. La caractéristique de la période à venir verra donc la combinaison d'une plus intense lutte de

la classe ouvrière avec une aggravation de ses conditions matérielles d'existence et de son insécurité.

Si la classe ouvrière britannique a mis en échec la politique des salaires de Wilson, si la grève des dockers a salué la venue de Heath au pouvoir, aujourd'hui, le nombre officiel de chômeurs en Grande-Bretagne dépasse les 600.000, le chiffre le plus élevé atteint depuis trente ans.

Pour résoudre ses problèmes, la bourgeoisie devra faire plus. Les « miracles » allemands et japonais s'expliquent par le sort fait à la classe ouvrière. L'industrie allemande est une fois et demie plus puissante que l'industrie française, l'industrie japonaise deux fois plus. Mais le revenu des travailleurs allemands est encore inférieur à celui des travailleurs français. Celui de l'ouvrier japonais est égal à 57 % de celui de l'ouvrier français. Chacun sait que c'est le puissant mouvement de la classe ouvrière italienne qui a scellé le mythe du troisième grand « miraculé ».

En définitive, si la question de l'affrontement est avant tout une question politique, il faut comprendre que les données économiques poussent avec force à une collision des classes à l'échelle internationale.

C) LA « RECONQUETE » DES MARCHES AYANT ECHAPPE AU CONTROLE DE L'IMPERIALISME

Il est évident que l'impérialisme fait tout ce qui est en son pouvoir et utilise tous les moyens mis à sa disposition pour reconquérir pacifiquement ou par la force les marchés ayant échappé à son contrôle. L'impérialisme américain participe à cette œuvre, que ce soit par le biais de la guerre du Vietnam et de la pression qu'elle exerce tant sur la bureaucratie chinoise que sur celle du Kremlin, que ce soit par les négociations sur le désarmement, qui ont repris à Vienne, mais à huis-clos, ou par les négociations évoquées sur la coopération « scientifique » et notamment spatiale.

Mais le rôle primordial dans ce domaine revient à l'Europe et en premier lieu à l'impérialisme allemand. Stéphane Just écrivait dans la *Vérité* n° 548, « Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe » : « La multiplication des rapports commerciaux, des échanges entre les pays capitalistes européens et l'Europe de l'Est, U.R.S.S. incluse, ne constitue pas un rapport neutre. Elle indique au contraire, qu'une fois encore, l'impérialisme tend à unifier l'Europe à sa manière, à y réorganiser la division du travail selon ses besoins. La nécessité historique se fait sentir. La bataille entre les différents impérialismes européens à l'intérieur du Marché commun, comme à l'extérieur de celui-ci est indissociable de la poussée vers l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. Selon la puissance acquise au sein du Marché commun, en Europe occidentale, dans le reste du monde, la pénétration en Europe de l'Est bénéficiera à tel ou tel impérialisme au détriment des autres (quoique pour les impérialismes, il y ait un commun intérêt à la pénétration du capital dans ces pays)... « L'unification » de l'Europe ne signifie rien d'autre pour les différents

impérialismes, surtout les plus forts, qu'une réponse du capitalisme à l'époque impérialiste aux exigences de l'« unification » des forces productives en Europe, de la rationalisation de la division internationale du travail... »

A partir de là, on comprend la signification, et pour l'impérialisme mondial, et pour l'impérialisme allemand, du traité de coopération. *Le Monde de l'économie* du 18 août 1970 titrait : « La ruée vers l'Est », et à propos des promesses contenues dans le marché d'Union Soviétique, écrivait : « Selon certaines estimations, l'Union Soviétique comptera en 1975 deux cent cinquante millions d'habitants, c'est-à-dire de consommateurs. De plus, la réforme économique en cours pourrait avoir pour résultat d'aggraver les disparités de revenus. Il va donc se développer en U.R.S.S. UNE CLIENTELE RELATIVEMENT RICHE qui, jusqu'à maintenant, n'avait pas la possibilité de consommer ses revenus et se trouvait obligée d'épargner. Par un effet de « démonstration » bien connu, l'élite des autres pays socialistes sera tentée de l'imiter. »

Autant que le marché ainsi créé, l'action de l'impérialisme sur le renforcement des tendances pro-bourgeoises au sein de la bureaucratie, se trouve mis en lumière. Mais il ne s'agit pas là de l'aspect le plus important. Les biens d'équipement ont une autre importance à un moment où l'on assiste à un ralentissement de la croissance des forces productives et du niveau de la production dans tous les pays contrôlés par la bureaucratie, comme le montre notamment le tableau suivant :

ACCROISSEMENT DU REVENU NATIONAL (EN %)

Pays	1969	
	Plan	Réalisé
Bulgarie	9	7,7
Roumanie	9	7,3
Tchécoslovaquie	7	6,5
U.R.S.S.	6,5	6
Hongrie	6	5,6
Allemagne de l'Est	6	5
Pologne	5	3,5

Pour développer les économies des pays de l'Est, un accroissement du commerce extérieur est devenu un problème vital ; la structure du commerce de l'U.R.S.S. avec les pays occidentaux le montre, témoin cette note du conseiller commercial de France à Moscou :

LE COMMERCE DE L'U.R.S.S. AVEC LES PAYS OCCIDENTAUX EN 1968

Le texte ci-après est extrait du numéro de janvier 1970 du *Bulletin d'informations économiques* du conseiller commercial de France à Moscou.

LE COMMERCE AVEC L'ENSEMBLE DES PAYS OCCIDENTAUX (*)

« Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. avec les pays occidentaux a augmenté en 1969 de 14 %. Au total, les échanges se sont élevés à 21,2 milliards de francs avec une prédominance pour les importations soviétiques (10,8 milliards de francs) sur les exportations (10,4 milliards de francs).

Le déficit qui apparaît ainsi est plus important encore si l'on tient compte des pays du Tiers-Monde avec lesquels le commerce s'effectue en devises convertibles.

A l'exportation vers les pays occidentaux, les biens d'équipements et les demi-produits, tels les produits chimiques, représentent moins de 5 % des ventes soviétiques. A l'importation, par contre, ils constituent plus de la moitié des achats de l'U.R.S.S. en Occident : 4,5 milliards de francs pour les biens d'équipement et 1,1 milliard de francs pour les produits chimiques.

Le pétrole et les produits pétroliers d'une part et le bois et les sciages résineux d'autre part, viennent en tête des exportations soviétiques vers l'Occident. Les ventes ont atteint respectivement 2,6 milliards de francs et 1,7 milliard de francs en 1968.

Viennent ensuite quatre catégories de produits dont les ventes oscillent autour de 500 à 600 millions de francs. Il s'agit des matières premières et demi-produits textiles (579 millions de francs), des métaux non ferreux (600 millions de francs), du charbon (499 millions de francs), et des métaux ferreux et de leurs articles (489 millions de francs). Les fourrures, les engrais minéraux et leurs matières premières ainsi que les produits chimiques représentent bon ou mal un des ventes respectives de l'ordre de 200 à 300 millions de francs.

A l'importation en provenance des pays occidentaux, les biens d'équipement représentent une masse croissante d'achats : 3,6 milliards de francs en 1967 et 4,5 milliards de francs en 1969. Cette tendance devrait encore s'accroître car l'évolution des techniques est si rapide que l'U.R.S.S. est de moins en moins en mesure de couvrir toute la gamme des fabrications. On en voit d'ailleurs une preuve dans le fait que la nomenclature des biens d'équipement achetés en Occident et notamment en France, ne cesse de s'élargir et concerne un nombre de plus en plus grand de secteurs industriels.

Les produits chimiques constituent pour l'industrie occidentale un débouché permanent. Les fournitures françaises restent très faibles.

Les achats de biens de consommation en Occident — vêtements, bonneterie, chaussures — qui sont relativement récents, dépassent actuellement le milliard de francs.

Les autres grands postes à l'importation sont occupés par les tôles (340 millions de francs), les tubes d'acier (220 millions de francs), le papier (270 millions de francs), la cellulose (190 millions de francs), les fibres textiles artificielles et synthétiques (110 millions de francs). »

(*) Pays d'Europe occidentale, Japon, Australie, Canada, Etats-Unis.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.R.S.S. AVEC LES PAYS OCCIDENTAUX

(millions de francs)

Principales exportations de l'U.R.S.S. vers les pays occidentaux			Principales importations de l'U.R.S.S. en provenance des pays occidentaux		
	1967	1968		1967	1968
Pétrole et produits pétroliers	2.320	2.590	Biens d'équipement	3.613	4.487
Bois, sciages, etc.	1.633	1.734	Produits chimiques	1.034	1.100
Matières premières et demi-produits textiles	624	574	Vêtements, bonneterie	643	714
Métaux non ferreux	468	600	Chaussures de cuir	298	357
Métaux ferreux (et articles)	554	489	Tôles	312	340
Charbon	573	499	Tubes	183	220
Minerais et concentrés métalliques	242	277	Papier	243	271
Fourrures	272	267	Cellulose	220	192
Produits chimiques	182	200	Fibres textiles artificielles et synthétiques	138	110
Engrais minéraux (et leurs matières premières)	262	227	Caoutchouc naturel	590	576
Céréales	155	184	Blé et farine	725	597
Biens d'équipement	277	286	Laine	183	246

EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS OCCIDENTAUX A DESTINATION DES PAYS DE L'EST

(En 1969, en millions de dollars)

PAYS DESTINATAIRES	PAYS FOURNISSEURS							
	Allemagne fédérale	France	Grande-Bretagne	Italie	Japon	Etats-Unis	Finlande	Belgique et Luxembourg
U.R.S.S.	406	264	233	288	269	106	276	52
R.D.A.	570	27	31	29	6	32	13	16
Pologne	157	81	132	90	14	53	32	24
Tchécoslovaquie	211	45	43	62	14	14	12	18
Hongrie	90	40	32	65	2	7	8	12
Roumanie	187	72	70	76	23	32	4	24
Bulgarie	63	25	12	50	12	5	1	5
Chine populaire	158	44	121	56	391	—	6	16
TOTAL	1.842	598	674	716	731	249	352	167

LES ETATS-UNIS NE SONT PAS PRES DE RATTRAPER LEUR RETARD

Les exportations des Etats-Unis à destination des pays socialistes ne représentent que 0,6% de l'ensemble des exportations américaines.

Loin de rattraper leur retard sur les autres pays occidentaux, les Etats-Unis sont en train de perdre du terrain. Selon les milieux spécialisés, cela est dû à une combinaison de facteurs géographiques, administratifs, financiers et psychologiques, qui ne disparaîtront pas avec la détente Est-Ouest. Une étude de la revue gouvernementale « International Commerce » évoquait la semaine dernière quelques-uns de ces obstacles :

- La législation des Etats-Unis exclut les pays communistes (à l'exception de la Pologne et de la Yougoslavie) du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

- Les exportations vers l'Europe de l'Est ne peuvent pas bénéficier des crédits ou de la garantie de la Banque d'export-import.

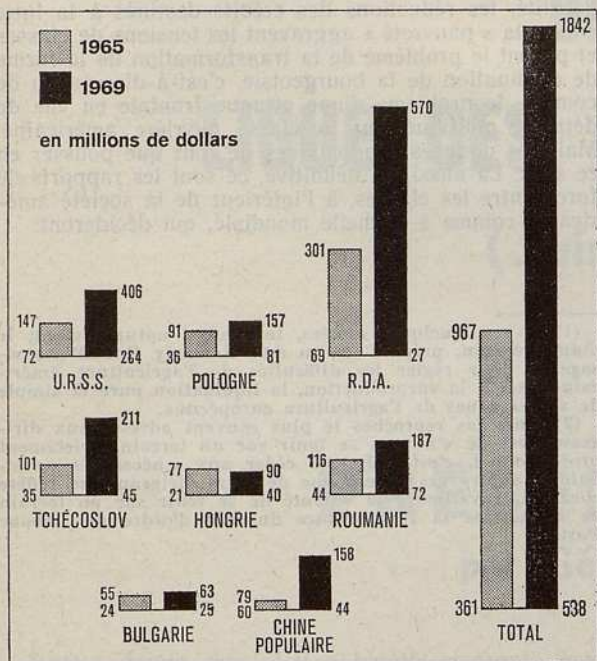
- L'Europe de l'Est manque de devises fortes et se laisse facilement décourager par la dépense supérieure qu'impliquent les achats faits aux Etats-Unis par rapport à ce que les mêmes produits coûtent dans les pays européens plus proches.

- Les hommes d'affaires américains se laissent plus facilement arrêter que leurs collègues européens par les

réglementations particulières à la bureaucratie socialiste et par la difficulté de négocier avec des entreprises d'Etat.

« International Commerce » oublié, en revanche, de mentionner un autre obstacle : malgré la libéralisation de la législation, les hommes d'affaires américains ne sont jamais sûrs que le gouvernement approuvera leurs projets de coopération avec un pays communiste, dès qu'ils portent sur des produits qui peuvent être considérés comme ayant une importance stratégique. L'opposition du Pentagone au projet de collaboration de Ford avec l'Union soviétique pour la production de camions lourds en est le plus récent exemple.

L'Allemagne augmente son avance



Les chiffres qui figurent au bas de chaque bâtonnet concernent les ventes françaises, ceux qui sont en haut, les ventes allemandes. L'écart absolu entre ventes allemandes et françaises est mesuré par la hauteur du bâtonnet.

Des études similaires avec les autres pays d'Europe de l'Est révéleraient une structure des échanges commerciaux de même nature. C'est dire que ces relations sont celles du type de pays sous-développés avec des pays hautement industrialisés où l'élément prédominant est en fin de compte le poids du marché mondial. Depuis les analyses de Trotsky, le rapport des forces ne s'est pas modifié. L'accord global entre l'impérialisme et la bureaucratie avec les divers accords commerciaux qui le compléteront, vont accentuer le poids et les possibilités de pression de l'impérialisme.

On sait, d'autre part, qu'à l'Est comme à l'Ouest, l'initiative dans la lutte des classes est revenue à la classe ouvrière. Aujourd'hui, cela se manifeste dans l'impasse où se trouvent la bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites prises entre la « nécessité » des réformes économiques, c'est-à-dire de la destruction des conquêtes ouvrières qui ont posé les premiers éléments de la construction du socialisme, et la résistance des travailleurs.

Les difficultés de la Pologne sont à cet égard significatives. Après avoir été à la tête des « innovations économiques », la bureaucratie polonaise marque aujourd'hui le pas. Elle est obligée, d'une part, d'essayer de se rapprocher, ou de limiter le décalage, d'avec la productivité des pays capitalistes industrialisés. Dans le cadre bureaucratique, cette productivité ne peut que signifier déqualification, chômage, destruction d'une partie de la classe ouvrière.

La montée des travailleurs en U.R.S.S. et à l'Est de l'Europe a freiné le processus en 1968-1969, et au premier semestre 1970, d'où les « mauvais » résultats sur le terrain économique et la dépendance accrue de la bureaucratie vis-à-vis de l'impérialisme. Il est évident que l'impérialisme allemand — en dépit des rivalités inter-impérialistes — agit, tant politiquement qu'économiquement, au compte de l'impérialisme mondial. Dans un premier temps, le renforcement de la pénétration capitaliste dans les pays de l'Est vise, outre l'élargissement du commerce, ce qui n'est pas négligeable, à faire progresser le processus de destruction des rapports économiques et sociaux nés de l'expropriation de la bourgeoisie.

Lorsque les économistes occidentaux posent le problème du développement des échanges, ils n'oublient jamais le problème de la solvabilité. Ils reprochent aux pays de l'Est et à l'U.R.S.S. de « vendre ce qu'ils produisent » au lieu de « produire en fonction des marchés des pays occidentaux ». Bref, ils cherchent à modeler les économies des pays de l'Est et de l'U.R.S.S. sur les besoins des pays occidentaux, à établir une « complémentarité » qui serait une subordination des pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme. C'est dire que, sur le terrain des aides économiques et des subventions et investissements, ils ne feront aucun cadeau à la bureaucratie. Aides, subventions et investissements seront sélectifs en fonction des besoins de l'impérialisme et autant de ses besoins politiques qu'économiques.

En même temps, compte tenu des rapports de force entre les classes, l'impérialisme comprend que ceci ne se fera pas en un jour et il est prêt, dans la mesure où il peut se le permettre, à être compréhensif envers la bureaucratie.

L'ECONOMIE AMERICAINE ET LA GUERRE

Lors du Cercle d'études marxistes de Paris du 24 janvier 1969 consacré au *Programme de transition, trente ans après*, le camarade Pierre Lambert déclarait : « Aujourd'hui, le moteur de l'économie capitaliste en déclin, ce sont les crédits militaires, une injection grandissante de crédits militaires dans l'économie. »

Aujourd'hui, les revues américaines et anglaises abondent en dénonciations de ce type, en ce qui concerne notamment la guerre du Vietnam. Divers économistes ont calculé le coût réel de cette guerre, ainsi que ses répercussions sur l'impérialisme le plus puissant. *The Economist*, dans un article du 21 février 1970, cite une étude du professeur Benjamin Cohen : « Depuis 1965, les dépenses de défense totales des Etats-Unis ont augmenté de 91 milliards de dollars. De ce total,

l'administration attribue 25 milliards à la guerre du Vietnam, et de nombreux experts pensent qu'elle a coûté beaucoup plus. M. Cohen, pour sa part, estime que le Vietnam est responsable de la totalité de l'augmentation des dépenses de défense et qu'il a occasionné d'ailleurs d'autres dépenses par ailleurs.»

Dans un article du *Times* du 13 juillet 1970, les prévisions concernant le budget militaire pour l'année fiscale 1971 se situent à 71,8 milliards de dollars. Artur Burns, président du Federal Reserve Board pense, quant à lui, que les crédits militaires réels de ce budget tournent autour de 106 milliards.

Il est nécessaire de bien comprendre que si ces chiffres montrent de façon irréfutable que la « prospérité » de l'économie américaine est fondée sur la guerre, il n'en reste pas moins que ce « développement » accentue le caractère parasitaire de l'économie capitaliste. C'est ainsi que le poids de la dette publique passée de 323 milliards de dollars à 373 milliards (l'accroissement étant entièrement dû aux dépenses de guerre du Vietnam, aussi bien les dépenses directes que les dépenses indirectes, constructions de supports logistiques, pensions aux anciens combattants, etc.) est un des moteurs principaux de l'inflation.

En même temps, une transformation s'opère du fait que l'administration du Pentagone, pour « planifier » ses besoins, est amenée à prendre en charge elle-même « les décisions qui incombent normalement aux dirigeants des entreprises, choix des produits, sources des capitaux, opérations internes concernant la firme ». Le même article souligne qu'une bonne part de la recherche fondamentale dans le domaine militaire n'est pas susceptible d'applications civiles. Il suffisait de penser aux armes bactériologiques pour le savoir déjà.

En même temps que cette guerre apporte du profit accru à toute une série de grandes entreprises, son

financement pèse sur les principales opérations fiscales et budgétaires, non seulement du gouvernement fédéral, mais encore de nombreux états, ceux qui sont censés bénéficier des crédits militaires, elle réduit « l'aide » aux pays sous-développés contribuant ainsi à détériorer les mécanismes financiers d'échange entre les pays sous-développés et l'impérialisme le plus puissant.

Les facteurs internes qui rendent cette économie de plus en plus rigide posent par eux-mêmes le problème du développement de cette économie d'armements, celui de sa permanence, c'est-à-dire, en fait, le passage de l'économie d'armements à l'économie de guerre. En même temps, le poids de l'inflation, l'aggravation de la fiscalité, les réductions des crédits destinés à la lutte contre la « pauvreté » aggravent les tensions de classes et posent le problème de la transformation de la forme de domination de la bourgeoisie, c'est-à-dire en fin de compte, le problème d'une attaque frontale en vue de détruire politiquement la classe ouvrière américaine. Mais les données économiques ne font que pousser en ce sens. Là aussi, en définitive, ce sont les rapports de force entre les classes, à l'intérieur de la société américaine comme à l'échelle mondiale, qui décideront.

(1) Il y a quelques années, tout aussi naturellement, le plan Freeman, préparé en vue du "Kennedy Round", envisageait, pour régler les difficultés de l'agriculture américaine dues à la surproduction, la liquidation pure et simple de vastes zones de l'agriculture européenne.

(2) L'un des reproches le plus souvent adressé aux dirigeants est de « ne pas se tenir sur un terrain strictement professionnel, c'est-à-dire de céder aux « nécessités nationales » au travers de critique de leurs dirigeants se reflète chez les travailleurs la volonté de se tenir sur un terrain de classe. De là l'importance du mot d'ordre du Labour Party.

UN DOCUMENT INDISPENSABLE...

"LES MILITANTS DE L'EUROPE DE L'EST ET LA IV^e INTERNATIONALE"

(Rapport, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, organisée, en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

"La Vérité" n° 459 - Prix : 7 F.

Juillet 1970

LE PREMIER CONGRES DE LA LIGUE DES COMMUNISTES (Juin 1847)

PRÉSENTATION par Gérard Bloch

Surtout depuis que, il y a bientôt quarante ans, l'ensemble des œuvres de Marx et d'Engels antérieures au **Manifeste communiste** est connu grâce à l'édition « MEGA » due à Riazanov et à ses collaborateurs, de très nombreuses études, livres ou articles de revue, ont décrit les phases successives d'élaboration du matérialisme historique par Marx et Engels. Presque toutes les études souffrent, peu ou prou, du même défaut : elles présentent cette élaboration comme s'accomplissant essentiellement dans le monde des idées, comme une trajectoire intellectuelle passant par des zones successives définies chacune par une œuvre littéraire : articles des **Annales franco-allemandes**, **Manuscrits de 44**, **Idéologie allemande**... Certes, la plupart, au moins de celles qui ont quelque valeur, montrent bien que cette trajectoire intellectuelle ne s'accomplit pas dans un espace vide, mais dans des conditions intellectuelles, politiques, sociales, historiques déterminées. Elles énumèrent, quelquefois (comme par exemple les ouvrages de Cornu) avec un grand luxe de détails et de renseignements en eux-mêmes utiles, l'ensemble de ces données, de ces circonstances.

Mais tout cela n'est qu'un cadre ou, au mieux, des conditions d'un phénomène qui leur reste essentiellement hétérogène, et qui demeure, en dépit de toutes les précautions oratoires et de toutes les réserves de style, un phénomène de pensée : de l'idéalisme au matérialisme, de la démocratie au communisme, évolution qui va d'une position intellectuelle à une autre ; la dimension décisive de l'action, de l'unité de la théorie et de la pratique — de la lutte pour cette unité, c'est-à-dire de **l'organisation**, disparaît complètement, noyée sous le tombereau de fleurs que lui jettent les auteurs, toujours prêts à reconnaître « théoriquement » l'unité de la théorie et de la pratique — pour mieux l'élever au rang d'une abstraction vide, et la faire ainsi disparaître de leur analyse.

Il y a à ce manque deux raisons principales. En premier lieu, la très grande majorité des auteurs que nous visons ne participent pas eux-mêmes à la lutte pour la révolution prolétarienne, c'est-à-dire pour l'organisation de l'avant-garde prolétarienne sur la base du programme scientifique élaboré par Marx et Engels ; ils ne peuvent donc comprendre l'essence

du combat de ceux-ci, il leur faut même la nier pour se justifier eux-mêmes, et faire de Marx tantôt un philosophe, tantôt un savant ou les deux, selon leur position idéologique particulière. Il leur faut en tout cas et à tout prix faire disparaître de l'œuvre des fondateurs du mouvement de classe du prolétariat, ce qui, dans chacun de leurs écrits, du moins à partir de 1844, en est le sens le plus profond, la raison d'être, la logique interne : la lutte pour l'organisation de classe du prolétariat. La faire disparaître consiste d'ailleurs le plus souvent à en faire une catégorie abstraite, prise à part, figée et séparée de l'ensemble.

D'où une accumulation de faux problèmes, dont les plus caricaturaux sont, peut-être, ceux soulevés par l'école d'Althusser, qui a été jusqu'à forger une formule spéciale, celle de la « pratique théorique », pour justifier sa tentative particulière de castration du marxisme — après quoi l'on peut bien discuter sans fin de la fameuse « coupure épistémologique », dont l'intérêt est évidemment brûlant : à partir de quelle date un texte de Marx est-il « orthodoxe » ? jusqu'à quand, pour les bureaucrates, sent-il le fagot ?

Le livre le plus marquant consacré à Marx qui échappe à cette critique, c'est évidemment la grande biographie de Marx publiée en 1918 par Franz Mehring. Lui-même combattant de la révolution prolétarienne, Mehring a écrit cette biographie comme un élément du combat de Spartacus contre la droite social-chauvine et le centre dirigé par Kautsky avec ses prétentions à l'orthodoxie marxiste, du combat qui allait déboucher quelques mois plus tard sur la fondation du Parti communiste allemand et l'adhésion à l'Internationale communiste. Mehring comprenait parfaitement que Marx était avant tout un révolutionnaire. Il montre comment celui-ci, dès sa thèse de doctorat écrite en 1841, ne préférait le matérialisme d'Epicure à celui de Démocrite que parce qu'il voyait dans le premier un « principe d'action » dont, trois ans plus tard, dans les « Thèses sur Feuerbach », Marx soulignera que l'absence constitue « le principal défaut de tout le matérialisme antérieur ». A peine sa thèse terminée, et la réaction qui se développe en Prusse ayant fermé pour lui toute perspective d'une fonction universitaire, Marx sautera sur l'occasion qui lui est offerte d'entrer dans l'arène du combat politique en prenant la direction de la **Gazette rhénane**, quotidien démocrate dont il fera le principal organe de l'opposition à la monarchie prussienne jusqu'à sa suppression, au printemps 1843. A bon droit, Mehring attache autant d'importance à cette activité de Marx (qui l'amènera à se poser le problème du communisme comme problème central et aussi, d'ailleurs, à organiser un premier cercle de discussion à Cologne) qu'aux articles des **Annales franco-allemandes**. Et c'est en sortant de cette expérience que Marx écrira que, comme ce fut le cas lors de la Renaissance, notre époque aussi verra la phalange des passionnés de l'étude de la nature trouver son complément dans une phalange des passionnés de la politique.

C'est cette compréhension profonde de l'essence de l'œuvre, du combat de Marx, qui fait des premiers chapitres du livre de Mehring une description plus valable et plus satisfaisante que tout autre ouvrage existant à ce jour des développements qui ont abouti au **Manifeste communiste** — même si son auteur, à la date où il écrivait, n'a pu connaître ni les **Manuscrits de 44**, ni, pour l'essentiel, l'**Idéologie allemande**, ni bien d'autres textes.

Toutefois, sur la période la plus importante de la lutte de Marx et d'Engels, celle qui, poursuivie **sous une forme organisée** à partir de 1845-1846, aboutira, au deuxième congrès de la Ligue des communistes (décembre 1847) à l'adoption intégrale du matérialisme historique comme base programmatique que concrétisera le **Manifeste** et au rassemblement dans le cadre organisé de la Ligue, non seulement de l'avant-garde du prolétariat allemand, mais même de l'embryon d'une Internationale — Mehring n'a pu apporter d'éclaircissements suffisants, faute de documents dont la plupart lui étaient inconnus.

Sur cette période, probablement la plus riche d'enseignements pour notre combat actuel, un certain nombre de documents d'une extrême importance ont été retrouvés et publiés en Allemagne l'année dernière par l'historien Bert Andréas, l'homme qui, depuis que les épurations stalinienne sont venues mettre fin à l'activité de Riazanov et disperser l'équipe qu'il avait constituée, a le plus contribué, par les textes qu'il a retrouvés et publiés, à la connaissance exacte de l'œuvre et de l'action de Marx et d'Engels. Il s'agit des documents du premier congrès de la Ligue des communistes (juin 1847) : adresse du congrès à la Ligue, projet de statuts, projet de programme, et du rapport trimestriel du Bureau central de la Ligue de septembre 1847.

Les problèmes auxquels ont à faire face à l'heure actuelle les militants qui, regroupés autour du Comité International, ont pour tâche de reconstruire la IV^e Internationale, sont d'une telle nature, d'une telle complexité qu'ils doivent nécessairement, pour les aborder efficacement, enrichir leur arsenal de toute la tradition du mouvement ouvrier et de son avant-garde marxiste. Ces mêmes problèmes de la construction du parti de classe du prolétariat — c'est-à-dire de l'Internationale — sur la base d'un programme qui reflète la mission et les objectifs historiques de cette classe, ont été abordés pour la première fois par la Ligue des communistes en 1847. Publier ces documents, à ce jour inédits en français (et qui, même à l'échelle internationale, ne sont encore connus que d'un cercle étroit de spécialistes), rentre entièrement dans la fonction de « La Vérité », organe de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Nous les publions intégralement — non seulement à cause de leur caractère historique, mais parce que en couper telle ou telle partie spécialement « faible », entachée d'utopisme, de moralisme, etc., serait rendre impossible la compréhension de la place qu'ils ont

occupée dans une lutte politique dont ils reflètent un certain stade.

En tirer tous les enseignements qu'ils comportent serait écrire un commentaire aussi long que les textes eux-mêmes, ou davantage. Nous n'avons pas voulu le faire, ici, ne serait-ce que pour ne pas, dans le cadre limité des pages de cette revue, en retarder trop la publication. Pour bien discerner, par contre, que les problèmes qu'ont eu à affronter ces militants communistes il y a cent vingt-trois ans et ceux auxquels nous avons à faire face sont fondamentalement les mêmes, il importe d'être en mesure de « décapiter », en quelque sorte, les textes qu'on va lire de leurs éléments conjoncturels, anecdotiques — donc de les situer historiquement. C'est à quoi se proposent de servir les lignes qui suivent (1).

*
**

A la suite de la répression exercée par les princes allemands, avec la Prusse en tête et sous l'égide de la Sainte-Alliance, répression qui avait redoublé après la révolution de juillet 1830 et ses répercussions en Allemagne, une très nombreuse émigration allemande, tant petite-bourgeoise que surtout composée d'artisans et d'ouvriers, s'était constituée, surtout en France et en Suisse, puis en Angleterre.

C'est au sein de cette émigration qu'est née à Paris, en 1836, d'une scission de la Ligue des proscrits, organisation démocratique de type conspiratif, la Ligue des justes. Au slogan de la Ligue des proscrits, « Égalité et solidarité des hommes et des peuples », la nouvelle Ligue, composée de compagnons artisans et d'ouvriers (qui constituaient en fait la majorité, surtout à Paris, de l'ancienne organisation) substitua bientôt le mot d'ordre « Tous les hommes sont des frères ». Le changement de la composition sociale de l'organisation et l'élimination des dirigeants démocrates petits-bourgeois aboutit à l'adoption, en

(1) Il nous faut nous contenter de mentionner ici une autre publication importante : celle, par l'« Institut du marxisme-léninisme » de Berlin-Est, d'un volume de 1.200 pages de Documents et matériaux de la Ligue des communistes, tome I, 1836-1849. Ce volume — bien que parfois critiquable quant au choix de textes, aux coupures qui y sont opérées, etc. — constitue un recueil très riche de textes, pour une part inédits, pour d'autres, épars dans diverses revues ou publications allemandes ou russes difficilement accessibles, et jette une lumière nouvelle sur d'autres aspects de l'histoire du mouvement communiste de l'époque — notamment sur l'activité des Comités de correspondance communistes fondés par Marx et Engels au début de 1846, ou encore sur celle de la Ligue des communistes en 1848-1849 pendant la révolution, et les positions politiques qui s'y sont heurtées. Quitte à y revenir ultérieurement, nous nous contentons ici d'indiquer que, contrairement à ce qu'écrivent Nicolaiévsky et Menchen-Haelfen dans leur biographie de Marx (ouvrage qui fourmille d'erreurs qui ne sont pas toutes de détail, ce pour quoi sans doute l'ineffable M. Rubel y a vu « le dernier mot de la science », et est, en outre largement déformé par l'hostilité fanatique des auteurs à la théorie de la révolution permanente), Marx n'a jamais procédé en 1848 à la dissolution de la Ligue...

1838, de nouveaux statuts remarquablement démocratiques pour une organisation qui conservait cependant un caractère de société secrète par principe : toutes les directions à tous les niveaux étaient rééligibles chaque année et révocables à tout moment, et tous les membres avaient le droit de faire des propositions de toute sorte, y compris de changements des statuts, que le Bureau central devait alors soumettre à la discussion de l'organisation tout entière.

Le Bureau central qui résidait à Paris comptait notamment parmi ses membres Carl Schapper — ancien militant de l'organisation nationale-démocratique des étudiants allemands, la Burschenschaft, qu'avait écrasée la répression des princes allemands (Schapper travaillait désormais comme typographe), le tailleur Weissenbach, le menuisier Hoffmann et, à partir de son arrivée à Paris en 1838, le tailleur Weitling, qui rédigea le document programmatique de la Ligue, *L'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être*, dans lequel il déclarait : « La communauté des biens est le salut de l'humanité et fera de la terre un paradis. » Dans le livre de Weitling paru en 1842, et qui n'était qu'une extension de ce précédent texte, *Les garanties de l'harmonie et de la liberté*, Marx devait saluer un peu plus tard « les brillants débuts des ouvriers allemands sur la scène politique », qui démontraient que le « prolétariat allemand serait le théoricien du prolétariat européen ».

Un trait saillant de la Ligue — qui se reflète encore dans les documents de 1847 — est qu'un grand nombre de ses membres étaient des compagnons qui changeaient fréquemment de résidence, servant ainsi d'émissaires à la Ligue et créant dans diverses villes des organisations de base (« communes ») plus ou moins éphémères, cependant que dans les grands centres, Paris, Londres, Genève notamment, elle établissait des communes plus stables. Sa vitalité fut démontrée en 1839 lorsque, en dépit de sa participation en avril au putsch organisé par la Société des saisons de Blanqui, et de la répression qui s'ensuivit, notamment de l'arrestation de dirigeants comme Schapper, le Bureau central, sous la nouvelle impulsion de Weitling, continuera son activité et rétablira rapidement ses liaisons avec l'ensemble de l'organisation.

Cependant la Ligue commença à prendre des orientations différentes dans les trois principaux pays où elle avait des forces. En France, où résidait toujours le Bureau central, elle était influencée par les théories utopistes des fouriéristes et de Cabet. En Suisse, où Weitling était parti au printemps 1841, il développa une agitation très large mais, dans ce pays dont l'industrie était encore peu développée et où la Ligue était presque exclusivement composée d'artisans, il aggrava le caractère de secte semi-religieuse de l'organisation et de « système » de sa doctrine.

En Angleterre au contraire, où Schapper s'était rendu après sa sortie de prison et avait constitué la

Ligue avec l'horloger Joseph Moll, existait l'industrie la plus avancée de l'époque et un prolétariat industriel qui menait une lutte active et possédait une organisation de classe avec le mouvement chartiste. La présence de réfugiés politiques de la plupart des pays d'Europe, et l'existence des libertés de réunions et d'association favorisait la discussion politique et l'élaboration d'un nouveau programme.

*
**

Il faut insister ici sur une méthode de travail employée par la Ligue dès sa fondation et d'une importance majeure (elle n'était d'ailleurs pas propre à la Ligue, et on la retrouve notamment dans le mouvement ouvrier anglais des années 1830 sous une forme un peu différente) : la Ligue tendait constamment à créer autour d'elle un véritable faisceau d'organisations plus larges dont elle constituait le noyau dirigeant et qui lui servaient de terrain de développement de son influence, d'école et de milieu de recrutement. C'était d'abord, et partout où s'implantèrent solidement des « communes » clandestines de la Ligue, des « Associations d'éducation pour les ouvriers » légales, et combinant des réunions de « divertissement » où les travailleurs amenaient leurs familles et des réunions de discussion, cercles d'études, etc. Ce fut en outre, dans le cadre propice de Londres — où l'Association d'éducation des ouvriers fondée dès février 1840 et qui attira bientôt des ouvriers de diverses nationalités devait subsister sous des noms divers pendant plusieurs décennies et refléter tous les tournants du mouvement ouvrier — la « Société démocratique allemande », également publique.

Plusieurs membres dirigeants de la Ligue (et de l'Association d'éducation — les frontières entre l'organisation clandestine et son extension légale étant d'ailleurs naturellement beaucoup moins rigides à Londres qu'ailleurs) appartenaient en outre à la **Société démocratique française**. Et lorsque Weitling, expulsé de Suisse, arriva à Londres en août 1844, Schapper organisa pour le recevoir une première grande manifestation internationale rassemblant avec les Allemands des communistes français et des socialistes anglais (owenistes). Le même Schapper fonda en octobre 1844 avec le Polonais Oborski et le dirigeant chartiste modéré Lovett l'association des « Amis démocratiques de tous les pays » à laquelle appartinrent, outre des réfugiés français, italiens et polonais, un certain nombre d'Anglais. Enfin, en septembre 1845 se tint à Londres une manifestation d'anniversaire de la fondation de la première république française (22 septembre 1792) qui rassembla plus de mille personnes, Anglais, Français, Allemands, Italiens, Espagnols, Polonais, Suisses, et même un représentant de la Hongrie et un de la Turquie. Le principal organisateur en était le dirigeant de l'aile révolutionnaire du chartisme, Julian Harney, qui, à l'issue de cette réunion, constitua, avec les émigrés

révolutionnaires des divers pays, l'organisation des « Démocrates fraternels » dans la direction de laquelle entrèrent Schapper et Moll.

Marx et Engels, qui avaient passé quelques semaines en Angleterre et étaient repartis pour Bruxelles au début de septembre, avaient participé à la préparation du meeting du 22 septembre, dont Engels devait rendre compte dans une revue allemande en écrivant notamment :

« La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme. Une autre démocratie ne peut plus exister aujourd'hui que dans les têtes de visionnaires théoriques, qui ne se soucient pas des événements réels... La démocratie est devenue un principe des masses. » (2)

Car, indépendamment l'un de l'autre et par des voies différentes, Marx et Engels étaient arrivés aux mêmes conclusions générales dès le début de 1844, comme en attestent leurs articles des **Annales franco-allemandes**. Le 31 juillet 1844, Marx écrivait à propos de l'insurrection des tisserands de Silésie que l'Allemagne ne pouvait désormais « trouver que dans le prolétariat l'élément actif de sa libération ». Engels, dans son livre **La situation des classes laborieuses en Angleterre**, fruit de son étroite fréquentation du mouvement chartiste, aboutissait aux mêmes conclusions sur la mission historique du prolétariat. Et, au cours de l'année 1845, élaborant les fondements du matérialisme historique dans **L'idéologie allemande**, ils parvenaient à « l'accord avec eux-mêmes ». Leur intervention organisée pour rassembler l'avant-garde prolétarienne sur la base scientifique de la « nouvelle théorie » commençait en même temps.

La discussion qui se déroula chez les communistes allemands de Londres au cours de l'année 1845 (les procès-verbaux de l'Association d'éducation ouvrière qui ont été partiellement conservés permettent d'en connaître le déroulement) et opposa les principaux dirigeants londoniens de la Ligue : Schapper, le cordonnier Bauer, etc. à Weitling montre que les positions développées par Marx et Engels étaient connues de Schapper et de son groupe et les influençaient. Ils se prononcèrent contre les projets de colonie communiste de Cabet ; aux tendances putschistes traditionnelles dans la Ligue, ils opposèrent la perspective d'une longue période de préparation propagandiste et organisationnelle de la révolution, et soulignèrent l'importance des libertés démocratiques pour l'organisation des travailleurs ; ils recherchèrent enfin, en tâtonnant, les conditions d'une analyse scientifique de la société et des buts du mouvement ouvrier. Schapper déclare

(2) Ce texte — qui, même s'il est un raccourci trop succinct, éclaire le sens de la participation de Marx et d'Engels à diverses sociétés démocratiques pendant cette période — appellerait de nombreux commentaires dont nous nous abstenons, nous contentant de le dédier aux partisans de la « démocratie avancée », qui ont eu le cynisme d'éditer sous le titre général *La révolution démocratique-bourgeoise en Allemagne* trois œuvres d'Engels dont l'unité est précisément constituée par la claire perspective de la révolution permanente.

contre Weitling « qu'on ne peut avancer qu'avec la science » et y revient à plusieurs reprises, soulignant (il songeait surtout ici à Feuerbach) que « depuis 1842, les philosophes commencent à se prononcer pour le communisme ». L'un des résultats de cette discussion sera de mettre fin au rôle dirigeant de Weitling dans la Ligue des justes, et de rendre beaucoup plus conscients les militants londoniens de la nécessité d'un nouveau programme scientifiquement fondé.

C'est alors, au début de 1846, que Marx et Engels fondèrent à Bruxelles le Comité de correspondance communiste, dont l'ensemble des documents actuellement publiés, s'il est encore très lacunaire, permet néanmoins de se faire une idée plus précise. Il s'agissait de donner le cadre organisé indispensable à la discussion programmatique fondamentale qui s'imposait pour sortir de l'ornière les organisations communistes allemandes — et françaises, d'où la fameuse lettre à Proudhon l'invitant à participer au réseau de ces comités — et les reconstruire sur la base de la nouvelle théorie scientifique qu'ils possédaient désormais.

Il faut à cet égard dissiper une équivoque. La seule source pour l'histoire de la Ligue des communistes a longtemps été la courte préface d'Engels, écrite près de quarante ans plus tard, à la réédition du livre de Marx sur le procès des communistes de Cologne. Écrivant sans autres documents que ceux rassemblés dans le livre du policier Stieber après la répression de 1852, se fiant presque exclusivement à sa mémoire, Engels y a commis, comme il était inévitable, un certain nombre d'erreurs de faits. Mais s'il n'a pas mis l'accent sur l'aspect d'organisation de l'activité déployée à ce moment par Marx et lui, c'est tout simplement parce que cela allait de soi à l'époque. Personne ne concevait alors le mouvement ouvrier autrement qu'organisé. Le faisceau d'organisations dont la Ligue était le noyau en témoigne suffisamment. Et Engels, tout naturellement — comme d'ailleurs Marx dans le court passage de *Herr Vogt* qu'il consacrera en 1860 à leur activité de cette époque — met l'accent sur la polémique contre le reliquat d'utopisme moralisant de la Ligue, contre leur conception de l'organisation secrète, « conspirative » par principe, et pour l'organisation de classe du prolétariat, nécessairement publique, clandestine seulement dans la mesure où la répression policière l'y oblige, utilisant toutes les ressources de la légalité bourgeoise pour s'abriter.

Aussi, si Riazanov a raison de souligner cet aspect organisationnel fondamental de l'activité déployée par Marx et Engels, il est absurde de conclure, comme il le fait dans ses conférences éditées sous le titre *Marx et Engels*, des lacunes de l'exposé d'Engels à cet égard que celui-ci n'a pas participé à cette activité organisationnelle qui aurait été le fait du seul Marx. Le premier document qui témoigne de l'activité du Comité de correspondance de Bruxelles n'est autre qu'une lettre du 30 mars 1846 de Harney à Engels,

répondant — favorablement — à une lettre d'Engels qui lui demandait de constituer un Comité de correspondance à Londres !

C'est d'ailleurs le Comité de Bruxelles qui enverra Engels à Paris en août 1846 pour qu'il y intervienne dans la discussion en cours dans les rangs communistes, et Engels distinguera soigneusement, dans sa correspondance avec Marx, les lettres personnelles des « lettres au Comité ».

Il ne nous est pas possible de suivre le développement du réseau des comités de correspondance, auquel, à Bruxelles, était associé un bureau de presse (dans lequel travaillait Wilhelm Wolff — « Lupus » —, qui venait d'arriver d'Allemagne), réseau qui étendit ses liaisons à plusieurs villes allemandes, et aboutit à la formation d'organisations du moins en Silésie, et en Westphalie avec le géomètre Weydemey.

À Londres, les dirigeants chartistes Harney et Ernest Jones, et, à partir de juin 1846, les trois principaux dirigeants de la Ligue, Schapper, Bauer et Moll — ceux-ci ouvrant la perspective d'une organisation internationale des communistes — constituèrent un Comité de correspondance communiste. À Paris, c'est seulement après l'arrivée d'Engels que les choses se remirent en branle — le document n° 1 que nous publions expose clairement la tactique suivie par ce dernier.

Il ne nous est pas possible non plus de retracer le développement, mieux connu — notamment la fameuse séance du 30 mars 1846 du Comité de Bruxelles marquant la rupture de Marx avec Weitling — de la discussion politique au cours de cette année 1846, marquée par la polémique de Marx et d'Engels contre les « vrais » socialistes, dont la doctrine moralisante n'était que l'expression de l'adaptation à l'ordre établi, et par l'édition, dans le cadre des comités de correspondance, d'une série de circulaires lithographiées, dont une seule a été retrouvée à ce jour — la circulaire contre Hermann Kriege, qui prêchait à New York le communisme fondé sur la religion de l'amour, tout en s'efforçant d'obtenir le soutien de millionnaires yankees ; cette circulaire ne manquait d'ailleurs pas d'égratigner au passage la Ligue des justes et ses positions confuses.

Cependant, à la suite de l'arrestation à Berlin de membres de la Ligue dont certains avaient trop parlé, plusieurs communistes parisiens, déjà victimes de la répression à la suite de manifestations ouvrières à Paris contre le renchérissement du pain, se virent menacés d'expulsion en novembre 1846. L'organisation parisienne de la Ligue, qui constituait toujours le Bureau central, décida alors de remettre la direction du mouvement à son organisation londonienne.

Celle-ci n'avait cessé de se renforcer, contrôlant maintenant deux Associations d'éducation avec plus de 500 membres, dont de nombreux étrangers, Français et Scandinaves notamment. Le nouveau Bureau central annonça le même mois dans une adresse à la Ligue la convocation d'un congrès, défini comme pré-

paratoire à un congrès communiste général et international prévu pour l'année suivante.

Le but de ce congrès de la Ligue serait d'élaborer un « catéchisme communiste simple, qui puisse servir de guide à tout le monde ». Trois questions devaient en particulier être réglées : celles des rapports avec les groupes radicaux bourgeois ; celle des rapports des communistes et de la religion ; celle enfin de l'union des partis socialiste et communiste.

Sans doute parce qu'il souhaitait rassembler ses propres forces avant l'union avec les Bruxellois qu'il sentait inévitable, le Bureau central n'avait pas averti ces derniers — qui, il est vrai, n'appartenaient pas à la Ligue — de la convocation de ce congrès. La tension qui en résulta fut dissipée lorsque, à la fin de janvier 1847, Joseph Moll, membre du Bureau central de la Ligue, arriva à Bruxelles avec un plein pouvoir du Comité de correspondance de Londres — et en fait du Bureau central de la Ligue — pour négocier avec les Bruxellois (et avec Engels à Paris). On ne connaît pas le détail de l'accord conclu à ce moment, qui aboutit à l'adhésion de Marx, d'Engels et de Wolff à la Ligue et à la transformation du Comité de correspondance communiste de Bruxelles en commune de la Ligue. Dans une seconde adresse (février 1847) du Bureau central à la Ligue, celui-ci donnait le mouvement chartiste en exemple aux communistes, qui avaient pour tâche de s'organiser en parti prolétarien indépendant, et soulignait l'importance du nouveau programme à adopter.

La critique de Proudhon, **Misère de la philosophie**, que Marx termine au début d'avril 1847, apparaît ainsi — comme en témoigne d'ailleurs le document V ci-dessous — comme un document programmatique écrit en vue du congrès qui se tient du 2 au 9 juin 1847 (même s'il n'est sorti des presses que le mois suivant).

*
**

Il reste à dire quelques mots des documents eux-mêmes. Il s'agit de circulaires dont les exemplaires retrouvés sont ceux adressés au responsable de la Ligue à Hambourg, le menuisier J.-F. Martens, qui se trouvaient dans le legs des papiers provenant de celui-ci fait par ses héritiers à la bibliothèque de l'université de Hambourg en 1911.

Contrairement à ce qu'affirmait Engels de mémoire dans sa préface de 1885, ces documents montrent que ce n'est pas au premier congrès de la Ligue que la « nouvelle théorie » — le matérialisme historique — a été intégralement acceptée par la Ligue, mais seulement au deuxième congrès, ce qui explique

mieux que la discussion y ait duré dix jours, du 29 novembre au 8 décembre. Les documents du premier congrès constituent une étape intermédiaire et reflètent le compromis conclu à cette occasion par Engels et W. Wolff (Marx ne participa qu'au deuxième congrès). Cette situation est notamment reflétée par l'article 1 du projet de statuts (document II) : « La Ligue a pour objet l'émancipation des hommes de leur esclavage par la diffusion de la théorie de la communauté des biens et l'introduction pratique le plus tôt possible de celle-ci », alors que dans les statuts définitifs adoptés le 8 décembre l'article 1 dira : « Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de l'ancienne société reposant sur la contradiction des classes et la fondation d'une nouvelle société sans classe et sans propriété privée ». Toute une série d'autres traits des statuts et du « projet de catéchisme » (document III) montrent également que Schapper et ses amis s'obstinaient encore à cette date à maintenir un certain nombre de points de vue utopiques, moralisants et confus que les six mois de discussion ultérieure — dont le document V donne une certaine idée — élimineront peu à peu.

Le document III constitue ainsi le premier avant-projet du **Manifeste communiste**, dont le projet de catéchisme rédigé à Paris fin octobre - début novembre par Engels (et publié ultérieurement sous le titre **Principes du communiste**) représente une étape ultérieure, qui en reprendra d'ailleurs une partie (notamment les questions 7 à 11 et 14 à 20), en éliminant complètement les questions 1 à 6.

Relevons enfin que, dans le projet de statuts (document II) daté du 9 janvier 1847, figure la devise « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », alors que l'on croyait qu'elle n'avait été imprimée pour la première fois que sur le numéro d'essai de la **Revue communiste** parue en septembre de la même année. Elle date en fait du premier congrès de la Ligue et a été adoptée en même temps que le changement de nom de la Ligue. L'auteur en est donc très vraisemblablement Engels.

Comme dit plus haut, nous renonçons à faire ici une analyse politique détaillée des textes, des problèmes qui s'y reflètent et de la manière dont ils ont été résolus ou abordés à cette date. Outre qu'elle allongerait démesurément cette présentation, une telle analyse aurait le défaut de s'adresser à des lecteurs qui n'auraient pas encore les textes eux-mêmes sous les yeux. Nous nous réservons d'y revenir par la suite, comme aux leçons politiques qui découlent des autres phases de l'histoire de la Ligue, telle que l'ensemble des documents récemment publiés l'éclaire.



Document I

RAPPORT SUR LE PREMIER CONGRÈS DE LA LIGUE DES COMMUNISTES (Londres, 2-9 Juin 1847) (1)

LE CONGRÈS A LA LIGUE A HAMBOURG (2)

Chers frères,

Le premier congrès de la Ligue, qui avait été convoqué en février dernier par le bureau central (3) et s'est ouvert le 2 juin ici à Londres, a terminé ses délibérations. Compte tenu de la situation d'ensemble de notre Ligue, ses séances n'ont pu être publiques.

Mais il nous appartient, à nous participants au congrès, de lui donner après coup ce caractère public au moins en vous donnant un aperçu de nos débats.

Cela est d'autant plus nécessaire que le bureau central sortant nous a rendu compte de son activité, et qu'il nous appartient donc de vous déclarer comment le congrès a été satisfait de ce compte rendu de mandat. Il nous faut en outre le faire parce que nous avons ajouté aux nouveaux statuts un article qui soumet toutes les résolutions du congrès ayant force de loi à la ratification des communes (4) individuelles ; au moins pour cette partie de nos résolutions, il nous faut donc, pour un double motif, vous donner les raisons qui nous ont amenés à les adopter.

Après la vérification des pouvoirs des délégués, le bureau central sortant a présenté un rapport au congrès sur sa gestion et sur l'état de la Ligue. Les délégués se sont déclarés pleinement satisfaits de la manière dont le bureau central a représenté les intérêts de la Ligue et a commencé à la réorganiser. On en a terminé ainsi avec ce point. Nous empruntons le bref aperçu qui suit au rapport du bureau central et aux lettres originales soumises au congrès.

C'est à Londres que notre Ligue est la plus forte. La liberté d'association et de parole facilite énormément la propagande et donne l'occasion aux nombreux membres de mérite de faire valoir leur caractère et leurs talents au mieux des intérêts de la Ligue et de la cause. La Ligue utilise à cette fin l'« Association allemande d'éducation pour les ouvriers », ainsi que la filiale de Whitechapel de cette organisation. Les membres de la Ligue participent en outre : aux « Démocrates fraternels », à l'association communiste française de discussion (5), etc.

L'ancien bureau central de Paris a compris combien la Ligue de Londres serait mieux en mesure que lui-même d'assumer la direction centrale des affaires de la Ligue. La sécurité de tous les documents et des membres du bureau central lui-même n'est nulle part aussi grande qu'ici. Le congrès a eu durant ses débats assez d'occasion de voir que les communes de Londres comptent un nombre suffisant d'éléments de valeur, auxquels on pouvait confier le pouvoir exécutif de la Ligue. Il a donc décidé que le bureau central resterait à Londres.

A Paris, la Ligue avait beaucoup baissé au cours de ces dernières années. Les membres des bureaux de cercles (6) et du bureau central ne s'occupaient depuis longue date que de querelles de forme et de violations supposées des statuts, au lieu de gérer les affaires de la Ligue tout entière ou de leurs cercles. Dans les communes, on débattait également de sujets mesquins de cette nature qui prenaient du temps, étaient superflus et provoquaient des scissions. Dans le meilleur des cas, on discutait des vieilles questions qui avaient été constamment débattues, jusqu'à satiété,

(1) Le texte (impression lithographique d'un manuscrit) comporte neuf pages numérotées ; les pages 1 à 4 et 8-9 sont de l'écriture de Wilhelm Wolff, les pages 5 à 7 de celle de J. Moll. Au verso de la page 9 figure le document IV.

(2) Les deux mots « à Hambourg » ont été ajoutés de la main de J. Moll (autrement dit le rapport a d'abord été lithographié en un nombre d'exemplaires correspondant aux groupes — « communes » — destinataires, puis ventilé à chacune d'elles).

(3) Le texte allemand dit « Centralbehörde » (Halle) — littéralement « autorité centrale » (Halle), c'est-à-dire qu'il emploie, pour désigner la direction de la Ligue, le nouveau terme « autorité centrale », tel qu'il figure dans le projet de statuts (documents II) adopté par le congrès, avec l'ancien (celui employé dans les statuts antérieurs de la Ligue des justes) entre parenthèses. Dans la suite, les deux termes sont employés plus ou moins indifféremment, le second plus souvent pour la direction d'avant le congrès, le premier pour celle d'après le congrès. Nous avons mis toujours en français « bureau central », de préférence à « comité central », dont la résonance actuelle correspond à une organisation fonctionnant selon les règles du centralisme démocratique. Or, si la Ligue évoluait vers cette forme d'organisation, elle n'y avait pas pleinement accédé même après son premier congrès, comme on le verra dans le projet de statuts, document III. Une organisation ne peut, on le sait de reste, avoir le centralisme démocratique comme structure d'organisation que si elle est fondée sur le matérialisme historique, sur le programme du communisme scientifique. Ce sera le cas de la Ligue après son deuxième congrès de décembre 1847, et ses nouveaux statuts seront alors effectivement conformes, avec des modalités spécifiques correspondant aux circonstances de l'époque, aux principes du centralisme démocratique.

(4) « Communes » : nom des organismes de base de la Ligue. Cet article 21 du projet de statuts fera naturellement l'objet d'une critique de Marx (voir ci-dessous document V).

(5) Sur ces diverses organisations, voir la *Présentation*.

(6) Le texte emploie ici le terme de « Gau », conforme aux anciens statuts de la Ligue des justes, pour désigner l'organisation rassemblant un certain nombre de « communes » et sa direction (« Gaustand »). Dans les nouveaux statuts (voir document II), cet organisme s'appellera « Kreis » (littéralement « cercle ») et sa direction « Kreisbehörde » (littéralement « autorité de cercle »). Nous avons traduit dans tous les cas par « cercle » et « bureau de cercle ». Le présent document explique d'ailleurs pourquoi ces termes ont été changés. Voir ci-dessous.

depuis les « garanties » (7) de Weitling. Dans la Ligue de Paris elle-même ne se manifestait pas le moindre progrès, ni la moindre participation au développement des principes et au mouvement du prolétariat, comme c'était le cas dans d'autres localités de la Ligue, et *en dehors de la Ligue*. Le résultat, ce fut que tous ceux qui n'étaient pas satisfaits par ce qui leur était offert dans la Ligue allèrent chercher en dehors de la Ligue de nouvelles lumières. Ce besoin de clarification fut mis à profit par un chevalier d'industrie littéraire et exploiteur des ouvriers, le littérateur allemand Karl Grün (8). Ce personnage avait adhéré au communisme quand il eut noté que l'on pouvait gagner de l'argent avec des écrits communistes. Il s'aperçut au bout de quelques temps qu'il était dangereux de continuer à se déclarer communiste et prit pour occasion de sa retraite le nouveau livre de Proudhon sur les contradictions de l'économie politique (9), qu'il traduisit en allemand. Les thèses sur l'économie soutenues dans ce livre, autrement tout à fait insignifiant, servirent de base à Grün pour des conférences qu'il tint à Paris devant des membres de la Ligue. Ces conférences furent suivies par deux sortes de gens : 1° les uns, à qui le communisme en tant que tel était déjà devenu à charge ; 2° d'autres, qui espéraient trouver peut-être auprès dudit Grün des enseignements sur une masse de questions et de doutes qui n'avaient jamais été résolus pour eux dans les séances de leurs communes. Ces derniers étaient assez nombreux et c'était les membres les plus utiles et les plus susceptibles de se développer des communes de Paris. Le dit Grün réussit un certain temps à aveugler un certain nombre de ceux-là par ses façons de parler et sa prétendue science immense. Par suite de quoi la Ligue se scinda. D'un côté, il y eut le parti qui avait exclusivement dominé le bureau central et le cercle, le parti des weitlingiens ; de l'autre, ceux qui étaient d'avis qu'on pouvait encore apprendre quelque chose de Grün. Mais bientôt après ceux-ci s'aperçurent que Grün s'exprimait de façon décidément hostile aux communistes et que toute sa théorie n'était absolument pas en mesure de remplacer le communisme. Il y eut de violentes discussions, qui démontrèrent que presque tous les membres de la Ligue restaient fidèles au communisme, et qu'il n'y en avait que deux ou trois qui défendaient le dit Grün et son système proudhonien. Il s'avéra également que le même Grün, selon son habitude, avait trompé les travailleurs, en employant 30 francs, le montant d'une collecte faite pour les insurgés polonais (10), à des fins personnelles, et en leur soutirant en outre par ses discours plusieurs centaines de francs pour faire imprimer une misérable brochure sur les diètes prussiennes (11). Il suffit de dire que la majorité de ceux qui avaient jusque là suivi Grün s'en éloigna et constitua un nouveau parti, qui se préoccupait essentiellement de développer le principe du communisme dans toutes ses conséquences et dans sa liaison avec les rapports sociaux. Mais cette scission eut pour effet de démolir l'organisation de la Ligue. Le bureau central envoya au cours de l'hiver un émissaire qui reconstitua autant que possible l'organisation. Mais les disputes réapparurent bientôt ; les trois partis en présence et leurs principes étaient inconciliables. Le parti du progrès réussit, avec l'aide des weitlingiens, à écarter de la Ligue les 3 ou 4 grüniens endurcis, qui s'étaient carrément déclarés contre le communisme. Mais les deux partis s'opposèrent alors,

dans la réunion du bureau de cercle, à propos de l'élection d'un délégué au congrès. Le conflit devint insoluble, et, pour parvenir au moins à un choix, il fut décidé, dans les trois communes où le parti du progrès était le plus fortement représenté, de se séparer des deux communes où étaient les principales forces des weitlingiens et d'élire pour leur compte en assemblée générale un délégué au congrès (12). C'est ce qui eut lieu. Les weitlingiens furent ainsi provisoirement écartés de la Ligue, et le nombre des membres de celle-ci réduit d'un tiers. Le congrès, après examen des justifications qui lui furent soumises par les deux partis, se déclara d'accord avec la façon de procéder des trois communes, parce que le parti weitlingien a partout retardé la Ligue dans son développement, ce dont on a également fait l'expérience à Londres et en Suisse. Il décida à l'unanimité d'écarter de la Ligue les weitlingiens de Paris et d'admettre le délégué de la majorité parisienne au congrès.

Cependant, le nombre des membres de la Ligue à Paris a beaucoup diminué. Mais, en échange, les éléments qui entravaient son développement ont été écartés, et la lutte a créé des sentiments favorables à un renouveau d'activité. Un nouvel esprit, une énergie toute nouvelle se manifestent. La répression policière paraît terminée, et n'était d'ailleurs pas dirigée principalement contre le parti qui a maintenant vaincu et dont un seul membre a été expulsé, mais a atteint presque exclusivement le parti de Grün — ce qui prouve qu'à la base de toute cette répression il y avait des communications du gouvernement prussien, comme on le montrera bientôt. Et si le gouvernement a dissous les réunions publiques à la Barrière (13), cela atteint

(7) *Les Garanties de l'harmonie et de la liberté*, l'ouvrage principal de Weitling paru en 1842. Voir la *Présentation*.

(8) Karl Grün était le plus droitier — au surplus personnellement taré — de ces « vrais » socialistes pour la caractérisation politique desquels nous renvoyons au paragraphe que leur a consacré le *Manifeste communiste*, ainsi qu'à une série d'autres écrits de Marx et d'Engels de 1848-1847 (notamment dans *l'Idéologie allemande*).

(9) C'est-à-dire le *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, que Marx a critiqué dans *Misère de la philosophie*, livre qui, il est vrai, s'il était terminé en avril 1847, n'est paru qu'au début de juillet, un mois après le congrès.

(10) Il s'agit de l'insurrection polonaise de février 1846, qui avait été dirigée par les éléments démocratiques révolutionnaires et avait abouti à la formation, à Cracovie, d'un gouvernement provisoire qui décida l'abolition de tous les droits fédéraux et formula, sous l'égide de Dembowski, un programme de distribution des domaines seigneuriaux aux paysans sans terre, d'ouverture de grands travaux, etc. Le soulèvement fut écrasé avec la collaboration de toutes les forces réactionnaires d'Europe (parmi lesquelles, en cette occasion comme en toutes les autres, la papauté tint à se distinguer) et le territoire de la « république de Cracovie » (seul territoire polonais resté plus ou moins autonome depuis 1815) fut annexé à l'Autriche en novembre de la même année.

(11) Les diètes provinciales prussiennes — assemblées élues au suffrage censitaire restreint, et par « états » (« ordres ») conformément aux principes féodaux — avaient formulé en 1843 et 1845 quelques revendications constitutionnelles-bourgeoises, que le roi de Prusse avait rejetées. C'est de cela que parlait la brochure de Grün, qui, selon une lettre d'Engels adressée à Paris, le 19 août 1846, au Comité de correspondance communiste de Bruxelles, contenait « un plagiat des articles de Marx des *Annales franco-allemandes* de 1844 et « d'énormes absurdités ».

(12) C'est-à-dire Engels.

(13) Réunions qui se tenaient à la Barrière du Trône le dimanche et rassemblaient en 1844, au moment où Marx y a assisté, « cent à deux cents communistes allemands ».

aussi principalement les grüniens, qui y prenaient largement la parole et s'y activaient contre le communisme, parce que là, les communistes ne pouvaient naturellement pas leur répondre librement. Ainsi, la Ligue se trouve actuellement à Paris en bien meilleur état qu'au temps où le bureau central y était. Nous sommes moins nombreux, mais nous sommes unis et y avons des gens de valeur.

A Lyon, la Ligue compte des membres constitués, qui paraissent participer à la cause selon leurs forces.

A Marseille, nous sommes également constitués. Sur nos membres dans cette ville, voici ce qu'on nous écrit : « La situation de la Ligue à Marseille n'est pas des meilleures. Un encouragement par lettre n'aiderait que peu ; nous essaierons de faire en sorte que certains d'entre nous se rendent là-bas cet automne pour y réorganiser la Ligue. »

La Ligue a réussi à prendre solidement pied en Belgique. A Bruxelles, il existe une commune de valeur, dont les membres sont des Allemands et des Belges et qui ont déjà fondé à Liège une seconde commune parmi les ouvriers d'usine wallons. Les perspectives pour la Ligue sont tout à fait réjouissantes dans ce pays, et nous espérons que la Belgique sera, dès le prochain congrès, représentée par plusieurs délégués.

En Allemagne, nous avions à Berlin plusieurs communes qui ont été subitement détruites ce printemps par la police. Les membres de la Ligue auront appris par les journaux comment une assemblée de travailleurs dirigée par des membres de la Ligue a été dispersée par la police, une enquête ouverte et, à la suite de cette enquête, plusieurs membres dirigeants ont été arrêtés. Parmi les arrêtés se trouvait un certain Friedrich Mentel, tailleur, originaire de Postdam, âgé d'environ 27 ans, de taille moyenne, trapu, etc. Cet homme, qui a été auparavant à Londres et à Paris, a appartenu dans cette dernière ville au parti de Grün et s'y est avéré un bavard sentimental ; au cours de ses voyages, il avait d'ailleurs appris à connaître assez exactement la situation de la Ligue, et ne fut pas en mesure de supporter cette petite épreuve. Il a été démontré cette fois encore que la faiblesse d'esprit et la confusion de ce genre de sentimentaux ne peut trouver finalement la paix que dans la religion. En peu de jours, Mentel s'est laissé complètement convertir par un prêtre et a joué à deux reprises le rôle de dénonciateur pendant son arrestation. Un camarade de Berlin nous écrit : « ... Il a parlé au tribunal (14) des communes de Paris, Londres, Hambourg et Kiel (qu'il avait toutes visitées lui-même) et a donné les adresses auxquelles Hermann Kriege envoyait à Berlin son *Tribune du peuple*. Il a dit à un autre en face : "Ne t'ai-je pas vendu ces livres ? ne nous sommes-nous pas réunis en tel et tel endroit ? n'es-tu pas membre de la Ligue des justes ?" et comme à tout cela l'autre a répondu "Non", Mentel dit : "Comment peux-tu agir de la sorte devant Dieu tout-puissant, qui sait tout ?" et d'autres sottises de ce genre. » Heureusement l'abjection de Mentel n'a pas influencé les autres accusés, et le gouvernement n'a pu faire autre chose que de les mettre en liberté provisoire. Les dénonciations de Mentel sont manifestement en relation exacte avec la répression contre les communistes allemands à Paris. Nous ne pouvons que nous féliciter de notre chance, si le grüniens Mentel considérait les grüniens eux-mêmes comme les dirigeants de la Ligue et les a dénoncés comme tels. C'est ainsi que les véritables communistes

sont généralement restés à l'abri des persécutions. Naturellement, ces événements ont entièrement désorganisé le cercle de Berlin. Nous avons néanmoins l'espoir, connaissant la valeur des camarades de cette ville, que la Ligue pourra bientôt y être réorganisée.

Hambourg est également constituée. Mais les adhérents de cette ville se sont laissés quelque peu intimider par la répression à Berlin. La liaison avec eux n'a cependant jamais été interrompue.

La Ligue est en outre constituée à Altona, Brême, Mayence, Munich, Leipzig, Königsberg, Thorn, Kiel, Magdebourg, Stuttgart, Mannheim et Baden-Baden. En Scandinavie, elle l'est déjà au moins à Stockholm.

La situation de la Ligue en Suisse n'est pas aussi réjouissante que nous aurions pu le souhaiter. Le parti des weitlingiens y était dès le début le parti dominant. L'insuffisance du développement des communes de Suisse s'est notamment manifesté en ce que, d'une part, elles n'ont pas été en mesure de mener à son terme le vieux combat contre les « Jeunes Allemands » (15), d'autre part, qu'elles ont encore lutté d'un point de vue religieux contre les « Jeunes Allemands » et se sont laissés exploiter de la manière la plus indigne par des chevaliers d'industrie tout à fait minables comme le trop fameux Georg Kuhlmann du Holstein par exemple. Des mesures policières ont eu pour effet de désorganiser si complètement la Ligue en Suisse que le congrès a décidé de prendre des mesures extraordinaires pour la reconstituer. Il va de soi qu'il ne sera possible qu'ultérieurement d'informer les communes sur la nature et le résultat de ces mesures.

En ce qui concerne l'Amérique, il faut attendre des nouvelles de l'émissaire que le bureau central a envoyé là-bas avant qu'il ne soit possible de donner un rapport précis sur l'évolution finale de la situation.

De ce rapport du bureau central, comme des lettres elles-mêmes présentées au congrès, il ressort deux choses : en premier lieu que, lorsque le bureau central de Londres a assumé la direction, la Ligue était dans une situation difficile, que le précédent bureau central n'avait absolument pas assumé les tâches qui lui incombaient ; qu'il avait entièrement négligé d'assurer la cohésion de la Ligue tout entière et que, en plus de cette désorganisation de la Ligue, des éléments négatifs étaient peu à peu apparus dans les communes individuelles elles-mêmes. Dans ces circonstances menaçantes pour l'existence de la Ligue, le bureau central de Londres a pris aussitôt les mesures nécessaires : il a envoyé des émissaires, écarté quelques membres dangereux pour le maintien de l'ensemble, rétabli les liaisons, convoqué le congrès général et préparé les questions à y débattre. Il a en même temps entrepris des démarches pour attirer dans la Ligue d'autres éléments du mouvement communiste qui lui étaient jusque là

(14) En fait, c'est pendant l'instruction que Mentel avait fait ses déclarations ; devant le tribunal, il les a désavouées, les attribuant à un moment de démence passagère.

(15) La « Jeune Allemagne » était une organisation secrète de réfugiés allemands démocrates petits-bourgeois (républicains), qui s'était constituée au début de 1934 en Suisse à l'instigation de Mazzini. C'était une organisation du même type que la « Ligue des proscrits », fondée à Paris à la même date. Voir la *Présentation*. Il ne faut pas confondre cette « Jeune Allemagne » avec les écrivains rangés sous cette étiquette par la répression des gouvernements allemands qui avaient interdit leurs œuvres (Heine, Börne, etc.).

restés étrangers — démarches qui ont été couronnées de succès (16).

Une fois ces questions réglées, le congrès avait à examiner les statuts. Le résultat de ces délibérations est soumis à la ratification finale des communes sous la forme des nouveaux statuts (17), adoptés à l'unanimité dans tous leurs articles. Pour justifier les modifications qui ont été faites, nous ferons les remarques suivantes :

Le changement du nom, de Ligue des justes en Ligue des communistes a été adopté, en premier lieu parce que l'ancien nom a été dévoilé aux gouvernements par les infâmes trahisons du nommé Mentel et que, pour cette seule raison, un changement de nom aurait déjà été indiqué. En second lieu et avant tout, parce que l'ancien nom avait été adopté dans une circonstance particulière, en considération de conditions particulières qui n'ont plus rien à voir avec le but actuel de la Ligue. Ce nom n'est donc plus actuel et n'exprime absolument pas ce que nous voulons. Combien n'y a-t-il pas de gens qui veulent la justice, c'est-à-dire ce qu'ils nomment la justice, sans pour cela avoir besoin d'être communistes ? Mais nous ne nous distinguons pas par le fait que nous voulons la justice, ce que chacun peut bien affirmer de lui-même, mais par le fait que nous attaquons l'ordre social existant et la propriété privée, que nous voulons la communauté des biens, par le fait que nous sommes des communistes. C'est dans le même sens que nous avons remplacé les termes de « Gau » et de « Halle », termes hérités des organisations politiques et dont le caractère germanique faisait une impression fâcheuse, en considération du caractère antinational, ouvert à tous les peuples, de notre Ligue, par des termes qui signifient réellement ce qu'ils doivent signifier. L'introduction de ce genre de noms simples et clairs sert en outre à ôter à notre Ligue propagandiste le caractère conspiratif que nos ennemis voudraient si volontiers nous attacher.

La nécessité de répéter le congrès qui vient d'être convoqué pour la première fois, de le répéter *régulièrement* et de lui donner, sous réserve de la ratification par les communes, tout le pouvoir de décision de la Ligue a été unanimement reconnue, sans qu'il y ait eu de discussion sur ce point. Nous espérons, dans les précisions que nous venons d'apporter, avoir touché les points dont il s'agissait et par lesquels s'est affirmée l'activité efficace du congrès dans l'intérêt général.

L'abandon des titres qui, pour autant qu'ils contenaient des réglementations, sont remplacés par des articles déterminés des statuts, et pour autant qu'ils contenaient des principes communistes généraux par le catéchisme communiste (18) donne aux statuts un aspect plus simple et plus uniforme et aboutit en même temps à définir plus exactement la place de chaque autorité particulière.

Une fois réglée la question des statuts, vinrent en discussion les divers projets préparés par le bureau central ou soumis par les délégués.

On examina tout d'abord la proposition faite par un délégué de convoquer six mois plus tard un nouveau congrès. Le congrès sentait lui-même qu'en tant que premier congrès qui avait été convoqué et s'était réuni à un moment où l'organisation de la Ligue s'était relâchée, il devait se considérer avant tout comme une assemblée organisante-constituante. Il sentit que pour régler au fond les questions importantes qu'il y avait à régler un nouveau congrès serait nécessaire ; qu'en

même temps les nouveaux statuts fixaient le congrès suivant au mois d'août, donc qu'il n'y aurait eu guère plus de deux mois d'intervalle, et qu'on ne pouvait reculer le congrès jusqu'en août 1848, il fut donc résolu de convoquer ce congrès pour le lundi 29 novembre de l'année en cours, ici à Londres. Nous ne nous sommes laissés arrêter ni par la mauvaise saison ni par les frais renouvelés. La Ligue a surmonté une crise et ne doit pas, pour une fois, redouter un effort extraordinaire. La nouvelle constitution de la Ligue contient les précisions nécessaires pour l'élection des délégués et nous espérons que de nombreux cercles seront représentés au deuxième congrès.

La proposition faite par le même délégué de lever un fonds déterminé pour l'envoi d'émissaires rencontra également une approbation unanime. On constata que notre Ligue avait à sa disposition deux sortes d'émissaires. D'une part, ceux qui sont envoyés aux frais de la Ligue avec un mandat spécial à remplir dans des localités déterminées, soit pour y constituer la Ligue dans des lieux où elle n'existe pas encore, soit pour la réorganiser, là où elle est tombée. En second lieu, des travailleurs qui rentrent dans leur pays ou ont d'autres voyages à faire. La Ligue a le plus grand avantage à utiliser de tels travailleurs, souvent des hommes de grande valeur, pour rendre visite à diverses communes sans que cela les écarte beaucoup de leur route, pourvu qu'on leur rembourse les frais supplémentaires qui en résultent pour eux. De tels émissaires occasionnels ne peuvent naturellement être placés que sous le contrôle direct des bureaux de cercles et seulement dans des cas particuliers sous celui du bureau central. C'est pourquoi le congrès a résolu : de mandater le bureau central pour lever tous les trois mois une contribution financière déterminée de chaque bureau de cercle et de constituer avec ces contributions un fonds pour l'envoi d'émissaires de la première sorte. Ensuite, de mandater les bureaux de cercles pour utiliser, plus que ce n'a été le cas jusqu'à présent, les membres de valeur qui voyagent comme émissaires occasionnels et de leur payer à l'avance sur leur propre fonds les frais supplémentaires qui en résulteront pour eux. Dans des circonstances exceptionnelles, les bureaux de cercles peuvent recourir au fonds du bureau central pour contribuer à cette fin ; c'est naturellement le bureau central qui décide si suite doit être donnée à une telle demande de fonds. Chaque émissaire est responsable devant l'organisme qui lui a remis les fonds et lui en rend compte.

Vous comprendrez tous comme il est nécessaire d'organiser la propagande par le moyen d'émissaires et de la subordonner à une direction centralisée. Nous espérons que nos décisions prises après mûre réflexion recevront votre approbation et pourront obtenir de bons résultats pour la cause.

La question suivante était celle de l'organe de la Ligue ; combien nécessaire est un tel organe, c'est ce qui a été reconnu sans discussion. Que cette feuille ne puisse paraître qu'à Londres, qu'elle ne doive pas paraître plus souvent qu'une fois par semaine ni plus

(16) Allusion évidente au groupe de Bruxelles, et en général aux comités de correspondance communiste organisés par Marx et Engels.

(17) Voir le document II.

(18) Voir le document III.

rarement qu'une fois par mois fut également admis sans plus. Le titre, la devise et le format ont été fixés et seront portés à votre connaissance par le numéro d'essai qui paraîtra en juillet. Pour la rédaction existe une commission jusqu'à ce que notre organe soit public, ensuite fonctionnera un directeur qui a été désigné dès maintenant et assumera sa fonction avec la collaboration de la commission. Arrivé à ce point, le congrès a examiné la question des frais. Il nous faut tout d'abord encore pas mal de choses pour compléter notre imprimerie, notamment une presse en fer, pour laquelle le bureau central a été mandaté pour lever une contribution dans les cercles. On a ensuite fait le compte des frais. Il est apparu qu'au prix de 2 pence = 4 sous = 2 groschen d'argent = 6 kreutzer le numéro hebdomadaire d'un feuillet, il serait nécessaire d'avoir un bon nombre d'abonnés pour couvrir les frais qu'on ne peut pas encore en ce moment calculer avec précision. Une feuille mensuelle sans directeur pourrait subsister avec moins d'abonnés, mais ne remplirait pas les exigences de la Ligue. Mais quant à savoir si nous sommes en état de rassembler le nombre nécessaire d'abonnés pour un hebdomadaire, c'était là, comme nous l'avons dit, chose trop incertaine pour que nous ayons pu prendre les engagements nécessaires. Nous avons donc décidé ce qui suit : en attendant, un numéro d'essai paraîtra donc gratuitement en juillet. Ensuite, les diverses communes auront à faire connaître par l'intermédiaire de leurs cercles combien elles comptent de membres, car le congrès a décidé qu'au moins tant que notre organe sera mensuel chaque membre en paiera un exemplaire, mais que chaque commune n'en conservera qu'un seul et que le reste sera distribué gratuitement. Les membres de la Ligue devront en outre faire connaître ensuite combien d'exemplaires ils sont assurés de diffuser dans leur entourage, ils devront rassembler des abonnements et faire un rapport sur ce point également. Alors le congrès de novembre, sur la base des indications que lui soumettra le bureau central, devra décider de la suite et, autant que possible, mettre le journal en route avant le nouvel an. Dans l'intervalle, l'imprimerie de Londres sera employée à imprimer des tracts.

Enfin vint la question du catéchisme communiste. Le congrès comprit que la proclamation publique des principes de la Ligue serait une démarche de la plus haute importance ; qu'un catéchisme qui serait déjà périmé, qui ne correspondrait plus aux vues de la majorité en un petit nombre d'années et peut-être de mois, aurait un effet aussi nuisible que serait utile un catéchisme approprié ; que cette démarche devait donc être envisagée avec une prudence toute particulière et sans hâte excessive. Dans ce cas précisément, comme dans celui de l'organe de la Ligue, le congrès a pris conscience de ce qu'il ne pouvait prendre des mesures définitives, mais seulement constituantes et qu'il lui fallait donner un nouvel aliment à la vie de la Ligue, qui est en train de se ranimer, par la discussion d'un *plan* de catéchisme. C'est pourquoi le congrès a décidé d'élaborer ce plan et de le soumettre aux communes pour qu'il y soit discuté et que des propositions d'amendements et d'additifs soient envoyées au bureau central. Le plan est ci-joint. Nous recommandons aux communes de l'examiner de la façon la plus sérieuse et la plus réfléchie. Nous avons essayé, d'une part d'éviter toute tendance à la fabrication de sys-

tèmes et au communisme de caserne, d'autre part de sortir de la voie du plat et naïf sentimentalisme du communisme émotionnel et larmoyant ; nous avons essayé par contre, en considérant continuellement les rapports sociaux qui ont seuls engendré le communisme, de conserver constamment un terrain solide sous nos pieds. Nous espérons que le bureau central recevra de vous de nombreuses propositions d'additifs et d'amendements et vous demandons encore une fois de discuter ce sujet avec un zèle particulier.

Voilà, chers frères, un aperçu des résultats de nos délibérations. Nous aurions volontiers réglé définitivement les problèmes posés, fondé l'organe de la Ligue, proclamé les principes communistes dans un catéchisme. Mais, dans l'intérêt de la Ligue, dans l'intérêt du mouvement communiste, nous devons faire de nouveau appel à la majorité et laisser au deuxième congrès le soin de mettre à exécution ce que nous avons préparé.

C'est à vous maintenant qu'il appartient, chers frères, de démontrer que la cause de la Ligue, la cause du communisme vous tient à cœur. La Ligue est sortie victorieusement d'une période de déclin. La tiédeur et le relâchement ont été surmontés, les éléments hostiles apparus au sein de la Ligue elle-même ont été écartés. De nouveaux éléments nous ont rejoint. L'avenir de la Ligue est assuré. Mais, chers frères, notre situation n'est pas encore telle que nous puissions un seul moment relâcher notre effort ; toutes nos blessures ne sont pas encore cicatrisées, tous les vides ne sont pas encore remplis, bien des séquelles douloureuses de la lutte que nous avons menée se font encore sentir. C'est pourquoi l'intérêt de la Ligue, c'est pourquoi la cause du communisme exigent que, pour un court laps de temps encore, vous déployiez la plus intense activité ; c'est pourquoi vous devez, pendant quelques mois, ne pas vous fatiguer un seul instant dans votre travail. Des circonstances extraordinaires exigent une énergie extraordinaire. Une crise comme celle que notre Ligue a traversée, une crise dans laquelle nous avons eu tout d'abord à combattre le relâchement, une crise provoquée par la pression accablante exercée par les polices allemande et autres, et plus encore par le fait que notre espoir de voir s'améliorer rapidement la situation sociale semblait s'éloigner de plus en plus de sa réalisation ; une crise dans laquelle, en outre, nous n'avons pas seulement eu à lutter contre les persécutions de nos adversaires, des gouvernements dominés par la bourgeoisie ou alliés à elle contre nous, mais nous avons trouvé aussi des ennemis dans nos propres rangs et avons dû les combattre et les mettre hors d'état de nuire, sans aucune considération de personnes, en ne tenant compte que du danger couru par la Ligue, de la menace d'une désorganisation de tout le parti communiste de langue allemande ; une telle crise, frères, ne peut être surmontée du jour au lendemain. Et même si l'existence de la Ligue, la force de son organisation est de nouveau assurée, il faudra encore pourtant des mois d'un travail inlassable avant qu'on ne puisse dire : nous avons fait notre devoir de communistes, notre devoir de membres de la Ligue.

Frères ! Dans la ferme conviction que vous ressentirez comme nous l'importance de la situation ; mais dans la ferme conviction que vous serez entièrement à la hauteur de cette situation difficile, nous faisons maintenant appel avec confiance à vous, à votre enthous-

siasme pour la cause de la communauté ! Nous savons que l'infâme soif de gain de la bourgeoisie ne vous laisse presque pas de temps pour travailler pour la cause ; nous savons qu'elle réduit à l'extrême le misérable salaire qu'elle vous donne pour votre dur labeur ; nous savons que, précisément en ce moment, la faim et la mauvaise période d'affaires (19) pèsent particulièrement lourd sur vous ; nous savons que la bourgeoisie vous persécute, vous emprisonne, ruine votre santé, met votre vie en danger dès que vous trouvez quand même du temps et de l'argent pour agir dans l'intérêt de la communauté ; nous savons tout cela, et malgré tout cela nous n'avons pas hésité un instant à vous demander de nouveaux sacrifices d'argent, à vous appeler à redoubler d'activité. Car nous devrions nous-mêmes nous retirer de tout le mouvement en rougissant de honte si nous ne savions pas que les hommes qui nous ont choisis pour prendre des décisions concernant le bien général mettront en œuvre, rigoureusement et sans délai, nos décisions ; si nous ne savions pas qu'il n'y a pas un seul membre de notre Ligue pour qui l'intérêt du parti communiste, le renversement de la bourgeoisie et la victoire de la communauté ne soit pas son propre intérêt, son intérêt le plus cher ; si nous ne savions pas que des hommes qui ont eu assez de détermination pour s'organiser en une Ligue qui les expose à de grands périls seront assez résolus et assez solides pour faire face à ces périls et rendre cette Ligue grande et puissante sur toute l'Europe ; si nous ne savions pas enfin que de tels hommes seront d'autant plus courageux, d'autant plus actifs, d'autant plus enthousiastes qu'ils auront à surmonter de plus grands obstacles.

Frères ! Nous représentons une grande cause, une cause magnifique. Nous proclamons la plus grande révolution qui ait jamais été proclamée dans l'univers. Une révolution qui, par sa profondeur et l'ampleur de ses conséquences, n'a pas sa pareille dans l'histoire universelle. Nous ne savons pas dans quelle mesure il nous sera donné d'avoir notre part des fruits de cette révolution. Mais ce que nous savons, c'est que cette révolution se rapproche puissamment ; ce que nous voyons, c'est que partout, en France comme en Allemagne, en Angleterre comme en Amérique, les masses grondantes du prolétariat se mettent en mouvement et, d'une voix souvent encore confuse, mais qui devient toujours plus haute et plus claire, revendiquent leur émancipation des chaînes de la société de l'argent, des chaînes de la bourgeoisie. Ce que nous

voyons, c'est que la classe des bourgeois devient toujours plus riche, que les couches moyennes tombent de plus en plus et qu'ainsi le développement de l'histoire lui-même pousse à une grande révolution que la misère du peuple et la morgue des riches fera exploser un jour. Ce jour-là, frères, nous espérons le vivre tous, et si, au printemps dernier, nous n'avons pas encore trouvé l'occasion de recourir aux armes, comme l'adresse du bureau central l'avait supposé possible (20), que cela ne vous induise pas en erreur ! Le jour viendra, et le jour où les masses du peuple en colonnes serrées anéantiront les mercenaires des capitalistes, ce jour-là se démontrera ce qu'était notre Ligue et comment elle a travaillé ! Et même si nous ne devions pas connaître *tous* les fruits du grand combat, même si des centaines d'entre nous succombent sous la mitraille de la bourgeoisie, nous n'en aurons pas moins tous, même ceux qui seront tombés, connu le *combat*, et ce combat, cette victoire à eux seuls valent une vie de travail acharné.

Avec notre salut.

Au nom du congrès,

Le Secrétaire :

HEIDE (21).

Le Président :

Carl SCHILL (22).

Londres, le 9 juin 1847.

(19) La crise économique commencée en janvier 1847 était alors en plein développement.

(20) Allusion à l'adresse de février 1847 du bureau central à la Ligue, dans laquelle figuraient ces lignes, après le rappel de l'écrasement de l'insurrection polonaise de 1846 par la Russie avec l'appui de la Prusse et de l'Autriche et de la menace que la Russie faisait peser sur les développements révolutionnaires éventuels en Europe : « ... Et si le combat devait commencer dès ce printemps, placez-vous au premier rang des combattants de la justice et montrez que vous savez aussi bien manier les fusils que la parole. Répandez en même temps partout les principes du communisme... Mais si au contraire nos ennemis ne commencent pas encore le combat cette année, il nous faut consacrer toutes nos forces à organiser convenablement notre Parti. » (L'adresse appelait ensuite au « devoir sacré » de soustraire les prolétaires à l'influence des libéraux bourgeois qui « ne veulent nous libérer de la tyrannie du prince que pour nous placer sous le despotisme du sac d'argent » et à préparer le premier congrès de la Ligue.)

(21) Heide : pseudonyme dans la Ligue de Wilhelm Wolff.

(22) Carl Schill : pseudonyme dans la Ligue de Karl Shaper.

LA CONTINUITÉ DANS LE CHANGEMENT

Les zigzags centristes de la Ligue pabliste

par Claude Chisserey

« En tout cas, ce puzzle minutieux de ragots, de commentaires malveillants et d'affirmations péremptives bien que fausses, n'a pas réussi à fournir la matière d'un article caractérisant la Ligue en termes politiques. L'accusation générale de "centrisme" ne peut passer pour une élaboration sérieuse, toute organisation qui se prétend révolutionnaire peut qualifier les autres de "centristes"... »

C'est l'analyse faite par M. Buzard dans le n° 59 de Rouge du 13 avril 1970, à propos d'une prétendue « mise au pied du mur » de l'Organisation Trotskyste.

Il ne serait pas possible de dresser dans le cadre d'un seul article, le bilan complet du pablisme. Déjà, notre mouvement a produit force contribution contre le pablisme, caractérisé comme un mouvement centriste et révisionniste. Nous allons nous contenter de prendre un certain nombre d'aspects de la politique de la « Ligue Communiste » depuis sa fondation.

Depuis que, pour eux, le monde commence avec mai 1968, il est intéressant de revoir ce que pensait avant mai 1968, le secrétaire du Secrétariat unifié, Pierre Frank.

Avant mai : L'entrisme

Dans une brochure « théorique » de mai 1965 intitulée : « Construire le parti révolutionnaire », Frank développe les vertus de l'« entrisme sui generis » :

« Un secteur dit « entriste » constitué par l'essentiel de nos forces travaillant au sein du P.C.F. et de ses organisations satellites, au niveau où cela est possible dans ce parti, c'est-à-dire sans déployer le drapeau du trotskysme (souligné par nous) mais en y exprimant des positions qui soient les plus avancées auxquelles les membres du P.C.F. (ou du moins une partie d'entre eux) puissent être sensibles... »

« Nous disons qu'il faut, dans l'activité au sein des partis communistes de masse comme le P.C.F., intervenir en fonction des rythmes des développements politiques qui s'y produisent, ne pas s'y lancer dans un assaut frontal contre la direction et l'appareil quand les circonstances ne sont pas propices, mais, au contraire, agir comme Lénine dans « La maladie infantile » enseignait aux com-

munistes, à travailler dans tous les milieux, y compris les plus réactionnaires, en sachant parler un langage adéquat à ces milieux, tel qu'il ne provoque pas l'exclusion (souligné par nous) et prendre appui sur les progrès politiques des meilleurs « militants communistes sur la base de leurs propres expériences... »

Cette « tactique » entriste, nous dit Frank, a été mise au point par Trotsky en 1934 :

« L'entrée dans le Parti socialiste souleva à l'époque, continue Frank, de grandes luttes au sein de l'Organisation trotskyste internationale où nombreux étaient ceux qui y voyaient un abandon de notre principe fondamental du Parti marxiste révolutionnaire indépendant... »

Frank a parfaitement raison, il est d'ailleurs placé mieux que quiconque pour en parler, puisque avec son alter ego, Raymond Molinier, il était le principal opposant à Trotsky.

Il est vrai que Trotsky ne pensait pas qu'il fallait mettre au rencart le drapeau de la IV^e Internationale. Déjà à cette époque, le jeune Frank, après avoir d'abord refusé d'entrer à la S.F.I.O. ne voulait plus en sortir, acceptant même la suppression de la parution de *La Vérité*. Contre une telle capitulation, Trotsky réagit : « *Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont complètement prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions véritablement révolutionnaires.* »

Mais ILS SE REFUSENT CATEGORIQUEMENT D'ADAPTER LEUR POLITIQUE A LA PSYCHOLOGIE DES CLIQUES OPPORTUNISTES ET A RENONCER A LEUR PROPRE DRAPEAU » (souligné par nous).

(« *L'organe de masse* », Nicolle Braun, p. 26.)

Dans sa brochure, Frank ajoute :

« *Le travail entriste suppose qu'on ne dit pas "tout", qu'il faut savoir déterminer à chaque moment ce qu'on doit dire et ce qu'on ne doit pas dire.* »

C'est d'ailleurs en parfait accord avec son maître, ce que fera Krivine dans l'U.E.C., qui, à la même époque écrivait à des militants de Lyon qui se posaient le problème de passer à l'autonomie, que toutes les expériences prouvaient qu'en France on ne pouvait pas construire d'organisations révolutionnaires en dehors du P.C.F. :

« *Pour nous, l'essentiel reste lié à l'évolution du P.C. et c'est de cela qu'il faudra discuter entre nous et de la façon que nous envisageons d'y travailler. L'impatience ou la théorisation de la situation qui ne fut que conjoncturelle à l'U.E.C., nous semble extrêmement dangereuse. En fait, trop de camarades ont encore plus ou moins à l'esprit le vain espoir qu'on peut finalement créer quelque chose « en dehors » du P.C., cela paraît plus enthousiasmant, mais combien s'y sont cassé les dents ?* »

Alain Krivine, lettre du 23 février 1965.

L'entrisme battait son plein. C'était la belle époque où, en réunion de l'U.E.C., Krivine opposait le « *Staline* » de Deutscher au « *Staline* » de Trotsky.

Au moment des élections présidentielles de fin 1965, un tract sorti par l'U.E.C. de Lyon expliquant qu'il ne fallait pas voter pour Mitterrand amènera l'exclusion en masse de l'U.E.C. de Lyon.

A Paris, Krivine manœuvra pour éviter de prendre position afin de ne pas être exclu. Malgré cela ce sera l'exclusion, et la création de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire. La J.C.R. sera entachée encore dès le début par l'entrisme. Dans le texte proposé par Krivine à l'assemblée du « secteur lettres » à la fin de mars 1966, on trouve par exemple :

« *Si aujourd'hui le problème de la constitution d'une organisation révolutionnaire se pose de plus en plus au niveau de la jeunesse politisée, il n'en est malheureusement pas de même au niveau de la classe ouvrière...* »

« *...Les militants de la J.C.R. devront dans leur action avoir toujours à l'esprit, outre le souci de trouver les initiatives à organiser les luttes de la jeunesse, la perspective de ne pas se couper totalement des masses influencées par les organisations traditionnelles. En ce sens, les expériences de lutte et d'éducation politique seront beaucoup plus efficaces que les simples dénonciations des trahisons des directions.* »

« *Dans son milieu, l'action de la J.C.R. ne sera donc pas contradictoire avec celle que mènent dans le P.C.F. et les syndicats, les éléments d'avant-garde.* »

La J.C.R., organisation indépendante, est présentée comme l'organisation de jeunesse de la fraction révolutionnaire qui ne tardera pas à s'organiser dans le P.C.F. Organisation extérieure à vocation entriste.

La tâche ne sera pas aisée pour intervenir dans la lutte de classe. Aussi le secteur privilégié sera-t-il « la lutte anti-impérialiste » au nom de laquelle, contre « l'impérialisme américain », pourront se faire des actions ne remettant pas en cause le rôle du stalinisme dans la guerre du Vietnam. Liège, en octobre 1966, en sera l'illustration criante. C'est l'époque du Comité Vietnam National, qui sera frappé à mort par la grève générale de mai-juin 68.

C'est aussi l'époque où Weber devient le « théoricien » en matière de bureaucratie :

« (la)... nature double de la bureaucratie soviétique fonde le caractère contradictoire de sa situation : dans la mesure où elle défend (fut-ce de façon inadéquate) l'U.R.S.S. ET SA BASE SOCIALE CONTRE L'IMPERIALISME ET LES FORCES RESTAURATIONNISTES INTERNES (souligné par nous), la bureaucratie soviétique DETRUIT NECESSAIREMENT LES CONDITIONS QUI PERMIRENT SON ACCESSION AU POUVOIR (arriération économique, sociale, culturelle de la Russie et reflux du mouvement révolutionnaire mondial) et creuse ainsi sa tombe en même temps qu'elle produit ses futurs fossoyeurs. »

« *Mais, inversement, dans la mesure où elle parvient à refouler temporairement le prolétariat soviétique (à l'atomiser en tant que classe sociale) et à entraver la montée du prolétariat international par la stratégie ultra-opportuniste qu'elle impose, elle renforce considérablement l'impérialisme et les forces restaurationnistes internes, et sape en définitive la base économique et sociale sur laquelle s'édifie sa propre dictature.* »

« *Parce qu'elle n'est qu'une bureaucratie usurpatrice et non une classe sociale, ELLE N'AGIT — en dernière analyse — JAMAIS REELLEMENT POUR SON PROPRE COMPTE (souligné par nous) et sa politique favorise toujours finalement une classe fondamentale de la société aux dépens de son pouvoir bonapartiste lui-même. Seul un constant jeu de bascule lui permet de préserver l'équilibre fondamental qui autorise son existence.* »

(*Mouvement ouvrier, Stalinisme et Bureaucratie* Henri Weber, p. 19, mars 66.)

Autrement dit, la bureaucratie devient « l'enjeu » de la lutte des classes. Puisque — en dernière analyse, bien sûr ! — « elle n'agit jamais réellement pour son propre compte » et qu'elle favorise toujours une classe fondamentale, la bureaucratie stalinienne peut donc, dans certains cas, favoriser le prolétariat. Comme, d'autre part, dans ce même opuscule, Weber démontre l'inhérence de la bureaucratie au mouvement ouvrier, il suffit simplement de développer un mouvement de « masses » pour faire basculer la bureaucratie.

Puisqu'en dernière analyse, toujours ! — la bureaucratie défend l'U.R.S.S. et sa base sociale contre l'impérialisme et les forces restaurationnistes internes, elle est le cadre possible d'organisation de la lutte anti-impérialiste. Nous retrouvons la fameuse théorie des blocs, chère à Pablo : sous la poussée des masses, la bureaucratie, en dernière analyse — une fois de plus ! — favorise la lutte pour le socialisme.

Les trotskystes, partisans du *Programme de Transition*, pourront alors se demander pourquoi Trotsky dans le programme de la IV^e Internationale, à propos de l'U.R.S.S. dit :

« *Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe* »

de la bourgeoisie mondiale dans l'état ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme, ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.»

Pour Weber, la bureaucratie ne trahit les masses qu'exceptionnellement, pendant les crises révolutionnaires, mais les organisations qu'elle contrôle restent le cadre d'organisation des luttes quotidiennes. Dire le contraire, serait pour lui avoir du mépris pour la classe ouvrière qui accepterait d'être trahie tous les jours !

« De ce fait, les partis communistes de ces pays sont restés en face des partis sociaux-démocrates, des organisations d'apparence révolutionnaire les plus puissantes, et c'est vers eux que se tournent à chaque nouvelle montée révolutionnaire, les éléments ouvriers d'avant-garde nouvellement politisés. » (ouvrage cité pp. 27-28.)

Dans sa brochure, Weber fait état de tendances à la bureaucratisation du mouvement ouvrier. Il cite *l'Etat et la Révolution* : « Tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine "bureaucratisation" des fonctionnaires du prolétariat eux-mêmes est inévitable. »

Abandonnant d'ailleurs rapidement les guillemets utilisés par Lénine, Weber développe d'une manière schématique cette notion de bureaucratisation. Sans développer, il faut néanmoins rappeler un certain nombre de choses. Tout d'abord, nous savons que la classe ouvrière est une classe de la société bourgeoise et que, comme telle, elle n'échappe pas aux lois du mode de production capitaliste. Mais elle est la négation de cette société bourgeoise et l'accoucheuse de la société sans classes. Pendant le développement des forces productives et le développement de l'impérialisme à l'échelle mondiale, l'impérialisme a favorisé la formation d'une aristocratie ouvrière ayant des privilèges par rapport à l'ensemble de la classe dans sa totalité. Identifiant ses propres intérêts avec ceux de la classe tout entière, cette aristocratie ouvrière a secrété toute l'idéologie réformiste d'adaptation de la bourgeoisie. La social-démocratie deviendra l'agent de l'impérialisme.

La bureaucratie n'est pas une « délégation » de la classe ouvrière, elle est l'expression de la société bourgeoise au sein du mouvement ouvrier : elle en est la négation dialectique et non son expression « naturelle ». La bureaucratie n'est qu'un sous-produit de la bourgeoisie.

La lutte contre la bureaucratie est liée à la lutte pour entraîner « la totalité » du prolétariat « à l'échelle mondiale ».

L'état ouvrier lui-même est un « état bourgeois sans bourgeoisie », expliquait Lénine. La citation ci-dessus faite par Weber s'applique à l'« état ouvrier », « sans bourgeoisie » et Lénine entend par là « "bureaucratisation" des fonctionnaires du prolétariat eux-mêmes », une tendance à la bureaucratisation de l'état ouvrier isolé. Isolé, l'état ouvrier subit la pression de la bourgeoisie à l'échelle internationale. La tendance à la « bureaucratisation » de l'état ouvrier ne peut être éliminée que par l'extension de la révolution prolétarienne au monde entier. Mais à partir du moment où la tendance à la « bureaucratisation » a donné naissance à la bureaucratie, corps étranger à la classe ouvrière, celle-ci renforce le « caractère bourgeois » de l'état ouvrier et l'amène à lutter contre la classe ouvrière russe et la classe ouvrière mondiale. C'est pourquoi la révolution politique est dès lors à l'ordre du jour pour le renversement de la bureaucratie, « organe » de la bourgeoisie mondiale au sein de l'état ouvrier.

Weber, de même qu'il enlève les guillemets pour démontrer l'inéluçabilité quasi-naturelle de la bureaucratisation du mouvement ouvrier, passe allègrement du « caractère » contradictoire de l'état ouvrier, état bourgeois sans bourgeoisie, au caractère contradictoire de la bureaucratie.

La bureaucratie existe comme produit des contradictions sociales de l'état ouvrier isolé et son rôle est d'atténuer ces contradictions. Mais cette bureaucratie a ses propres intérêts. Sous-produit de la bourgeoisie, la bureaucratie est nourrie par l'existence de la bourgeoisie, elle est liée aux intérêts de la bourgeoisie. Comme expression de la contre-révolution politique, sur la base d'une révolution sociale, la bureaucratie stalinienne est le principal facteur dans la possibilité d'une restauration capitaliste en U.R.S.S.

Comme l'écrit Trotsky dans *la Révolution trahie* : « c) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

Le grand tournant de mai-juin 1968

Depuis plusieurs mois, la classe ouvrière, sa jeunesse et les étudiants se préparaient à la grève générale. Le Mans, Mulhouse, Caen, les manifestations étudiantes en province et à Paris, sont autant d'indices qui faisaient écrire à la rédaction du journal *« Révoltes »*, dès octobre 1967 : « Tout est possible ! ».

Dans le milieu étudiant, ce phénomène de remontée de la combativité de la classe avec le coup d'arrêt à de Gaulle que fut la grève des mienurs, s'accompagna d'une prise de conscience qu'il fallait lutter. Le courant pour la défense de l'U.N.E.F. prenait la tête de nombreuses manifestations dès octobre 1967 à partir de la visite de Peyrefitte à Clermont-Ferrand.

Dès mars, avec le 22 mars, se développent parallèlement à cette remontée, toute une série de mouvements spontanés se traduisant par le slogan : « l'U.N.E.F. est une putain ! Les syndicats sont des bordels ! »

C'est dans cette situation que, dès le 27-28 avril 1968

à Paris, se constitue la F.E.R. qui, dans son *Manifeste*, déclare :

« La perspective d'« université-critique » procède de la même théorie pré-marxiste qui nie la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat.

« Cela ne nous étonne guère que l'« université-critique » soit au centre des préoccupations des anarchistes ou des centristes. C'est la question fondamentale, pour tout marxiste, la théorie de l'état qui est remise en cause. »

En écho à cette organisation marxiste répond l'éditorial de *l'Avant-garde jeunesse*, numéros 10-11, qui court derrière les « spontanés » pour être dans le « mouvement réel des masses » :

« La révolte des étudiants, d'abord dirigée contre les autorités universitaires et l'état bourgeois, s'est rapidement élargie en une révolte plus générale,

contre le régime capitaliste et le monde impérialiste, les étudiants ayant — surtout dans les facultés dites des « Sciences humaines » — une possibilité plus ample d'une prise de conscience globale de la réalité que les producteurs manuels et intellectuels soumis à des tâches parcellaires et subissant la servitude de la division du travail. »

Après avoir pendant des années aperçu le mouvement de la classe à travers les lunettes du néo-capitalisme et des appareils, les pablistes vont se lancer à corps perdu dès 1968, à la conquête des « nouvelles avant-gardes », notamment les étudiants qui vont être investis du rôle historique « d'avant-gardes conjoncturelles ».

Avec la nouvelle période ouverte en 1968, l'entrisme va être abandonné. Après le 9^e congrès mondial du S.U. en 1969, une résolution du Comité exécutif international de décembre 1969 explique :

« Les raisons et les conséquences du tournant opéré par les sections européennes de l'Internationale, avec l'abandon de l'entrisme en matière de construction de partis révolutionnaires de masse... »

« La décision d'opérer le tournant entrisme plus général en 1951-1953 a été accompagnée de discussions et de luttes internes sur des problèmes reliés à ce tournant mais pas identique à son contenu tactique (par exemple l'imminence d'une guerre mondiale et son influence éventuelle dans le sens d'un tournant à gauche des partis communistes, les formes de désagrégation du stalinisme, le fonctionnement interne de l'Internationale, etc.). LA PRESENTE RESOLUTION N'A PAS POUR BUT DE TIRER LE BILAN HISTORIQUE DE TOUTES CES LUTTES INTERIEURES QUI MENERENT A UNE SCISSION DU MOUVEMENT » (souligné par nous).

Pour les pablistes il faut tourner, l'entrisme n'a pas donné les résultats escomptés. En mai-juin 1968, la puissante vague du prolétariat entraîne toutes les couches petites-bourgeoises en lutte contre l'appareil d'état bourgeois. C'est la plus grande grève générale qu'ait jamais connue la France. Pour l'immense masse des hommes en lutte, c'est leur première lutte. Dans la petite-bourgeoisie en particulier, les illusions spontanéistes et gauchistes prédominent. La question du pouvoir, question clé de la période, ne peut être résolue que par la classe ouvrière unie posant le problème du gouvernement de la grève générale de 10 millions de travailleurs.

Comme à chaque moment, la question de l'état est décisive. Après avoir écrit avant mai 1968, comme Weber, qu'à chaque montée révolutionnaire, les éléments ouvriers d'avant-garde se tournaient vers le P.C., les pablistes tournent le dos à la classe ouvrière et à la lutte pour le comité central national de grève.

Ils refusent de lutter pour le Front unique de classe, montrant une fois de plus leur refus d'entraîner la classe dans les véritables combats : « le problème du Front unique surgit de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique contre le capital, malgré la division fatale, à l'époque actuelle, des organisations politiques qui ont l'appui de la classe ouvrière. Pour ceux qui ne le comprennent pas, le Parti n'est qu'une association de propagande et non pas une organisation d'action de masse. » (Léon Trotsky, *Ecrits*, tome III, p. 149.)

C'est l'époque où toutes les organisations « gauchistes » petites-bourgeoises bavardent sur « l'unité à la base », sur les « comités de base », mais laissent de ce fait même, la centralisation politique aux appareils bureaucratiques. L'union à la base, c'est le refus de centraliser la classe en tant que classe. On ne peut opposer le Front unique à la base, au Front unique au sommet.

« L'unité du front s'étend-elle seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes ? »

Cette question n'est que le fruit d'un malentendu. Si nous avons pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau ou sur nos mots d'ordre courants en négligeant les organisations réformistes, partis ou syndicats, c'eût été, certes, la meilleure des choses. Mais alors la question du Front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle. » (Trotsky, *Ecrits*, tome III, p. 149.)

Au front unique de la classe est opposée l'unité des révolutionnaires. En fait, il s'agit plus de lutter, pour les pablistes, en mai 1968, pour avoir l'hégémonie des différents groupes gauchistes — y compris en faisant litière des quelques principes marxistes devant les spontanéistes — que de lutter pour emmener la classe ouvrière au combat et pour construire à travers ce combat le parti révolutionnaire. En mai, une affiche disait en substance :

« Le Pouvoir avait ses usines, il les a perdues ;
Le Pouvoir avait ses Universités, il les a perdues ;

Le Pouvoir avait sa télévision, il l'a perdue ;
LE POUVOIR N'A PLUS QUE LE POUVOIR. » (Souligné par nous.)

La résolution du Comité exécutif du secrétariat unifié de décembre 1969 donne un éclairage nouveau à l'attitude des pablistes pendant la grève générale de mai-juin 1968 :

« L'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune qui s'est avant tout constituée sur la base d'une identification avec les pointes avancées de la révolution coloniale (Algérie - Cuba - Vietnam - Palestine) qui s'est en même temps tournée vers une agitation intense dans les universités et les lycées, et qui s'est ainsi acquis une base sociale qui en a fait un facteur politique réel dans la vie de plusieurs pays capitalistes importants (France, Allemagne Occidentale, Italie). » (Souligné par nous.)

Tout le poids est mis sur cette « nouvelle avant-garde » composée d'étudiants et de lycéens, à tel point que la conquête de cette « avant-garde » devient un objectif prioritaire :

« Le contenu de la nouvelle orientation de construction du parti adoptée par les sections européennes de la IV^e Internationale peut être précisé ainsi :

— *Priorité à la conquête de la prépondérance politique et organisationnelle au sein de la nouvelle avant-garde dans le but d'assurer un renforcement considérable de nos propres organisations et un changement si possible qualitatif des rapports de force avec les appareils bureaucratiques au sein de la classe ouvrière...* » (Souligné par nous.)

Bien entendu, « trotskysme oblige ! » : la résolution rappelle que « la tâche stratégique centrale des marxistes révolutionnaires reste celle de la construction de partis révolutionnaires de masse »...

Il s'agit donc d'encercler la classe ouvrière par les étudiants et les lycéens, de construire le parti « de la périphérie vers le centre ».

Cela ne va pas sans difficultés, car cette stratégie de construction du parti offre l'inconvénient d'amener ses partisans à développer de l'extérieur de la classe ouvrière des actions visant à la faire progresser, autrement dit cela amène, qu'on le veuille ou non, à déclencher des actions exemplaires qui renforceront au sein de la Ligue des courants spontanéistes qui ne tarderont pas d'ailleurs, dès le début 1969, après le congrès de l'U.N.E.F. de Marseille, à quitter la Ligue.

Cette stratégie d'encercllement laisse un goût amer à nos pablistes qui savent que le facteur décisif reste la classe ouvrière qui fait encore confiance à ses directions,

d'où la «longue Marche» vers Billancourt, à l'usine Renault occupée.

Dans leur livre *Mai 1968, une répétition générale*, Ben Saïd et Weber laissent apercevoir le bout de l'oreille. A propos du 24 mai, ils écrivent (p.163) :

« On parvient au siège de l'Huma. On s'arrête, on chante, on lève le poing : « Engagez-vous ! » - « Le P.C. dans la rue » - « Séguy, connais pas ! »

« Mais les persiennes de l'Huma restent obstinément closes. LE POUVOIR QU'ILS N'ONT PU TRANSMETTRE AU PROLETARIAT DE BILLANCOURT (souligné par nous. Voilà une preuve que l'Imagination avait le pouvoir et que la Sorbonne était bien le premier territoire libre de la France socialiste, selon une phrase d'un discours prononcé par Pierre Frank), les étudiants et les travailleurs désormais mêlés, viennent le brandir (!) avec fierté et amertume devant l'Huma. Ils le tendent sans illusion et comme à regret, avec un sentiment d'impuissance au "Parti de la classe ouvrière" qui reste symboliquement terré derrière ses façades aveugles. ILS SAVENT QUE SEUL UN TEL PARTI AURAIT PU MENER A BIEN LEUR COMBAT (souligné par nous), mais ils savent aussi que le Parti communiste en est devenu à tout jamais incapable. Ils savent qu'ils ne doivent plus compter que sur leurs propres forces, mais ils savent aussi que ces forces ne sont pas encore suffisantes !... »

Pourquoi alors n'avoir pas lutté pour le Front unique, en organisant la lutte pour le gouvernement du comité central national de grève ? Pourquoi ne s'être pas adressé, à travers cette lutte pour la mobilisation des masses, aux directions en leur disant : « Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez dans vos mains le Pouvoir ! » Pourquoi n'avoir pas suivi les leçons du Programme de transition ? :

« Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : "Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le Pouvoir !" est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e et de la III^e Internationale ! »

Etait-ce parce que vous dites que le Parti communiste est un parti traître ? Mais alors pourquoi écrire à la page 164 : « le P.C. se refuse, quoiqu'il advienne, à poser sa candidature au pouvoir et le courant révolutionnaire qui se constitue sur sa gauche n'est pas encore prêt à le suppléer : ceux qui peuvent prendre le pouvoir le refusent, et ceux qui le veulent ne le peuvent pas pas encore ? »

Il ne s'agit pas, pendant l'été 1968, de découvrir ce que doit faire une direction révolutionnaire, encore faudrait-il en tirer les leçons. Page 188 de *Mai 1968 : une répétition générale*, on peut trouver, enfin, une référence aux comités de grève :

« La tâche d'une direction révolutionnaire ; lors d'une crise telle qu'en mai, est de susciter l'organisation à la base de millions de travailleurs en lutte, l'organisation autonome de la classe ouvrière en tant que classe.

« Elle doit impulser dans chaque entreprise, une véritable occupation, où les grévistes se structurent en comités élisant un comité de grève regroupant syndiqués et non syndiqués, responsables devant la base et révocables à tout instant. Ce comité dirige la grève dans l'entreprise.

« Les comités de grève d'une même ville, d'une même région se fédèrent en comité central de grève, chargé de résoudre au niveau régional les problèmes qui se posent aux travailleurs en lutte (ravitaillement, transport, auto-défense). Les délégués des comités régionaux élisent à leur tour un comité national de grève. »

Cette prise de conscience tardive pourrait à la limite, être une auto-critique de plus, permettant de passer à un nouveau tournant, mais en y regardant de plus près, on constate tout d'abord qu'il s'agit de ce que *devrait faire* une « direction révolutionnaire » ; donc, comme ni Weber, ni Ben Saïd ne sont la direction révolutionnaire, il faut chercher plus loin, c'est-à-dire page 189 :

« Jamais en juin 1936 ou en mai 1968 le P.C.F. n'a joué son rôle en passant à la constitution d'un contre-pouvoir ouvrier (!). »

Pourquoi le P.C.F. n'a-t-il pas joué son rôle ? Parce qu'il n'a pas été une direction révolutionnaire ? Il ne pouvait pas l'être, lui qui, depuis 1933, est passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois.

Dès septembre 1968, c'est la lutte dans le « bloc du courant de mai » pour « récupérer les militants » pour chaque organisation. Au nom de l'unité des révolutionnaires, chaque organisation pense qu'en fait l'unité se fera à travers son organisation, alors que subsiste encore chez les purs spontanistes, l'illusion qu'il faut continuer à faire agir le cycle « provocation-répression-manifestation ». Mais l'ensemble de ceux qui ont participé à la grève générale de 68 commence à tirer le bilan du spontanéisme.

A Marseille, un coup rude est donné à l'orientation de Ben Saïd : « L'U.N.E.F. des comités d'action », grâce à l'alliance de fait de ceux qui veulent défendre l'U.N.E.F., regroupés à l'initiative de l'A.J.S. et du bureau national, notamment de Sauvageot qui n'accepte pas la destruction de l'U.N.E.F. Cela amènera, dans les mois qui suivent, la Ligue à abandonner l'U.N.E.F. et à créer des comités Rouge qui « se substituent avantageusement à l'U.N.E.F. ».

C'est une nouvelle période qui s'ouvre. La petite-bourgeoisie est divisée, dans le milieu étudiant notamment, les comités d'action dépérissent. Weber devra faire une déclaration disant qu'il n'y a plus de comités d'action étudiants. La lutte pour le développement de la Ligue est ouverte, puisque l'entrisme est abandonné — par la force des choses —. La résolution du comité exécutif de décembre, parlant de nouvelle avant-garde, laissait néanmoins une autre possibilité :

« Il est clair que nos sections ont aujourd'hui des possibilités de recrutement individuel plus larges que dans le passé, et que celles-ci doivent être exploitées à fond. Mais il serait tout aussi sectaire aujourd'hui que par le passé d'insister seulement sur le recrutement d'un petit groupe par adhésions individuelles et d'exclure la possibilité de faire progresser le parti en effectuant des opérations et des regroupements lorsqu'on atteint le stade de ceux-ci et qu'on a accumulé suffisamment de forces pour réaliser effectivement de telles tactiques. Il faut de même rejeter l'illusion que la capacité de l'avant-garde à déborder les appareils traditionnels, y compris dans des luttes ouvrières quant aux objectifs et aux formes nouvelles de combats adoptés, équivaut à une incapacité de ces appareils à reconquérir le contrôle du mouvement de masse à partir d'un certain point de la lutte. (souligné par nous). »

Pourquoi cette affirmation apparemment en contradiction avec la tâche prioritaire de conquête de la prépondérance politique et organisationnelle au sein de la nouvelle avant-garde ? Pour comprendre, il faut revenir au référendum de 1969 qui a eu lieu avant la rédaction de cette résolution.

« Ceux qui croient au référendum sont ceux qui ne croyaient pas à la révolution en mai. » (Rouge n° 15.)

L'histoire du référendum qui vit la chute de de Gaulle illustre d'une manière pratiquement chimiquement pure le centrisme de la Ligue communiste.

Avant le référendum, la position officielle est le boycott : cette position n'est d'ailleurs pas assurée. L'éditorial du n° 15 de *Rouge* nous explique :

« Il y a le camp des "NON", qui va de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme à Lecanuet et Georges Bidault, chacun avec des raisons et des buts diamétralement opposés. Quant à nous, nous avons décidé de boycotter ces élections, SANS FAIRE, IL FAUT LE DIRE DE CE CHOIX TACTIQUE UN CLIVAGE DECISIF... Ce n'est pas le gauchisme qui est aujourd'hui le danger essentiel dans la conscience des travailleurs, c'est encore la croyance au bulletin de vote. En participant à l'opération, on n'éduque pas l'avant-garde, on contribue au contraire à participer aux illusions électoralistes, alors qu'une lutte extra-parlementaire existe réellement. »

Pas la peine de participer à la campagne pour le double NON, de toute manière, de Gaulle restera et les travailleurs « s'en foutent »...

« De Gaulle perdra peut-être un peu au niveau des pourcentages. Mais l'essentiel sera réalisé. Le pays aura passé le cap difficile du printemps. Bientôt, les travailleurs ne penseront plus qu'aux vacances d'été... »

« Pourtant, jamais une politique de boycott n'aurait été plus réalisable et mieux justifiée. »

« Le caractère manœuvrier de la consultation est tellement énorme qu'au prix d'un minimum d'explications, il eût été discernable par tous. Spontanément, les travailleurs se contrefoutent d'aller trancher une question qui ne les concerne pas et qu'ils comprennent mal ! » (Rouge n° 16.)

On connaît le résultat d'une telle prophétie. Les explications post-référendaires seront plutôt embarrassées. Sous le titre « *Et Maintenant ?* », l'éditorialiste du n° 17 de *Rouge* écrit :

« De Gaulle est tombé sous les coups du prolétariat, il ne s'est jamais relevé des grandes grèves (souligné par nous) et il a été achevé par les coups fourrés de la bourgeoisie... »

La page suivante (p.3) titre par contre :

« *Le Non de la bourgeoisie* » où nous apprenons que « c'est la bourgeoisie qui vient de régler son compte à de Gaulle. »

Devant cette position extrêmement « dialectique », on pourrait rester perplexe ; mais la lutte continue. La Ligue nous propose une nouvelle perspective dans le même numéro : « *Les travailleurs exigent la convocation d'une constituante pour le pouvoir des travailleurs* ».

Pourquoi le mot d'ordre de constituante ? Est-ce parce que « le Parti communiste qui avançait à son 17^e congrès le mot d'ordre de constituante, l'a retiré au 18^e ? ». (Rouge n° 19, p. 3.) Non, bien sûr, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante est pour la Ligue un « mot d'ordre de transition ». Il est vrai que le mot d'ordre d'Assemblée constituante fait partie du *Programme de Transition* : « *Dans les pays arriérés et le programme des revendications transitoires, il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique ; il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) conserve toute sa valeur dans des pays comme la Chine ou l'Inde...* »

Comme la France n'est pas encore si arriérée, que signifie pour la Ligue ce mot d'ordre ? « *Si la petite bourgeoisie accepte le mot d'ordre d'Assemblée constituante en le remplissant de ses propres illusions, la classe ouvrière peut y voir le moyen d'en finir avec l'héritage de de Gaulle, de prendre la revanche de 1958* ». (Rouge, n° 19, p. 3.)

Ainsi, après mai 68, un an après la grève générale, la leçon qu'en tire Krivine, c'est que par la lutte pour la constituante, les travailleurs régleront leur compte avec mai 1958 et « *qu'en s'engageant dans la lutte avec leur méthode de classe dans les usines et dans la rue, les travailleurs donneront un sens et un contenu à la perspective de l'Assemblée constituante, et ce contenu sera celui du pouvoir des travailleurs* ». (Rouge, n° 19.)

Poser après 1968, la perspective de l'Assemblée constituante telle que la proposait la Ligue, c'est délibérément tourner le dos, précisément à la mobilisation des masses contre l'Etat bourgeois. Aussi bien dans la révolution russe que dans la révolution allemande de 1918, le problème de la constituante fut au cœur des débats.

« *Si dans le cadre de la révolution dans un pays arriéré n'ayant pas encore réalisé la révolution bourgeoise, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante peut avoir une valeur de mobilisation des masses contre l'ordre féodal et le joug de l'impérialisme, à une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir, leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leur rapport avec l'Assemblée Nationale est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère du parti prolétarien. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste.* » (Programme de Transition.)

Poser au moment de la chute de de Gaulle la perspective de l'Assemblée constituante, c'est vouloir ouvrir une période démocratique post-gaulliste et freiner la mobilisation des masses. En cas de mobilisation des masses contre l'état, on verrait sans doute ressurgir le mot d'ordre de constituante, opposé au comité central national de grève, notamment, afin de canaliser le mouvement. Nous n'avons pas, dans le cadre de cet article, la place de développer mais il nous faudra revenir sur cette question car on rejoint, qu'on le veuille ou non, la thèse de l'alternative démocratique chère aux staliens.

Quand en 1918, le social-démocrate Ebert voulait convoquer la constituante contre les conseils ouvriers, Rosa Luxembourg combattit cette proposition :

« *Le gouvernement actuel convoque l'Assemblée constituante. Il crée ainsi un contrepoids bourgeois aux conseils des ouvriers et des soldats, il déplace ainsi la révolution et la pousse sur la voie d'une révolution bourgeoise, il escamote les buts socialistes de la révolution.* »

Le référendum marque pour la Ligue un tournant, tournant lié d'ailleurs à un tournant de la lutte de classe. L'ère du gauchisme post-mai est close, il faut maintenant se réorienter tout en étant « dehors », vers les militants du P.C.F., ou tout au moins ceux qui se posent des questions. On sait que peu de jours s'écouleront où, après avoir dénoncé « l'illusion électoraliste » du NON au référendum, la Ligue présentait Krivine à l'élection présidentielle.

La Ligue et la bureaucratie du Kremlin

Nous avons analysé la position de Weber sur la bureaucratie stalinienne. Il est vrai que son "analyse" a été écrite en 1966. Depuis, il y a eu mai 1968 et l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

Pourtant, à ce que l'on sache, la "théorie" n'a pas changé. Malgré les attaques verbales contre le P.C.F., on continue à en faire autre chose qu'un Parti définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois. A propos du 19^e congrès du P.C.F., Couturier (qui n'est pas un jeune militant) ose écrire (*Rouge*, n° 52, p. 3) :

« *Le P.C. utilise de nombreuses ressources de cette société (financières, commerciales), mais à des fins qui lui sont propres, de la même manière quand il sert l'ordre établi (comme en 36, en 44 ou en 68), CE N'EST PAS EN TANT QU'AGENT DE LA BOURGEOISIE AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER (souligné par nous), mais parce qu'il y a conjonction temporaire d'intérêt entre la classe bourgeoise et lui... L'appareil du P.C.F. ne voit pas son avenir dans une gestion loyale de la société capitaliste. S'il est amené un jour à participer à la gestion de cette société, il l'envisagera comme un moyen et non comme une fin ; le moyen de réussir l'opération du P.C. tchèque en 1948.* »

Ainsi l'appareil stalinien n'est pas un agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ! Certes, nous n'identifions pas l'appareil stalinien et l'appareil social-démocrate. Nous savons que l'appareil stalinien a été sélectionné par Staline et est lié à la bureaucratie stalinienne, nous savons aussi que la bureaucratie n'est pas une classe. Mais la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin devient de plus en plus l'organe de la bourgeoisie en U.R.S.S. et dicte aux différents P.C. une politique de soutien à la bourgeoisie.

Quant à la possibilité et la volonté de l'appareil stalinien d'instaurer en France une démocratie populaire, il faut la relier à l'appréciation des pablistes sur les démocraties populaires. Dans le numéro spécial d'une brochure *Rouge* n° 5, intitulée « *l'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ?* », on peut trouver une note significative sur le pablistisme des pablistes qui assurent à qui veut les entendre qu'ils ne sont pas pablistes :

« *Une question simple à laquelle les staliniens n'ont jamais été capables de répondre est la suivante : vous dites qu'en Hongrie en 1956, c'était la contre-révolution : soit (admirez au passage le soit). Mais vous dites aussi — maintenant — que la clique Rakosi-Geroë faisait régner une véritable terreur policière sur l'ensemble de la société. Existait-il un autre moyen que l'insurrection armée pour mettre ces individus hors d'état de nuire ? Y avait-il des possibilités réelles, par le jeu démocratique, d'y arriver ?*

« *On touche là un point essentiel, que l'affaire tchécoslovaque révélera : l'incapacité de la bureaucratie des démocraties populaires de s'auto-réformer dans un sens qui lui serait pourtant historiquement plus favorable, sans mobilisation des masses.* » (p. 18).

Contre les trop méchants bureaucrates, appelons les masses pour qu'elles redressent la bureaucratie dans un sens qui lui soit historiquement favorable. Ces grands révolutionnaires ne sont que les laquais de la bureaucratie du Kremlin, ils la « contestent », ils la reconnaissent, pourvu qu'elle soit améliorée. « Vive l'alternative démocratique socialiste renouée pour les démocraties populaires » tel est le fond du « programme » pabliste !

Et l'éditorialiste de *Rouge* n° 53 continue : « *Qualifier le P.C.F. d'agent de l'impérialisme, c'est bien la conclusion logique que l'affrontement est inévitable, que le P.C.F. est plus dangereux que la bourgeoisie puisqu'il prétend organiser les travailleurs au compte de la bourgeoisie en les mystifiant.* »

Ce n'est pas parce que le P.C.F. regroupe la majorité des cadres organisateurs de la classe avec qui nous voulons, entre autres, construire le parti révolutionnaire, que nous ne qualifierons pas l'appareil comme étant l'agence de la bureaucratie contre-révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, faisant le jeu de la bourgeoisie. C'est au contraire en comprenant le caractère contradictoire du P.C.F. et de l'U.R.S.S. (et non pas la double nature de la bureaucratie) que nous élaborons notre stratégie du Front unique ouvrier. Les pablistes faisant chorus avec les autres « gauchistes » contre nous, critiquent notre « réformisme » parce que nous combattons sur la ligne bolchevique du Front unique ouvrier. Sous leur verbiage « gauche », ils laissent la classe ouvrière entre les mains des bureaucrates opportunistes, mais ils le font en fait parce qu'ils chargent la bureaucratie d'un rôle historique progressiste.

Dans le numéro 74-75-76 d'août 1970 de *Rouge*, on peut lire page 2 :

« *Les pays d'Europe de l'Est passèrent, sans révolution sociale, à l'état de "démocraties populaires".* »

Autrement dit, ou bien la bureaucratie exporte le socialisme, ou bien les démocraties populaires sont des états bourgeois, ou bien le passage au socialisme s'est fait pacifiquement. Cela fait beaucoup pour des gens qui se réclament du marxisme « révolutionnaire ». Les rédacteurs de *Rouge* ne connaissent rien à l'histoire réelle. Ils n'ont jamais appris qu'en 1948-1949 en Tchécoslovaquie et en Hongrie, par exemple, les masses ont été mobilisées pour renverser le système de la propriété privée des moyens de production. Mais Frank et Mandel, eux, le savent parfaitement.

Cette thèse du passage du capitalisme aux « démocraties populaires » a l'air d'avoir bonne presse dans la Ligue puisque dans le numéro spécial P.C.F., n° 67, on trouve page 8 :

« *Le système de gestion bureaucratique du futur "état ouvrier dégénéré" français est ainsi préfiguré par la pratique du P.C.F. à l'Université où le bloc P.C.F. - U.E.C. - C.G.T. - S.N.E.Sup. - U.N.E.F.-Renouveau, en prenant le contrôle des conseils de gestion croit prendre le contrôle de l'Education nationale...*

« *... Mais ce réalisme-là est totalement différent du réformisme social-démocrate. L'alliance est contractée sous la bannière du P.C.F. Elle est orientée dans un sens bien précis : l'institution d'un système de gestion bureaucratique, si possible avec la caution des alliés socialistes et républicains, axé sur les grands secteurs nationalisés, qui, par l'intermédiaire d'échanges quasi exclusifs avec l'U.R.S.S. et ses satellites, ferait rapidement basculer la démocratie avancée dans la démocratie populaire !* »

A quand la démocratie populaire d'Allemagne de l'Ouest après les Accords de Moscou ?

De plus, entre un régime capitaliste et un régime de démocratie populaire, il y a un progrès. Alors pourquoi les pablistes (ou tout du moins ceux qui écrivent dans *Rouge*) ne soutiennent-ils pas une telle éventualité et ne retournent-ils pas faire de l'entrisme au P.C.F. ?

La question des pays de l'Est a suffisamment joué un rôle majeur dans le développement du pablisme pour qu'on reprenne la méthode que Trotsky utilisa dans les questions de la Finlande et de la Pologne au début de la deuxième guerre mondiale et qui fait appel à la dialectique et non à une quelconque justification de la double nature de la bureaucratie stalinienne :

« Il est plus vraisemblable, cependant, que dans les territoires prévus pour être incorporés à l'U.R.S.S., le gouvernement de Moscou procédera à l'expropriation des grands propriétaires et à l'étatisation des moyens de production. Cette variante est plus probable, non point parce que la bureaucratie reste fidèle au programme socialiste, mais parce qu'elle n'est ni désireuse ni capable de partager le

pouvoir et les privilèges que ce dernier entraîne, avec l'ancienne classe dirigeante dans les territoires occupés...

« Cette mesure de caractère révolutionnaire — "l'expropriation des expropriateurs" — est dans ce cas exécutée d'une façon militaire-bureaucratique. Tout appel à une action indépendante de la part des masses dans les nouveaux territoires — et pourtant, sans un tel appel, même formulé avec une précaution extrême, comment établir un nouveau régime du prolétariat ? Tout appel de ce genre sera, sans aucun doute, le lendemain, étouffé par des mesures de police brutales, afin d'assurer la prépondérance de la bureaucratie sur les masses révolutionnaires réveillées. » (Trotsky, « l'U.R.S.S. en guerre », Défense du marxisme.)

La reprise des thèses pablistes sur la bureaucratie et l'anti-impérialisme

La « double nature » de la bureaucratie permet à Ben Saïd d'introduire le fondement politique à une « alliance anti-impérialiste mondiale avec les staliniens ». Dans le numéro 67 de Rouge, page 9, il affirme :

« En revanche, définir le P.C.F. comme parti "ouvrier-bourgeois" ne peut vouloir dire qu'une chose : qu'il a une base ouvrière, mais qu'il sert les intérêts de la bourgeoisie. Ou bien, il s'agit d'une généralité inutile qui permet de définir tous les partis réformistes à base ouvrière dans la mesure où se refusant à la révolution, ils servent d'une manière ou d'une autre l'ordre établi, l'ordre bourgeois. Ou bien, il s'agit d'une contre-vérité inquiétante. En effet, le P.C.F. ne sert pas consciemment et directement la bourgeoisie, mais la bureaucratie stalinienne internationale. Ignorer la différence amènerait à dire, par exemple, que l'anti-impérialisme du P.C.F. ne tient pas à son intégration au système bureaucratique et aux intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S. mais à l'anti-impérialisme de la bourgeoisie qu'il sert... »

Ben Saïd, comme chacun sait, est un grand théoricien ; c'est d'ailleurs normal : au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Mais à force de nous expliquer ce que tout trotskyste sait, à savoir que le P.C.F. soit lié à la bureaucratie soviétique n'en fait pas pour autant un parti y compris anti-impérialiste, l'anti-impérialisme du P.C.F. au Moyen-Orient et l'acceptation du plan Rogers ont un but bien précis : faire respecter partout l'ordre bourgeois, que ce soit au Moyen-Orient, en Europe (à l'Ouest et à l'Est, n'en déplaise à Ben Saïd) et au Vietnam. Ce n'est pas par hasard si les Nord-Vietnamiens condamnent le plan Rogers.

C'est au même moment que Rouge veut recréer le Comité National Vietnam, dans le numéro 63, page 2 :

« Il est pour le moins paradoxal qu'aux lendemains de la crise révolutionnaire de mai 1968, quand les avant-gardes se sont constituées principalement à partir du soutien frénétique aux combattants, quand leurs forces se sont accrues, leur conscience affinée, que cette même action de solidarité active et militante se soit ralentie au point de ne plus devenir qu'une question annexe. »

La lutte anti-impérialiste, telle que l'envisage la Ligue, est encore une couverture de la bureaucratie soviétique. Ainsi, quand elle réclame le Front unique des états ouvriers (pas dégénérés), elle veut que la Chine capitule devant l'U.R.S.S. au nom de l'anti-impérialisme, alors qu'une lutte anti-impérialiste conséquente doit être liée à la lutte contre le stalinisme. Il est vrai que cela rentre dans deux secteurs différents de la révolution mondiale telle que la rêvent nos chers pablistes.

Cette théorie des zones ou secteurs les amènent aussi à séparer la révolution sociale de la révolution politique. S'ils parlent des Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est toujours de l'Europe de l'Ouest dont il s'agit. Dans la résolution du Comité exécutif de décembre 1969, on trouve, à propos de l'Europe :

« La crise de direction de la bourgeoisie, la crise du Marché commun, l'aggravation des contradictions inter-impérialistes créent un climat propice à la propagande en faveur des Etats-Unis socialistes d'Europe, présentés comme solution d'ensemble de tous les problèmes qui travaillent et déchirent la société bourgeoise en Europe. »

Le centrisme de la Ligue pabliste

Que les pablistes soient scandalisés qu'on les qualifie de centristes, cela se comprend aisément. Car le centrisme se comporte toujours comme la couverture gauche des appareils.

Leurs positions oscillent entre le marxisme dont ils reprennent des bribes, et le réformisme. Ils refusent l'unité mondiale de la lutte des classes au profit des

secteurs liés entre eux (bien sûr)... Ces « secteurs » ayant sans doute leurs « propres lois et leur propre histoire », arriveront-ils à la surdétermination aboutissant à la révolution mondiale ? Mystère.

Le « Secrétariat unifié » n'est pas le parti mondial de la révolution socialiste, il n'est qu'un organisme prétendant international, servant de caution, dans « chaque

zone», à l'opportunisme de ses sections et à leur capitulation devant les différentes formes de la petite-bourgeoisie nationaliste ou stalinienne.

Que formellement la Ligue se réclame du *Programme de Transition* est une preuve de la vitalité et de l'actualité de ce programme. Néanmoins, cette référence au Programme s'accompagne d'un certain nombre de falsifications qu'il faut relever.

C'est le grand maître ès-falsification, le citoyen Mandel, qui donne le ton. Dans son rapport au 9^e « Congrès mondial » pabliste, intitulé : « *La nouvelle montée de la révolution mondiale* », à la section « *la crise qui secoue la société impérialiste est une crise globale* », il cite Marx, notamment la *Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique* :

« Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversements sur sa conscience de soi : il faut, au contraire, expliquer cette conscience par la contradiction de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. »

Ce qu'« oublie » Mandel, c'est la phrase que Marx a écrite juste après et que nous livrons à la méditation des militants de la Ligue :

« Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir. »

Il est vrai que le *Programme de Transition* fait état du fait que « *les forces productives ont cessé de croître* »... et qu'il faut à nos révisionnistes appeler Marx (ou plutôt des « morceaux » de Marx) pour faire passer leur marchandise en contrebande.

A tout seigneur, tout honneur. Pour Mandel, ce sera Marx. Pour la Ligue, ce sera Trotsky lui-même.

En effet, la Ligue a édité le *Programme de Transition* en « classique rouge » et y a adjoint une préface qui continue la série : « *Préfacier, c'est trahir.* » On y trouve notamment :

« Trotsky, préfacant le *Manifeste Communiste*, insiste sur la nécessité d'y apporter rectifications et compléments », car, dit-il, « *la pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie.* »

En feuilletant cette fameuse préface, on y trouve, bien sûr, tous les mots de Trotsky cités par la préface pabliste, mais si on continue la lecture, on trouve aussi :

« *Marx enseignait qu'aucun ordre social ne quitte la scène de l'histoire avant d'avoir épuisé ses possi-*

bilités créatrices. Le Manifeste flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. Cependant, à son époque, de même que pendant les décades suivantes, cette entrave n'avait qu'un caractère relatif. Si, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, NE CHANGE RIEN AU FAIT QUE LES FORCES PRODUCTIVES CONTINUENT A CROITRE A L'ECHELLE MONDIALE SANS INTERRUPTION JUSQU'A LA GUERRE MONDIALE (souligné par nous). C'est seulement dans les vingt dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé, et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du Manifeste escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer d'un régime réactionnaire relatif en régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme. »

Depuis l'abandon de « l'entrisme », un certain nombre de jeunes ont adhéré à la Ligue, croyant aller avec le trotskysme. Ils ne connaissent pratiquement pas les débats d'avant mai 1968. Ils identifient pabliste et trotskysme. Aussi est-ce une des tâches des sections regroupées dans le Comité International que de continuer et de renforcer la lutte contre le pabliste et d'aboutir au regroupement des militants qui veulent véritablement reconstruire la IV^e Internationale et l'I.R.J. C'est dans ce sens que, tout en continuant la lutte théorique contre le révisionnisme pabliste, nous devons engager des discussions avec les militants trompés par le pabliste. Comme l'indique le projet d'appel du Comité International de la IV^e Internationale :

« En particulier, le C.I. luttera pour rassembler dans les rangs de la IV^e Internationale les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du « Secrétariat unifié ». »

Claude CHISSEREY.

Abonnement couplé

INFORMATIONS OUVRIÈRES JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN
à "INFORMATIONS OUVRIÈRES" (48 numéros)
à "JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE" (10 numéros)

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

TRIBUNE DE DISCUSSION

Ce numéro de « La Vérité » commence la publication, dans le cadre d'une « Tribune de discussion préparatoire à la 4^e conférence du Comité International, d'un certain nombre de documents qui ouvrent le débat sur les problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Les prochains numéros de « La Vérité » consacreront également une large place à l'approfondissement de cette discussion internationale qui concerne les militants ouvriers du monde entier.

Document adressé par le Bureau politique de l'O.C.I. au Comité central du P.O.R. bolivien

L'activité politique de la classe ouvrière bolivienne et de ses organisations, au cours des premiers six mois de cette année, a été dominée par la tenue, en avril, du congrès de la Fédération des Mineurs et, en mai, de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.) qui se réunissait pour la première fois depuis la mort de Barrientos et le changement politique marqué par le coup d'état d'Ovando et la nationalisation de la Gulf Oil Co.

Les deux congrès ont été eux-mêmes marqués par l'adoption d'un long document programmatique — des thèses —, voté d'abord par la Fédération des Mineurs réunie à Siglo Veinte et présenté ensuite par elle au congrès de la C.O.B. réuni à La Paz.

Ainsi que la presse bourgeoise bolivienne et latino-américaine l'a amplement souligné, les militants dirigeants du P.O.R., Guillermo Lora, Filemon Escobar et Cirilo Jiminez, ont joué un rôle de tout premier plan dans la rédaction et l'adoption de ces thèses. Tous trois avec de nombreux autres membres du P.O.R. étaient délégués au congrès de la C.O.B. et selon l'agence U.N.A.I.R. c'est « le discours de Lora sur les fondements politiques des thèses présentées par la délégation des mineurs qui a constitué la meilleure défense faite de ce document et a été applaudi avec le plus grand enthousiasme ». Le congrès de la Fédération des Mineurs a élu Escobar comme membre de sa direction (secrétaire financier) et c'est Jiminez qui a dirigé la délégation du puits Siglo Veinte chargée de porter l'attaque principale contre la bureaucratie syndicale corrompue.

Le P.O.R. de Lora et Escobar a donc indiscutablement confirmé les positions importantes qu'il occupe au sein de la classe ouvrière bolivienne ainsi que la capacité dont il a fait preuve à résister à la répression de l'impérialisme et de ses agents, et maintenir son organisation, même dans les pires difficultés.

Reconnaître et affirmer hautement ceci, et veiller à ce que cette réalité ne soit pas masquée, ou encore moins usurpée par les faussaires du trotskysme, ne signifie pas pour nous, taire les désaccords que nous avons avec le P.O.R. quant à la nature du compromis qu'il a passé avec la fraction stalinienne pro-moscovite dans le cours de l'élaboration et du vote des thèses.

La force du P.O.R., et la nôtre, doit intégrer notre capacité à mener une discussion publique au sujet de ces divergences, en sachant que c'est à ce prix que la IV^e Internationale pourra seule être reconstruite.

C'est en vertu de quoi nous publions la lettre que l'O.C.I. a adressée au P.O.R. ainsi que la réponse que celui-ci a publié dans « Masas ».

Un manque de place nous a interdit de publier à l'appui de cette discussion le long document de la C.O.B. Nous y remédierons dans notre prochain numéro de la Vérité.

Dans notre prochain numéro, nous poursuivrons cette tribune libre de discussion en publiant et discutant le matériel politique d'autres organisations d'Amérique latine et notamment de l'organisation Política Obrera d'Argentine.

C'est avec beaucoup d'attention que nous avons récemment examiné les comptes rendus et textes — notamment les thèses adoptées par la C.O.B. — qui ont été publiés dans « Masas » à la suite de la tenue des congrès de la F.S.T.M.B. et de la C.O.B.

La lecture de ce matériel nous incite d'une part à vous féliciter quant au rôle de premier plan que vous avez joué dans ces congrès, en comprenant qu'il s'agit là d'un témoignage indiscutable du prestige et de l'audience très importante que le P.O.R. a acquis auprès du prolétariat bolivien après des années de lutte, et qui lui donnent la possibilité d'en postuler la direction à brève échéance, et d'autre part à vous faire part d'un certain nombre d'interrogations et d'observations critiques quant au fond des textes qui ont été rédigés et adoptés à l'occasion de ces congrès.

I

Nous vous faisons ces observations en partant du point de vue suivant :

Pour nous tout d'abord le P.O.R. bolivien est la seule organisation en Amérique latine se déclarant fidèle aux positions contenues dans le « Programme de Transition » de la IV^e Internationale, à posséder une réelle implantation dans la classe ouvrière et dans les masses de son pays. Le P.O.R. se désigne par là même comme l'organisation autour de laquelle le processus de reconstruction de la IV^e Internationale devrait se faire dans cette partie du monde. L'adhésion du P.O.R. au Comité international de la IV^e Internationale qui s'est fixé pour tâche la reconstruction de la IV^e Internationale, possède pour nous ce sens-là.

En même temps, nous avons la conviction que c'est du travail qu'il accomplira dans cette voie que dépend l'avenir même du P.O.R. en tant que parti trotskyste, c'est-à-dire en tant que parti capable de constituer l'instrument dont le prolétariat bolivien a besoin pour sa libération de l'oppression et de la barbarie capitalistes. Replié sur lui-même, ne se donnant pas d'horizon plus vaste que celui de la révolution dans la seule Bolivie, nous pensons que le P.O.R. ne deviendrait jamais un instrument adéquat de la libération du prolétariat bolivien. S'il faillissait à la tâche de contribuer de façon décisive à la reconstruction de la IV^e Internationale, nous sommes convaincus qu'il faillirait également, à coup sûr, fût-ce au travers de détours plus ou moins longs, à sa tâche de libération du prolétariat bolivien du joug de l'oppression impérialiste comme de la misère que la bourgeoisie lui laissera de toute façon en legs.

Il nous a semblé comprendre que c'était bien là votre propre point de vue lorsque nous avons entendu G. Lora expliquer dans une conférence à Paris les raisons pour lesquelles le P.O.R. adhérerait au Comité international et lorsque nous avons vu que dans le numéro 363 de « Masas » (p. 5) vous saluiez la conférence des militants oppositionnels des pays de l'Est tenue à l'initiative du Comité international en vous félicitant du « pas décisif » ainsi accompli dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale et en ajoutant « qu'un véritable travail révolutionnaire s'avère presque impossible en marge du mouvement marxiste mondial ».

Aussi est-ce dans ces conditions, et en partant de ce point de vue, que nous avons examiné attentivement les textes syndicaux dont vous venez d'impulser de façon déterminante la rédaction et l'adoption.

S'agissant des thèses adoptées par deux des organisations syndicales les plus prestigieuses d'Amérique latine, la F.S.T.M.B. et la C.O.B. (aux noms desquelles celui du P.O.R. est indissolublement lié) qui se réunissaient pour la première fois depuis des années de répression barriériste ; s'agissant d'autre part des premiers textes dont le P.O.R.

impulsait la rédaction depuis qu'il eut adhéré au Comité international et donné son accord au texte préparé par l'Organisation trotskyste française sur la méthode de reconstruction de la IV^e Internationale, nous attendions de ces textes, destinés par leur origine à peser d'un certain poids dans l'évolution de la lutte des classes de toute l'Amérique latine, qu'ils traduisent l'orientation du P.O.R. face à ses tâches de reconstruction de la IV^e Internationale et qu'ils donnent sur certains points capitaux une orientation non pas au seul prolétariat bolivien mais à la classe ouvrière d'Amérique latine dans son ensemble. Le caractère ouvertement politique des thèses combiné avec le prestige que le P.O.R. a acquis au cours de sa lutte contre la dictature barriériste en démontrant sa capacité de résistance et sa vitalité politique, paraissait l'y autoriser.

C'est parce que nous n'avons pas trouvé dans ces textes ce que nous pensions être en droit d'y trouver, et que nous y avons rencontré par contre bien des éléments, qui nous paraissent contraires à la fois aux intérêts de la classe ouvrière bolivienne et aux nécessités de la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, que nous entendons ouvrir avec vous une discussion claire et franche.

Cette discussion se place quant à nous dans le cadre même de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et constitue l'une des conditions du succès de cette entreprise gigantesque.

Il serait illusoire, en effet, de penser que l'on pourrait effacer d'un seul trait les conséquences de la destruction organisationnelle de l'Internationale par les renégats au trotskysme, et en particulier le long isolement auquel nous avons les uns et les autres été réduits.

Il serait irresponsable en même temps, ayant conscience de ceci, de ne pas entamer sans tarder et chaque fois que cela paraît nécessaire la discussion entre les organisations adhérentes au Comité international, dans le but de tenter, aussi rapidement que possible, de surmonter les conséquences de l'isolement antérieur, et assurer au travers de la discussion la progression politique et l'homogénéisation de chacune.

Nous savons les uns et les autres que la dégénérescence organisationnelle de la IV^e Internationale à l'époque de la direction de Pablo et Germain, a comporté entre autres phénomènes une situation où des méthodes de commandement bureaucratiques, s'alliaient à une pratique délibérée consistant à passer sous silence ou éviter la discussion sur un certain nombre de problèmes et d'orientations. Le S.I. achetait son droit à l'indépendance d'action totale à l'égard d'un certain nombre de sections en échange d'un silence tout aussi complet quant à leur orientation et positions politiques.

Nous pensons que le premier devoir du Comité international est de s'assurer que la discussion la plus complète s'engage entre ses membres avec l'idée que cette discussion devienne un facteur décisif de progression politique et un ciment entre eux.

C'est dans cet esprit que nous avons adopté à la pré-conférence qui s'est réunie quatre jours, fin juin à Londres, la résolution dont vous avez reçu communication, déclarant la discussion ouverte entre les sections du C.I. dans le cadre de la préparation de la 4^e conférence.

C'est dans cet esprit que nous ouvrons également, au sujet des textes publiés dans « Masas », la discussion avec la direction de votre parti.

II

Quoique nous pensons que le prestige du P.O.R. l'autorisait à faire adopter l'ensemble de ses positions, nous savons d'expérience qu'un parti ne peut pas toujours faire passer toute sa ligne au travers d'un document de congrès syndical. Si tel est le cas, tout au moins a-t-il l'obligation de tout faire pour éviter qu'y figurent des positions manifestement différentes, et peut-être même tout à fait

contraires aux siennes, éviter qu'y figurent des choses avec lesquelles il ne peut pas être en accord et dont il sait qu'elles ne peuvent pas contribuer à armer le prolétariat par rapport aux tâches historiques qui sont les siennes. Or sur de nombreux points il nous paraît y avoir dans les thèses de la F.S.T.M.B. et de la C.O.B. des orientations avec lesquelles le P.O.R. ne peut pas être en accord parce qu'elles sont fausses et ne peuvent que jeter la confusion dans la tête des travailleurs boliviens et de leur avant-garde et ne pas contribuer à les armer par rapport aux tâches qui sont les leurs.

Il en va ainsi tout d'abord de l'espoir qui est ouvert à plusieurs reprises dans le texte à la classe ouvrière et aux masses boliviennes de voir le passage du pouvoir aux mains du prolétariat ouvrir la voie vers la transformation de la Bolivie d'un pays très sérieusement arriéré (et dont le degré d'arriération est d'ailleurs fort bien analysé dans le texte) en une « communauté hautement industrialisée au bénéfice direct du peuple » (ou en un pays qui connaîtrait « un développement intégral de son économie ouvrant la voie à une libération nationale et sociale véritable »), indépendamment de toute extension de la révolution bolivienne vers les autres pays d'Amérique latine et notamment vers ses pays voisins plus industrialisés.

Vous connaissez comme nous les termes des X^e et XI^e Thèses :

« La révolution socialiste ne peut s'accomplir dans les cadres nationaux. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées, tendent à dépasser le cadre de l'Etat national. De là, les guerres impérialistes d'une part, et l'utopie des Etats-Unis bourgeois d'Europe, d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale, et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi, la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète. »

« Le schéma tracé plus haut du développement de la révolution mondiale élimine la question des pays "mûrs" ou "pas mûrs" pour le socialisme. Selon cette classification pédante et figée que le programme actuel de l'Internationale Communiste a établie. Dans la mesure où le capitalisme a créé le marché mondial, la division mondiale du travail et les forces productives mondiales, il a préparé l'ensemble de l'économie mondiale à la reconstruction socialiste. »

« Les différents pays y arriveront avec des rythmes différents. Dans certaines circonstances, des pays arriérés peuvent arriver à la dictature du prolétariat plus rapidement que des pays avancés, mais ils parviendront au socialisme plus tard que ces derniers. »

« Un pays colonial arriéré ou semi-colonial dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est par ce fait même, incapable de mener à bien sa révolution démocratique. Par contre, dans un pays où le prolétariat arrivera au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort futur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces de production nationales que du développement de la révolution socialiste internationale. »

Ce sont là, camarades, les positions du marxisme, qui en tant que seules positions scientifiques ne cherchant pas à jouer à cache-cache avec la réalité, sont les seules à ne pas cacher aux travailleurs des pays arriérés les limites du développement économique et social qu'ils peuvent connaître sur la base de leurs seules forces de production nationales même développées de façon « complète et harmonieuse ».

Si elle est séparée des thèses que nous venons de citer, la VIII^e Thèse de la révolution permanente peut devenir source de graves déviations et porte en elle les germes des plus sérieuses désillusions dans l'avenir. Car prise isolément elle ne rend absolument pas compte de la réalité sociale créée par l'unité de l'économie mondiale.

Le passage du pouvoir entre les mains du prolétariat bolivien ouvrirait la voie à un degré sans doute appréciable de développement des forces productives, impossible dans les cadres du capitalisme, mais se heurterait rapidement à des limites qui ne peuvent être reculées indépendamment d'une extension de la révolution vers d'autres pays. Les contraintes objectives de la division internationale du travail et la pression formidable qu'exercera sur lui

l'impérialisme pour le briser, contraignent le prolétariat qui a pris le pouvoir dans un pays donné à y établir une vie de forteresse assiégée, où il doit chercher à tirer tout le parti qu'il peut des forces productives dont il dispose, mais dont l'issue réside uniquement dans l'extension internationale de la révolution.

C'est pour cette raison que nous pensons qu'il manque une dimension indispensable à des passages du texte du type suivant :

« Il n'existe pas le moindre indice sérieux qui permette aux travailleurs et au peuple de se faire la moindre illusion sur le processus en cours. Nous sommes sûrs que le cours démocratique qui s'est ouvert, et les mesures progressistes adoptées par le gouvernement, pourront seulement triompher à condition qu'un tel processus passe aux mains du prolétariat. C'est seulement par cette voie que les tâches démocratiques seront transformées en socialistes, permettant à la Bolivie de devenir une communauté hautement industrialisée au bénéfice direct du peuple. »

« Il apparaît vain de tenter de répéter l'expérience du passé, en croyant que notre pays pourrait s'industrialiser dans le cadre du monde capitaliste. Le développement intégral de notre économie, qui donnerait lieu à une libération nationale et sociale effective, se matérialisera seulement par la rupture avec l'impérialisme. L'unique manière d'y parvenir est de nationaliser tous les moyens de production qui sont aux mains de l'impérialisme et ceci ne pourra être réalisé que par le prolétariat au pouvoir. »

Dans les thèses de la C.O.B., on lit :

« L'histoire nous enseigne qu'à l'étape actuelle, marquée par la désintégration de l'impérialisme, les pays arriérés parviendront au but de la civilisation — le développement complet et harmonieux de leur économie — uniquement par la voie du socialisme. »

C'est là une formulation incomplète qui poussée plus loin peut se transformer en une position fautive : ce ne sont pas seulement les pays arriérés mais aussi les pays avancés qui ne peuvent parvenir au développement complet et harmonieux de leur économie indépendamment du socialisme, et dans le cas des uns comme des autres, l'expérience démontre qu'il est impossible d'envisager ce but comme pouvant être complètement atteint par un pays quel qu'il soit agissant de façon isolée.

L'expérience de l'U.R.S.S., de tous les pays de l'Est, de la Chine démontre qu'un pays donné peut certainement accomplir des progrès appréciables sur la base des rapports de production nouveaux et à l'aide de la planification dans les années qui suivent immédiatement la révolution, mais que ces progrès rencontrent néanmoins très rapidement de formidables obstacles provenant du caractère limité des forces productives dans le seul cadre national. Le socialisme ne peut pas être construit dans un seul pays. C'est sur la base de l'isolement de la révolution russe que la bureaucratie stalinienne a pu précisément se développer, usurper le pouvoir au prolétariat et instaurer sa dictature policière.

Il ne peut donc y avoir de « développement complet et harmonieux » des économies nationales quelles qu'elles soient, indépendamment du « développement complet et harmonieux » de l'économie mondiale dans son ensemble, c'est-à-dire indépendamment du « triomphe définitif de la nouvelle société sur toute la planète ». Pour ce qui est des pays arriérés, c'est alors seulement qu'il leur sera possible de se libérer, non seulement du joug impérialiste, mais aussi du lourd legs de leur arriération, comme des mille et un liens de domination subtilement tissés par l'impérialisme au travers des rouages du marché mondial. C'est alors seulement surtout qu'il leur sera possible de prendre appui, dans des conditions positives et constructives, sur les forces productives hautement développées des parties les plus avancées de l'économie mondiale. C'est alors seulement qu'il sera possible aux pays avancés de leur côté de mettre un terme aux contradictions qui freinent leur développement en mettant précisément l'ensemble des forces productives dont ils disposent au service d'un « développement complet et harmonieux » de l'économie mondiale prise dans son ensemble.

« La révolution socialiste — dit Trotsky — commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. » Traduit en

termes boliviens cela veut dire : la révolution bolivienne ne se conçoit, et n'a de chance de survie, que comme la première étape de la révolution en Amérique latine, qui ne peut se matérialiser en dehors de la construction des États-Unis socialistes d'Amérique latine, laquelle à son tour ne se conçoit que comme une étape de la révolution mondiale englobant la révolution politique dans les pays sous domination bureaucratique et la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés comme arriérés.

Nous considérons pour notre part qu'en n'introduisant pas cette dimension, ainsi que ses différents éléments constitutifs, comme l'un des axes centraux des thèses de la F.S.T.M.B. et de la C.O.B., vous avez d'une part manqué une occasion très favorable (qu'il vous sera maintenant nécessaire d'essayer de retrouver par d'autres moyens) pour publiquement lancer du sommet d'une tribune syndicale prestigieuse, et cela même si le nom de la IV^e Internationale n'avait pas à être prononcé dans ce cadre, toute l'orientation qui doit servir de soubassement au travail de reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, et, d'autre part, affaibli considérablement la structure et la portée même des thèses en les enfermant dans un cadre bolivien, avec une simple section additive sur « l'internationalisme prolétarien » au sujet duquel nous parlerons plus loin.

Nous connaissons les exigences de thèses rédigées pour des congrès syndicaux. Nous savons qu'elles doivent donner des réponses concrètes à des situations concrètes, donc s'attaquer directement aux problèmes politiques déterminés qui se posent à une classe ouvrière donnée dans le contexte d'une situation précise de la lutte de classes.

Mais nous pensons que l'armement politique du prolétariat bolivien, tout comme la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, exigeaient l'un et l'autre qu'un texte à la rédaction duquel le parti trotskyste bolivien participait activement, intègre à un moment donné de l'analyse les éléments indispensables pour situer correctement la situation bolivienne dans son contexte international. C'est-à-dire, aujourd'hui en l'occurrence :

1^o Une analyse, fut-elle succincte, de la période actuelle ouverte par la grève générale française et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, et continuée par les grands combats de classe livrés en Italie et en Argentine en 1969 et le début de la mobilisation de la jeunesse et de la classe aux États-Unis et dans laquelle s'intègre comme une composante essentielle, mais pas isolée, le combat acharné des ouvriers et paysans indochinois contre les forces militaires américaines, en tant que période de l'imminence de la révolution, laquelle constitue désormais le cadre des luttes de classe qui pourront se dérouler en Bolivie comme dans toute l'Amérique latine, au même titre que dans l'ensemble du monde.

2^o Une analyse, dans le cadre ainsi fixé, d'une part des traits communs qui unissent, au-delà de leur diversité, les pays d'Amérique latine et imprime des traits communs aux combats du prolétariat de tous ces pays ; et d'autre part du cours de la lutte des classes au cours des dernières années, de façon à déboucher sur la perspective de combats révolutionnaires se donnant comme objectif la formation des États-Unis socialistes d'Amérique latine, réplique révolutionnaire aux plans d'intégration bourgeois actuellement en cours d'élaboration (pacte Andin, etc.) sous l'égide de l'impérialisme américain.

Nous pensons que ce type d'analyse conforme à la méthode marxiste et fidèle par conséquent aux thèses de la révolution permanente aurait, d'une part, contribué à armer l'avant-garde bolivienne par rapport à ses tâches immédiates en lui permettant de comprendre dans quel contexte se situe la lutte contre la bourgeoisie et les agents de l'impérialisme dans son propre pays, et d'autre part pu faire des thèses de la C.O.B., organisation jouissant d'un grand prestige, un point de ralliement pour de nombreux militants en Amérique latine, qu'ils soient ou non trotskystes à l'heure actuelle.

Or au lieu de cela nous pensons nous trouver en présence d'un texte qui, après avoir fait, nous semble-t-il, certaines concessions à l'idée de la possibilité de la construction du socialisme dans la seule Bolivie, fait, d'une part, une place à des appréciations de type stalinien sur le régime Ovando, et introduit, en tous cas, dans le chapitre sur « l'internationalisme prolétarien », une analyse stalinienne là où précisément on s'attendrait à une analyse conforme aux positions trotskystes, du type esquissé plus haut.

Camarades, peut-être nous contredirez-vous, mais nous avons trouvé dans les thèses de la C.O.B., d'une part des passages qui nous paraissent d'inspiration directement stalinienne ; et d'autre part une grave omission concernant la Tchécoslovaquie qui paraît exprimer une très sérieuse concession aux agents boliviens de la bureaucratie du Kremlin.

1. Nous avons relevé, tout d'abord, dans le texte plusieurs passages sur la situation politique interne de la Bolivie qui paraissent d'inspiration stalinienne et sont en parfaite contradiction aussi bien avec d'autres passages des mêmes thèses qu'avec les positions que le P.O.R. a défendues dans « Masas ». On aboutit ainsi à la juxtaposition de deux lignes totalement opposées.

Prenons quelques exemples : on lit d'une part, et à notre avis correctement, que :

« L'expérience de 1952-1964 nous enseigne qu'une révolution pour être victorieuse ne doit pas s'arrêter, mais continuer jusqu'à la fin, et que le problème décisif est la question de savoir quelle classe sociale contrôle le pouvoir. Le soulèvement insurrectionnel des masses ne suffit pas, il faut définir qui assume la direction de ce soulèvement. La participation héroïque de la classe ouvrière aux événements du pays est en soit insuffisante, ce qui importe, c'est la forme que prend cette participation, et si elle s'effectue avec sa propre direction et en vue de ses propres objectifs. Il est nécessaire en définitive que la classe ouvrière conquière l'hégémonie dans le cours de la lutte, attirant à ses côtés les masses des campagnes et de larges secteurs populaires et urbains.

« Le problème qui se pose au prolétariat bolivien est de se constituer en une puissante force sociale et politique indépendante, et d'intervenir au travers de l'ouverture nationaliste et démocratique pour conquérir le pouvoir. En ce sens, les travailleurs rejettent toute possibilité de retour au « co-gouvernement », expérience négative qui a fermé à la classe ouvrière la voie de la conquête de tout le pouvoir, et qui en se transformant pour la petite-bourgeoisie en un instrument de contrôle et de freinage de la classe ouvrière, se termina par une défaite majeure dont la cause a résidé dans la trahison que cette notion signifiait par rapport au rôle historique de la classe ouvrière. »

Mais d'autre part nous trouvons dans les mêmes thèses des passages qui sous-entendent que le gouvernement Ovando a pris au moins « certaines » mesures « anti-impérialistes », qu'il pourrait sous la pression des masses peut-être en prendre d'autres et accomplir ainsi lui-même sous la « pression » des masses des pas « nous conduisant à une véritable révolution ». C'est ainsi en particulier que le passage suivant nous paraît INCONCILIABLE avec l'analyse que nous venons de citer et exprimer une AUTRE ligne politique : celle des agents boliviens de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin :

« Le processus actuel est contradictoire : tandis que le gouvernement prend quelques mesures anti-impérialistes et progressistes d'une part, d'autre part, il adopte des mesures pro-impérialistes et contraires aux intérêts nationaux et populaires. Le prolétariat appuie tout ce qui est positif pour l'émancipation de notre peuple et en même temps il critique et combat les mesures qui sont contraires aux intérêts des masses, luttant pour imposer de nouvelles mesures anti-impérialistes, qui nous conduiraient à une véritable révolution sur le chemin de l'émancipation nationale et du socialisme. Telle est la tactique de notre intervention dans le processus actuel, ceci sans oublier les objectifs finaux de la classe ouvrière. »

Nous pensons que c'est dans le chapitre 5 que la juxtaposition de deux lignes — celle où grâce à son organisation indépendante de classe le prolétariat bolivien doit se porter à la tête des autres classes et couches sociales de la Bolivie dans le combat pour la révolution socialiste ; celle au contraire où dans le cadre d'un « front populaire anti-

impérialiste... se conjuguent tous les courants politiques et sociaux qui luttent pour un changement profond de la situation bolivienne, comportant le remplacement des structures périmées dans un sens anti-impérialiste et populaire — atteint son point culminant. Ce n'est plus de section à section ou de paragraphe à paragraphe que la juxtaposition de deux lignes inconciliables s'opère, mais de phrase à phrase :

« Pour accomplir notre mission historique, nous sommes pourvus de formes propres d'organisation : le syndicat, la direction politique révolutionnaire et le front anti-impérialiste. Nous avons nos propres drapeaux de lutte idéologique et nos propres méthodes de combat pour aller à la conquête de notre propre gouvernement, qui en tant que gouvernement des travailleurs, sera le gouvernement le plus authentiquement national du pays.

« La C.O.B. — que nous défendons contre toute tentative d'éclatement doit s'affirmer comme la direction ouvrière ferme, lucide, claire de tous les travailleurs. C'est dans son sein que doit se réaliser la véritable alliance avec nos frères paysans, avec les artisans, les petits commerçants, les intellectuels, les universitaires, les professions libérales, dans le cadre de la démocratie syndicale la plus large. A son tour, la fédération des mineurs doit exprimer l'unité et la conscience de classe des combattifs mineurs de fond.

« L'unité ouvrière et le renforcement de nos organisations sont les seules garanties pour que le processus en cours ne soit pas étouffé dans le cadre capitaliste, arrêté qui signifierait le retour au pouvoir de la contre-révolution.

« Pour parvenir au socialisme, il apparaît nécessaire tout d'abord de faire l'unité de toutes les forces révolutionnaires et anti-impérialistes. La révolution populaire anti-impérialiste est liée à la lutte pour le socialisme. Le Front populaire anti-impérialiste est l'alliance de classes proches, et l'instrument unitaire pour faire la révolution. Dans l'alliance des ouvriers et des paysans et des masses urbaines sur le plan politique, se conjuguent tous les courants sociaux et politiques qui luttent pour un changement profond de la situation bolivienne, comportant le remplacement des structures périmées dans un sens anti-impérialiste et populaire. L'expulsion de l'impérialisme et la réalisation des tâches nationales et démocratiques rendront possible la révolution socialiste.

« Les méthodes et les formes de lutte du prolétariat doivent s'adapter aux objectifs finaux. Il ne peut pas exister de contradiction entre les fins et les moyens. L'expérience accumulée des méthodes cruelles de répression de nos ennemis de classe nous a appris à nous préparer à l'usage de toutes les formes de lutte, y compris l'usage de la violence révolutionnaire.

« Pour chaque situation historique concrète, nous définirons si l'exigence fondamentale est celle de l'éducation et l'organisation prolétarienne, de la mobilisation des masses, ou de la préparation de l'insurrection militaire. La classe ouvrière aspire à prendre le pouvoir et doit être prête à utiliser y compris la force si sa position au sein des rapports de force entre les classes l'exige.

« La classe ouvrière rejette l'idée de conciliation entre les classes et de "paix sociale" comme étant contraire à son aspiration à conquérir le pouvoir. La lutte de classe dans un pays arriéré comme le nôtre, ne nie pas la possibilité d'alliance entre classes non antagonistes ; ce qui n'a rien à voir avec la politique réformiste de la collaboration de classe. »

Camarades, il faut être clairs ! Vous savez comme nous que la lutte pour « le remplacement des structures périmées » constitue précisément le vocable même sous lequel se masque aujourd'hui « la politique réformiste de la collaboration de classe » qui est dénoncée avec tant de vigueur dans ce dernier paragraphe. Vous savez comme nous que la « révolution populaire anti-impérialiste » est antithétique avec la révolution socialiste et même conçue uniquement en vue de l'empêcher ou de l'étrangler. On ne peut pas marier l'eau et le feu, on ne peut pas présenter au prolétariat bolivien dans le même texte, deux thèses rigoureusement contradictoires, sans aboutir à semer dans sa tête la confusion la plus dangereuse et à fournir des armes à ses ennemis.

2. C'est dans le chapitre dit de « l'internationalisme prolétarien » que nous avons relevé des passages au sujet desquels nous pensons que vous serez d'accord avec nous pour dire qu'ils n'ont rien à voir, ni de près ni de loin, avec le trotskysme, mais sont au contraire puisés directement, jusqu'aux termes mêmes, dans l'arsenal des thèses officielles du stalinisme, telles qu'elles se sont par exemple exprimées récemment à la conférence de Moscou de 1969 :

« Le caractère de notre époque est celui de la transition du capitalisme au socialisme, et la logique de la lutte des classes à l'échelle de la planète fait que convergent dans une même direction anti-impérialiste les trois mouvements révolutionnaires de notre époque : le socialisme déjà triomphant sur un tiers de la planète, la lutte de la classe ouvrière et la révolte de

la jeunesse dans les pays impérialistes, et le mouvement de libération nationale des peuples opprimés. »

Non ! notre époque n'est pas celle « du socialisme déjà triomphant sur un tiers de la planète » et de la « transition du capitalisme au socialisme » sur les deux autres tiers. Elle est celle d'un monde qui vit toujours sous la menace pressante de la rechute possible dans la barbarie, dont il peut être libéré seulement par le mouvement combiné de l'action révolutionnaire du prolétariat en vue de la révolution sociale (et pas seulement l'émancipation nationale) dans les pays capitalistes avancés ou arriérés, et de la révolution politique contre la bureaucratie, dans les pays où celle-ci a usurpé le pouvoir au prolétariat.

Car il n'y a pas « d'états socialistes » dans le monde d'aujourd'hui, il n'y a que des états qui possèdent une filiation avec l'état ouvrier dégénéré, issu de la contre-révolution menée à bien par la bureaucratie à la suite de l'isolement de la révolution d'Octobre. Dans ces états le prolétariat se trouve soumis à une dictature bureaucratique policière de la part d'une couche parasitaire — véritable cancer qui vit sur le dos de la classe ouvrière — dont la situation la conduit à jouer chaque jour plus pleinement le rôle d'agent de la bourgeoisie internationale, faisant ainsi peser des menaces de plus en plus graves sur les conquêtes mondiales du prolétariat : action pour isoler la révolution chinoise et la livrer à l'impérialisme, invasion armée de la Hongrie en 1956, de la Tchécoslovaquie en 1968 pour briser le mouvement de la classe ouvrière cherchant à chasser les usurpateurs, agents et alliés locaux de la bureaucratie du Kremlin, et structurer son propre pouvoir, le pouvoir de la classe ouvrière, s'exerçant au travers de la démocratie des conseils ouvriers.

Oui ! les trotskystes sont pour la défense de l'U.R.S.S., mais non à la manière du chroniqueur du numéro 373 de « Masas » dont les positions étaient effectivement totalement étrangères au trotskysme, ni même à la manière de l'auteur de la note rectificative du numéro 374 de « Masas », qui s'est vu contraint certes de faire allusion à la « conduite erronée et contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin » et de reconnaître que celle-ci faisait peser une menace de défaite par l'impérialisme sur l'U.R.S.S., mais qui s'est refusé à indiquer les conclusions que les trotskystes ont de tout temps tiré de cette analyse : à savoir la nécessité pour les révolutionnaires de tout mettre en œuvre en U.R.S.S. et internationalement pour hâter la révolution politique par laquelle la classe ouvrière d'Union Soviétique chassera la bureaucratie du Kremlin. Écoutons Trotsky :

« La défense de l'U.R.S.S. ne signifie nullement des rapprochements avec la bureaucratie du Kremlin, des adaptations de sa politique ou des adaptations à la politique de ses alliés. Dans cette question comme dans les autres, nous restons entièrement sur le terrain de la lutte de classes internationale. « Que défendons-nous dans l'U.R.S.S. ? Non pas ce par quoi elle ressemble aux pays capitalistes, mais ce par quoi elle en diffère. En Allemagne, nous prêchons aussi l'insurrection contre la bureaucratie dirigeante, mais uniquement pour renverser immédiatement la propriété capitaliste. En U.R.S.S., le renversement de la bureaucratie est nécessaire pour sauvegarder la propriété étatique. C'est seulement en ce sens que nous sommes pour la défense de l'U.R.S.S. »

(L'U.R.S.S. en guerre dans « In défense of Marxism ».)

Ceci nous conduit tout naturellement à vous poser la question de savoir comment il se fait que silence ait été fait par les congrès de la F.S.T.M.B. et de la C.O.B., au sujet de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, et du processus de répression stalinienne que la bureaucratie du Kremlin a engagé depuis, de façon systématique, contre la classe ouvrière, les intellectuels et la jeunesse tchécoslovaques.

Ce silence, Camarades, a été pour nous un motif extrêmement profond de surprise ! Nous ne comprenons pas comment vous avez l'an dernier publié d'abord dans « Masas », puis en brochure séparée, la longue déclaration du Comité international sur la Tchécoslovaquie, puis au début de cette année fait état de la conférence des mili-

tants des pays de l'Est tenue à l'initiative du Comité international, pour permettre ensuite que silence soit fait aux congrès syndicaux sur cette question, sans vous battre pour imposer à ces congrès de prendre clairement et hautement position.

Aucune considération tactique locale, c'est-à-dire purement bolivienne, ne nous paraît justifier une telle façon de procéder. Elle constitue à nos yeux un abandon, aussi circonstanciel soit-il, du Programme sur une question de principe. Elle constitue également une méconnaissance profonde des processus de crise que l'intervention de 1968 et la « normalisation » imposée depuis ont déclenché dans les rangs stalinien et qui fournissent aux trotskystes les plus grandes possibilités d'intervention pour établir sur des bases de rupture avec la bureaucratie des liens politiques nouveaux avec des militants ayant été ou étant encore membres des P.C.

IV

Nous avons compris que l'existence ou l'absence dans les thèses de la C.O.B. des éléments dont nous venons de faire état, traduisent le fait que le P.O.R. s'est cru obligé, semble-t-il, de passer un accord avec le P.C. bolivien à l'occasion du congrès des mineurs et de la C.O.B.

Quoique nous ne possédions pas d'éléments d'appréciation qui nous permettent de juger de l'opportunité de cet accord, nous n'avons pas d'objections de principe contre des accords limités sur des points précis avec les appareils, y compris l'appareil stalinien, car nous savons qu'ils peuvent être parfois rendus nécessaires par les circonstances mouvantes de la lutte des classes.

Tout ceci à la seule condition que les termes de l'accord n'aient pas de répercussion par rapport à des points essentiels de notre Programme.

Or dans le cas présent notre lettre est motivée précisément par la nature des concessions que vous paraissez avoir cru possible de faire avec le P.C. bolivien, c'est-à-dire, ne l'oublions jamais, avec les agents boliviens de la bureaucratie du Kremlin.

Ces concessions nous paraissent effectivement porter, ainsi que nous l'avons montré dans le cours de cette lettre, sur des points essentiels qui concernent à la fois la perspective de la révolution bolivienne et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Camarades, nous vous le disons sans détours, mais par une conviction profonde et même angoissée, si elles devaient réellement devenir la charte du mouvement ouvrier bolivien et représenter l'orientation sur laquelle celui-ci devrait se guider, et si le P.O.R. devait par la suite les faire siennes (ou même longtemps taire le fait qu'elles sont le résultat de compromis et n'ont qu'une valeur très circonstancielle), alors les thèses de la C.O.B. risqueraient fort de constituer un nœud coulant autour du cou du prolétariat bolivien, car elles l'enferment rigoureusement dans le cadre de la seule Bolivie. Or enfermée dans le cadre bolivien la révolution prolétarienne bolivienne serait condamnée à mort, sans que l'organisation d'une guerre révolutionnaire maquisarde, par exemple, dont la classe ouvrière serait l'âme, y change grand chose. La révolution bolivienne ne pourra survivre que si elle s'étend. Aussi sommes-nous convaincus qu'il faut dès maintenant tout mettre en œuvre pour préparer cette bataille décisive, c'est-à-dire : 1^o entreprendre la formation politique permanente de la classe ouvrière bolivienne et de ses organisations afin de les préparer en vue de cette perspective ; 2^o commencer un travail intensif de propagande en faveur des Etats-Unis d'Amérique latine dans tout le sous-continent et 3^o mener la lutte pour regrouper sur cette plate-forme, donc sur les positions du Comité international, une avant-garde à l'échelle latino-américaine ; en un mot, et pour tout résumer, **lutter sans trêve pour la reconstruction de la IV^e Internationale.**

A cet égard sans doute est-il nécessaire de revenir sur quelques problèmes de méthode.

1. Entreprendre la reconstruction de la IV^e Internationale que ce soit ici ou en Amérique latine, c'est d'abord ainsi que toute notre propre expérience quotidienne nous l'a appris, chercher réellement à comprendre soi-même de façon profonde dans quelle période nous sommes entrés : une période qui est celle de « l'imminence de la révolution » en ce que la classe ouvrière à l'échelle internationale a commencé, de façon décisive, à se libérer de l'emprise stalinienne, et cherche aujourd'hui mondialement à se regrouper sur de nouveaux axes. De ce point de vue nous vous demandons instamment de mettre en discussion de façon large dans toutes les instances responsables du P.O.R. les textes que nous avons rédigés en vue de la 4^e conférence du Comité international et de discuter à fond dans les rangs de votre parti la signification de la grève générale française, de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie et de la crise qui s'est développée depuis dans les rangs des P.C. et dans laquelle nous intervenons pour notre part activement en Europe. Quant à nous, nous pensons que nous sommes entrés dans une période nouvelle en ce sens que des milliers de militants cherchent aujourd'hui de nouvelles voies et deviennent disponibles pour être gagnés à la construction de partis révolutionnaires et de l'Internationale sur la base du Programme de la IV^e Internationale. Nous pensons que nous vivons une période nouvelle, dans le fait que la marge de manœuvre de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international se réduit chaque jour ; que cette bureaucratie connaît dans ses bastions une très grave crise économique et sociale et vit désormais dans la hantise de sa classe ouvrière ; que le contrôle du prolétariat français et italien a commencé à lui échapper ; que dans de nombreuses parties du monde, la jeunesse commence à se regrouper et s'organiser en marge des appareils, et fût-ce sur des positions gauchistes, libérée de leur emprise.

2. Entreprendre la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, c'est ensuite démontrer à chaque moment votre volonté de vous orienter, en Bolivie même, sur une ligne résolument internationaliste, dans laquelle il n'y a pas de révolution en Bolivie en dehors d'une perspective continentale, et dans laquelle il n'y a pas de révolution en Bolivie indépendante de la lutte pour son extension et la construction des Etats-Unis d'Amérique latine. Lutter pour l'Internationale c'est faire des documents du P.O.R. et des organisations ouvrières syndicales boliviennes, des documents qui visent plus large et plus loin que la seule Bolivie, qui deviennent des textes qui puissent servir d'orientation à l'avant-garde des autres sections du prolétariat d'Amérique latine.

Lutter pour l'Internationale signifie donc mener sur le plan des principes une lutte sans trêve contre les positions staliniennes — « révolution populaire anti-impérialiste », alliance avec la section supposée « progressiste » de la bourgeoisie, possibilité de construction du socialisme dans un seul pays, etc. — contre les positions castristes et surtout contre le mythe même de « Cuba état socialiste ». Car si Cuba est socialiste, cela signifie que le Programme est caduc, que la réalité qui sert de base aux théories de la révolution permanente a été abolie, que le socialisme peut être construit dans une seule île et exister même lorsque le prolétariat est écarté radicalement du pouvoir. Nous savons que tout ceci vous ne le pensez pas, mais nous ne comprenons pas que vous puissiez le laisser accréditer plus longtemps, le laisser écrire dans des documents recevant votre appui.

3. Entreprendre la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine, c'est enfin œuvrer au regroupement des militants et organisations par rapport à ce bilan du stalinisme et du castrisme, par rapport à cette orientation internationaliste fondée sur la méthode marxiste et la reconnaissance de l'unité de l'économie et de la lutte des classes mondiale, en comprenant qu'aujourd'hui ce

travail ne peut être que fructueux, car même s'ils ne sont pas aujourd'hui trotskystes, il y a du fait de la faillite des autres lignes, partout des militants qui cherchent à se regrouper sur un autre axe.

Préparer une conférence de militants et d'organisations vers la reconstruction de la IV^e Internationale aujourd'hui en Amérique latine comme ailleurs, ne consiste pas à commencer par compter le nombre des participants éventuels pour constater qu'ils sont peu nombreux et que la chose est impossible, mais consiste à engager publiquement pendant le temps qu'il faudra — six mois, un an, plus au besoin — une campagne autour de la nécessité d'une telle conférence et autour des thèmes qu'elle aura à traiter. C'est ce travail-là que nous avons commencé modestement avec le Bulletin international en langue espagnole. C'est ce travail-là que nous voudrions voir engager de façon systématique, opiniâtre, par « Masas ».

Le P.O.R. ne peut pas se borner à se considérer uniquement comme l'avant-garde du prolétariat bolivien, et « Masas » ne peut pas être un organe uniquement à « usage bolivien ». Le P.O.R. doit accepter de reconnaître, et par conséquent d'assumer, le rôle qui lui est dévolu, qu'il le veuille ou non, du fait qu'il est en Amérique latine, la seule organisation de tout le continent qui ait survécu à la crise pabliste. S'il ne l'assumait pas, le P.O.R., nous en sommes convaincus, échouerait également, par la force des choses, dans l'accomplissement de ses tâches comme avant-garde du prolétariat bolivien.

Nous pensons que l'adhésion du P.O.R. au Comité international doit avoir pour résultat de lui permettre de

rompre tout de suite l'isolement politique auquel la destruction de la IV^e Internationale par les pablistes nous a tous conduits au cours d'une très longue période.

Rompre l'isolement politique c'est, entre autres choses, pour chacune des sections d'avoir la possibilité de bénéficier de l'acquis politique des autres. Pour le P.O.R. c'est pouvoir bénéficier du bilan que la section française a tiré de la grève générale de 1968, de l'expérience acquise par la section hongroise du stalinisme et de la lutte du prolétariat des pays de l'Est contre la bureaucratie ; c'est pouvoir s'orienter en Bolivie en partant de l'analyse de la période actuelle comme celle de l'imminence de la révolution. Pour nous et pour le C.I. dans son ensemble, inversement, c'est pouvoir rapidement bénéficier de l'expérience du P.O.R. et l'intégrer dans l'ensemble des positions du C.I.

Rompre l'isolement politique c'est également, pour chacune des sections, avoir la possibilité de confronter ses positions et son orientation avec les autres sections dans le cadre d'une discussion entre communistes.

Nous comprenons à la lumière des dernières nouvelles qui nous sont parvenues que le P.O.R. aborde une phase très difficile et délicate de la lutte des classes en Bolivie. **En écrivant cette lettre nous entendons vous manifester notre appui fraternel le plus complet** ainsi que la possibilité de clarifier par la discussion vos propres idées. Rien de ce que le P.O.R. peut faire ou écrire ne nous est maintenant indifférent.

C'est là le sens de notre lettre.

**Le Bureau politique
de l'Organisation Communiste Internationaliste**

SUR LE DOCUMENT DE LA CENTRALE OUVRIÈRE BOLIVIENNE

(tiré de « MASAS », N° 376) - La Paz, 25 août 1970

1. Caractère du document

Les camarades comprendront fort bien qu'un document syndical est une chose, et un document du parti, une autre.

Il est évident que le syndicat le plus révolutionnaire qui soit a beaucoup de limitations par rapport au parti ; il suffit de rappeler à cet égard que le premier a pour ainsi dire le caractère d'un front unique des diverses tendances qui travaillent et vivent au sein de la classe ouvrière.

Nous croyons être dans le vrai lorsque nous qualifions d'ultimatistes ceux qui tentent d'imposer, utilisant pour cela des méthodes indignes n'ayant rien de révolutionnaires, la totalité de leur programme de parti aux organisations syndicales. En Bolivie nous avons une longue expérience à ce sujet. Lorsque les thèses dites de Pulacayo ont été adoptées par les mineurs, on a vu une prolifération de critiques, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de gens qui se disaient trotskystes et ont fini plus tard par capituler face aux tendances nationalistes et même impérialistes, qui se sont étonnés parce que nous n'avions pas posé, dans le texte, l'ensemble des problèmes qui se posent

dans le cadre du parti (nature de l'avant-garde, du futur gouvernement, etc.). Il est certain qu'il y avait en plus dans le texte des passages confus et de nombreuses lacunes sur des points importants. On pouvait également déjà noter à l'époque une espèce de sous-estimation ou méconnaissance du problème international.

Il reste que les faits ont ensuite démontré que ce document, indiscutablement limité et imparfait sur de nombreux points, servit d'axe à une des mobilisations révolutionnaires les plus puissantes jamais connues du pays. Ceci fut possible parce que pour ce qui concernait les points les plus cruciaux de la problématique politique bolivienne le texte contenait des réponses révolutionnaires précises. Ceci a sauvé les thèses et leur a permis de contribuer de façon positive au mouvement révolutionnaire et devenir chair et sang du gros des masses ouvrières. Ceux qui ont participé dans l'élaboration et l'adoption de ce célèbre document étaient pris en tant que militants du P.O.R., beaucoup plus éloignés que les masses des positions politiques et idéologiques qui s'y trouvaient consignées. Mais ils se voyaient contraints de tenir compte du niveau atteint par

l'évolution des masses, leurs préjugés nationalistes et même leurs craintes. Si on avait voulu intégrer dans le programme syndical l'ensemble des positions du parti, il est certain que nous n'aurions jamais eu de thèses de Pulacayo et nous n'aurions pas pu pousser en avant la mobilisation des masses boliviennes.

Il ne s'agit pas seulement de la nature particulière du syndicat, sinon du fait bien évident que tout document à caractère politique, adopté dans ce cadre, traduit le rapport de forces entre les tendances politiques en présence. Traditionnellement la pratique syndicale bolivienne veut que les projets de déclarations politiques ou autres qui sont présentés, soient discutés, révisés ou réélaborés dans les commissions et assemblées des congrès. Il est très rare qu'un document préparé par une fraction politique déterminée soit adoptée sans modifications ou amendements.

Au cours des deux congrès récents, les militants du P.O.R. ont travaillé dans des conditions extrêmement difficiles : ils commençaient à peine à être intégrés dans la production, ils n'ont pas pu contrôler la préparation de ces réunions, leurs adversaires politiques ont disposé du temps et des moyens pour monter toute une machinerie destinée à corrompre la pensée des couches les plus avancées du prolétariat. Le trotskysme s'appuie sur les secteurs d'avant-garde et ses idées peuvent toujours être neutralisées à l'aide de la majorité des délégués qui correspondent au gros des couches indifférentes ou politiquement retardataires des travailleurs.

Au cours des deux congrès, les deux tendances les plus importantes et capables de servir de pôles de regroupement furent sans aucun doute la tendance trotskyste et la tendance stalinienne d'obédience soviétique qui, en raison de ses propres positions, possédait plus de possibilités que nous pour agglutiner autour d'elle toutes les tendances nationalistes et modérées.

Les documents votés au cours de ces deux congrès reflètent le heurt de ces tendances, ce qui explique beaucoup des contradictions dont ils souffrent.

Il ne faut pas parler d'un compromis idéologique entre des courants opposés, mais de positions imposées au travers d'une série de votes. Dans cette bataille, les trotskystes ont engagé toutes leurs forces pour défendre les principales thèses qu'ils ont proposées concernant l'évolution du pays, et de ce point de vue, ils ont obtenu un succès remarquable.

2. La contradiction la plus importante

Le problème politique le plus décisif à l'heure actuelle, consiste à donner une réponse claire à la tentative de réformes nationalistes, c'est-à-dire capitalistes, qu'entreprennent les militaires aujourd'hui au pouvoir.

Les trotskystes donnent cette réponse en reprenant à leur compte, sous la meilleure forme possible, la thèse centrale de la théorie de la révolution permanente : la tentative des nationalistes bourgeois de mener à bonne fin les tâches démocratiques est condamnée à l'échec, et cet objectif ne peut être atteint qu'à condition que le prolétariat parvienne à se mettre à la tête du processus et prenne le pouvoir, afin d'accomplir pleinement les tâches démocratiques et les transformer en socialistes.

Les thèses de la C.O.B. ouvrent la perspective de la lutte pour le socialisme, non pour un avenir lointain et indéterminé, mais pour le présent, comme résultat du processus politique que nous sommes en train de vivre. C'est cette idée qui constitue la colonne vertébrale de tout le document et c'est ainsi que tous nos ennemis l'ont compris. C'est pour cela que le gouvernement, comme les industriels, comme toute la gamme des agents impérialistes, se sont dressés furieux pour combattre le document adopté par les congrès ouvriers.

Nous sommes convaincus que cette idée et cette perspective demeureront comme un acquis définitif et permettront

la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et des masses en général. C'est pour cette raison que le document de la C.O.B. jouera un rôle similaire à celui de la thèse de Pulacayo.

Les stalinien sont parvenus à introduire des paragraphes qui sont en contradiction totale avec la thèse exprimée plus haut ; ils nourrissent l'illusion qu'il serait possible de parvenir à la transformation du régime nationaliste au moyen de pressions, etc., mais ces scories disparaîtront dans le cours même de la lutte des classes. Heureusement, le heurt entre les positions politiques des uns et des autres ressort très clairement de la lecture du document.

Au cours même du congrès, le secrétaire général du P.O.R. a dénoncé ces contradictions et expliqué qu'il fallait voter les thèses pour leur idée centrale : la lutte pour le socialisme. Ce discours a été publié intégralement dans « Masas ».

3. La question internationale

Il est absolument faux que le document, ou nous-mêmes, ayons fait la moindre concession à l'idée du socialisme dans un seul pays ; ce qui plus est, la position ne fut pas formulée par qui que ce soit au cours des discussions du congrès.

Les soupçons que l'on pourrait avoir à cet égard seront dissipés lorsqu'on apprendra que le congrès de la C.O.B. a voté à l'unanimité une déclaration particulière séparée, au sujet de l'internationalisme prolétarien, dont le cinquième point affirme :

« La révolution prolétarienne sera notre œuvre à nous, travailleurs, et non pas celle de quelque secte ou groupe qui prétendent s'arroger abusivement notre représentation. Cette révolution commencera dans le cadre national, profondément enracinée dans nos traits nationaux spécifiques et dans notre histoire, et sera un phénomène national par excellence. Toutefois la victoire du socialisme et, par là même, la consolidation du gouvernement ouvrier ainsi que la structuration postérieure de la société sans classes, ne pourront se réaliser que sur le plan international en étroite relation avec le mouvement révolutionnaire mondial. L'unité latino-américaine, indispensable pour écraser l'impérialisme, a cessé d'être une tâche appartenant à la bourgeoisie ou à la petite-bourgeoisie et passe aux mains du prolétariat. L'unité latino-américaine se réalisera sous la forme des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine. »

Le reproche qui nous est fait d'avoir passé sous silence beaucoup des expériences révolutionnaires internationales récentes et, notamment, celles des pays de l'Est, est justifié.

En ce qui concerne les pays de l'Est, ces expériences démontrent la montée du mouvement de la classe qui tend vers la réalisation de la révolution politique contre la bureaucratie au pouvoir. Il est tout à fait certain que nous aurions pu faire approuver une résolution à ce sujet. Mais cela ne s'impose pas à nous comme une nécessité absolue.

Un mot de plus à cet égard : les points faibles du mouvement révolutionnaire comme de la vie intellectuelle de notre pays ont leur source dans leur ignorance au sujet des questions internationales et le fait qu'ils se sont développés pratiquement en marge de ce qui s'est passé ailleurs.

Il y a d'autres omissions, comme par exemple la question paysanne. Elles sont dues en grande partie au moment politique que nous vivons.

On peut également signaler l'existence de certaines imprécisions terminologiques dans le document. Il fut nécessaire d'utiliser des circonlocutions et donner de nombreuses explications pour présenter des notions qui pour nous sont concrètes et connues.

THESES DE LA FRACTION TROTSKYSTE DE MATZPEN

Le Moyen-Orient

1. Les pays arabes, parvenus aujourd'hui à des niveaux différents de leur développement économique, sont classés parmi les pays sous-développés. Il font partie du monde capitaliste dominé par l'impérialisme. D'où leur développement combiné : Les formes pré-capitalistes de l'économie coïncident avec les techniques les plus modernes du capitalisme.

2. La domination impérialiste sur ces pays a entraîné l'effritement et la destruction des rapports de production pré-capitalistes, et la constitution d'une économie de marché. L'impérialisme les a inclus dans la division internationale du travail en les transformant essentiellement en producteurs de matières premières (pétrole en Irak et en Arabie Saoudite, coton en Egypte). L'incapacité du marché mondial de s'élargir suffisamment, et la domination des monopoles capitalistes sur le marché mondial constituent un frein permanent au processus d'industrialisation et obligent les pays arabes à rester à un stade d'industrialisation partielle dans des secteurs secondaires, en particulier dans les matières premières et l'industrie légère. Ce frein permanent au processus d'industrialisation s'exprime par la survivance de rapports de production pré-capitalistes.

3. Le développement du capitalisme dans les pays arabes a fait naître une bourgeoisie locale d'une part, et un prolétariat industriel et paysan, issu de la paysannerie ruinée à la suite de l'intégration de l'agriculture au marché mondial d'autre part. Les rangs du prolétariat, privé des moyens de production sont élargis encore par les couches petites-bourgeoises urbaines artisanales, incapables de résister à la concurrence de la grande industrie internationale et locale.

4. La bourgeoisie arabe est dans la dépendance, depuis le début de son développement, de la force économique et politique de l'impérialisme d'une part, et est liée aux grands propriétaires terriens d'autre part. Par contre l'industrialisation, même restreinte, a créé un prolétariat jeune et puissant qui fait peser une menace sur la bourgeoisie. Derrière ce prolétariat, il y a non seulement les travailleurs agricoles, mais aussi les masses paysannes ruinées et les masses paysannes expulsées de la terre et non réintégrées, en raison du freinage du processus d'industrialisation, dans l'appareil de production. La faiblesse politique des bourgeoisies locales les empêche de mener une lutte réelle contre l'impérialisme mondial. Une telle lutte nécessite l'adhésion totale des masses révolutionnaires, qui pourraient, par la suite, se dresser contre les bourgeoisies elles-mêmes. Le prolongement du pouvoir politique de la bourgeoisie des pays arabes dépend de sa collaboration avec l'impérialisme, et d'une dictature politique dirigée contre les masses.

5. La soumission de la bourgeoisie à l'impérialisme, ses liens avec les grands propriétaires fonciers, et sa peur des masses, l'empêchent de prendre la tête d'une révolution bourgeoise-populaire qui réaliserait les objectifs d'une démocratie bourgeoise : liquidation de l'influence politique et économique de l'impérialisme, liquidation des survivances des rapports de production féodaux dans les villages, industrialisation, union nationale et régime démocratique. Les conditions historiques confèrent au prolétariat des pays arabes le rôle de réalisateur des objectifs de la révolution démocratique. A lui de tirer la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes, et les masses, privées de terre et de travail, et de les mener à la lutte contre la bourgeoisie et les féodaux au pouvoir, qui sont le plus sûr soutien de l'impérialisme. La lutte menée par le prolétariat pour la réalisation des objectifs démocratiques sera menée

conjointement à la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. A la tête des masses exploitées, le prolétariat prendra le pouvoir, établira la dictature du prolétariat qui matérialisera les fonctions de la révolution démocratique, et commencera à poser les bases nationales de la société socialiste internationale.

6. L'absence de direction révolutionnaire a jusqu'ici empêché la classe ouvrière des pays arabes d'accéder au pouvoir. De plus, le prolétariat arabe, tout comme les paysans pauvres, représente une force sociale puissante, menaçant souvent directement le pouvoir bourgeois. Pour écarter ce danger, la bourgeoisie locale s'appuie sur l'intervention directe de l'impérialisme (Liban 1958, Jordanie, bases américaines en Arabie Saoudite). Dans certains pays arabes, des éléments petits-bourgeois, issus des castes militaires, ont accouru au secours du régime capitaliste local, soit contre la pression de l'influence persistante de l'impérialisme, soit contre l'effervescence des masses (Egypte, Irak, Syrie).

7. Le renforcement de ces éléments petits-bourgeois s'explique par le fait que, dans les pays sous-développés, ce n'est pas le capitalisme mondial qui joue le rôle essentiel, mais le capital étranger. La bourgeoisie nationale, en effet, occupe, en ce qui concerne sa situation sociale, une position d'infériorité relative, qui se mesure directement par sa faiblesse politique.

Les gouvernements nationaux qui tentent de manifester leur opposition au capital étranger, doivent, en raison de la faiblesse de la bourgeoisie nationale, s'appuyer sur le prolétariat, même au moyen d'un recrutement limité par l'état. Toutefois, puisque l'alliance avec le capital étranger ne peut-être empêchée, et afin de défendre l'industrie locale devant le prolétariat, ces gouvernements doivent détruire les organisations ouvrières indépendantes et créer des régimes totalitaires, reposant sur une dictature militaire et policière. Ainsi, les gouvernements d'Irak, de Syrie et d'Egypte revêtent une forme bonapartiste, dont la base sociale est constituée par les éléments petits-bourgeois gérant les affaires du capitalisme national, en oscillant entre le capitalisme étranger et local, entre une faible bourgeoisie nationale et un prolétariat relativement fort.

8. L'origine petite-bourgeoise des directions de ces pays ne change en rien le caractère du régime qui était et reste bourgeois. Les directions tentent de neutraliser le prolétariat et la petite-bourgeoisie en les faisant adhérer de façon limitée à la lutte contre l'impérialisme, et au moyen d'idéologies « au-dessus des classes », et si besoin est, par la répression étatique (répression des soulèvements paysans dans le sud-irakien). Se fiant aux succès partiels de neutralisation des masses, ces directions essaient de défendre les intérêts du capitalisme national face à l'impérialisme. La monopolisation du commerce extérieur et des nationalisations partielles ne sont que des mesures prises, dans le processus de défense des intérêts de la bourgeoisie nationale face à l'impérialisme.

9. Les directions petites-bourgeoises, pas plus que le pouvoir direct de la bourgeoisie, ne sont susceptibles de réaliser les réformes démocratiques bourgeoises. Elles refusent les réformes agraires qui supprimeraient ce qui reste des rapports de production précapitalistes, car de telles réformes contiennent en germe le soulèvement des masses paysannes, c'est-à-dire un danger pour un régime reposant sur l'oppression politique. La vie démocratique est totalement étouffée afin de ne pas permettre au prolétariat de s'organiser comme une classe indépendante. Ces directions ne sont pas capables de réaliser l'unité nationale, ni de rompre avec l'impérialisme, malgré leur tentative de fortifier leur position de marchandage en s'appuyant sur la bureaucratie soviétique, ou par l'exploitation des contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes.

Bien sûr, ces directions ont échoué dans leur politique d'industrialisation. La guerre de juin 67 a prouvé, entre autres choses, leur échec absolu dans ces domaines.

10. La classe ouvrière dans les pays arabes doit appuyer la lutte anti-impérialiste et l'unité nationale arabe. En outre, elle doit reconnaître la capacité limitée des directions bourgeoises et petites-bourgeoises à réaliser ces objectifs. C'est pourquoi elle doit veiller à une entière indépendance politique et organisationnelle. Grâce à cette indépendance, le prolétariat révolutionnaire dévoilera l'impuissance des directions actuelles dans la réalisation de ces objectifs, et luttera contre la politique réactionnaire de l'unité nationale entre les mains de la direction bourgeoise, ce qui signifie oppression et non libération (expulsion des éléments les plus progressistes du camp républicain au Yémen par le régime égyptien, "union" Egypte-Syrie). Au prolétariat de prouver à toutes les classes opprimées qu'il est l'unique classe susceptible de se battre avec succès contre l'impérialisme, de réaliser l'union nationale arabe, tout comme le reste des objectifs démocratiques.

11. La classe ouvrière des pays arabes luttera pour le retour des territoires conquis par l'état d'Israël, et pour le rétablissement de tous les droits des Palestiniens. Sa lutte doit se dérouler sous le signe de l'internationalisme prolétarien, en soulignant l'importance des intérêts communs à elle et au prolétariat israélien. Au prolétariat arabe de démontrer l'impuissance du régime de son pays, découlant de la peur des masses, de la soumission aux ordres de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, et du fait que leur véritable ennemi est la classe ouvrière et les masses arabes opprimées elles-mêmes.

12. Au prolétariat arabe de comprendre qu'il est la seule classe susceptible de réaliser les objectifs démocratiques. En conséquence, à lui de s'éduquer comme dirigeant de toutes les autres classes opprimées, à lui de soutenir toutes leurs revendications légitimes, et à lui de créer avec elles un lien vivant et étroit, en vue de gagner leur appui dans sa lutte pour la prise du pouvoir.

13. Afin de remplir sa mission historique, le prolétariat arabe a besoin d'une direction marxiste-révolutionnaire. Cette direction doit s'intégrer à toutes les luttes de la classe ouvrière, et éduquer celle-ci, au travers de ces luttes, dans le sens des rôles qui lui sont assignés. Cette direction doit renforcer la conscience de classe, révolutionnaire et internationaliste de la classe ouvrière, consolider ses liens avec les autres classes opprimées, dévoiler devant les ouvriers la réalité des régimes dans leur pays et leurs liens avec l'impérialisme. Elle doit expliquer aux ouvriers la politique contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S. dans la région, et donc celle des P.C. liés à l'U.R.S.S. Dans le même temps, le parti révolutionnaire agira en veillant à son indépendance politique et organisationnelle, en vue de la lutte commune de toute la classe ouvrière, avec ses différents partis et organisations, et, en premier lieu, avec les partis staliniens. En organisant l'avant-garde de la classe ouvrière dans ses rangs et en se transformant en parti de masse, le parti révolutionnaire du prolétariat arabe conduira ce dernier, avec l'appui des autres classes opprimées, à la conquête du pouvoir.

14. La révolution prolétarienne brisera l'ancienne structure étatique, et établira la dictature du prolétariat. S'appuyant sur l'énergie des masses et sur leur enthousiasme révolutionnaire, le prolétariat réalisera la réforme agraire, conduira à l'unité nationale arabe, chassera l'impérialisme mondial de toutes ses positions, entamera le processus d'industrialisation, et posera, dans le même temps, les bases matérielles et culturelles de l'édification du socialisme.

15. La réalisation de l'unité nationale arabe et l'attribution du droit à l'auto-détermination (pouvant aller jusqu'à la séparation) aux minorités nationales, font partie des objectifs démocratiques-bourgeois importants qui s'imposent à la révolution prolétarienne dans les pays arabes. Dans le cadre des buts socialistes de la révolution, apparaît comme objectif la création d'une Fédération Socialiste du Moyen-Orient, incluant les autres peuples du Moyen-Orient, et qui sera bâtie par une action commune avec les classes ouvrières de ces peuples.

16. Ayant conquis le pouvoir, le prolétariat arabe s'associera au prolétariat mondial en vue d'une planification économique à l'échelle mondiale, grâce à laquelle sera relevé le niveau de vie des masses dans les pays arabes, ce qui rendra possible le développement de rapports socialistes en tous les domaines. Le prolétariat du Moyen-Orient se fixera comme tâche principale le soutien, par tous les moyens dont il disposera, au développement de la révolution mondiale, condition essentielle de l'édification du socialisme au Moyen-Orient.

LE SIONISME ET ISRAEL

1. Le sionisme est né dans le contexte du « problème juif » moderne. La question juive a été créée dans la phase descendante du capitalisme, à la fin du XIX^e siècle. Cette période, période de l'impérialisme, est qualifiée par Lénine comme celle de « la réaction sur toute la ligne ». Cette qualification se traduit, en ce qui concerne les juifs, par le freinage du processus d'assimilation massive lors de la phase ascendante du capitalisme, et aussi par l'extension de l'antisémitisme, atteignant des dimensions barbares avec la montée du régime nazi en Allemagne.

2. De par sa nature, la question juive est internationale et ne peut être résolue que par des changements sociaux révolutionnaires advenant avec la révolution socialiste mondiale. Le sionisme est un mouvement national qui prétend fournir une solution à la question juive dans le cadre du capitalisme pourrissant, ce qui n'est pas en son pouvoir. Il n'a pas réussi à faire disparaître l'antisémitisme, sous-produit de la dégénérescence du capitalisme. Au contraire, la question juive a reçu à cause du sionisme une coloration nouvelle, avec l'entreprise de colonisation et le développement du conflit israélo-arabe qui se sont transformés en source de tension internationale.

3. Le sionisme est le mouvement politique de l'infime partie nationaliste de la bourgeoisie juive d'Europe. Ce mouvement était bourgeois par sa direction politique et idéologique. Il visait à la création d'un état national et capitaliste, en coopération étroite avec l'impérialisme, dont l'accord et le soutien actif pouvaient seuls permettre d'atteindre ce but. Le mouvement sioniste a obtenu le soutien d'une partie supplémentaire de la bourgeoisie juive européenne, qui voyait dans la création d'un état juif la solution au problème de l'antisémitisme menaçant ses positions en Europe même.

4. Par opposition à la direction, la base du mouvement sioniste était composée en majorité de couches de la petite-bourgeoisie juive et de la jeunesse d'origine petite-bourgeoise et bourgeoise. Cette jeunesse constituait l'élément social émigrant en Palestine. Dans les années 30, des couches petites-bourgeoises et bourgeoises (principalement d'Allemagne) se joignent à ces immigrants. Ces vagues d'immigration créent la colonisation agricole, souvent établie sur le compte des fellah locaux. La Histadrout a organisé les ouvriers et la petite-bourgeoisie juifs dans la défense professionnelle contre le travail arabe à bon marché, et les fondements de l'industrie et du commerce histadroutiques et privés.

5. Deux courants politiques essentiels existaient dans la colonie juive. Le courant représentant la bourgeoisie, visait à la création d'un état dans le style de l'Afrique du Sud, à hégémonie juive, fondé sur l'exploitation économique et l'oppression politique des Palestiniens. L'autre direction représentait les ouvriers et la petite-bourgeoisie, qui craignait la faillite à cause de la concurrence économique avec les paysans et les ouvriers arabes. Ce courant politique visait à la création d'une économie juive fermée devant se développer en un état capitaliste indépendant à majorité juive. La direction de la colonie juive était aux mains du second courant. Dans les années 30,

la direction du mouvement sioniste passe aux mains de la colonie juive en Palestine, et donc aux mains de la direction petite-bourgeoise dominante en son sein. Cette direction exprime de la façon la plus profonde le but fondamental du sionisme, la création d'une COLONIE DE PEUPLEMENT, comme solution à la question juive (selon l'exemple des U.S.A. et de l'Australie), en opposition à une COLONIE D'EXPLOITATION (Afrique du Sud, Algérie). Ce but implique une politique de l'économie fermée, une politique de spoliation, une politique du fait accompli sur le compte du peuple arabe local, c'est-à-dire une politique conduisant à la création d'un état exclusivement juif, ou tout au moins à majorité juive.

6. La collusion entre l'impérialisme et le sionisme a été permanente et étroite durant toute la vie du mouvement sioniste, bien que la puissance impérialiste à laquelle le sionisme s'adressait ait changé. Cette collusion s'inscrit dans la perspective de la création d'un état minuscule étranger au Moyen-Orient, sur le compte et en opposition constante avec la population locale, situation nécessitant le soutien permanent des puissances impérialistes détenant influence et force dans la région.

La collusion entre la colonie juive et l'impérialisme britannique atteint son sommet à l'époque de la révolte arabe de 1936-1939. L'échec de la grève générale est dans une large mesure rendu possible par la politique sioniste. A la suite de la révolte, l'économie arabe s'écroule et la population locale perd l'essentiel de sa direction politique. Pour l'économie juive au contraire, se présentent des avantages exceptionnels. Durant la deuxième guerre mondiale, la colonie juive met sur pied une force armée dans le cadre de l'armée britannique, et prépare ainsi les facteurs de sa victoire de 1948.

Pendant et après la deuxième guerre mondiale, en raison des changements survenus dans le rapport des forces dans le camp impérialiste et entre la colonie juive et la population arabe de Palestine, la direction du « yichouv » et le mouvement sioniste font passer leur orientation de la Grande-Bretagne vers les Etats-Unis. S'appuyant sur l'impérialisme américain et avec le soutien de la bureaucratie soviétique, le yichouv acquiert son indépendance lors de la guerre de 1948, menée contre les régimes bourgeois et semi-féodaux des pays arabes, appuyés par l'impérialisme anglais.

7. La principale victime de cette guerre fut le peuple palestinien, dont une grande partie a fui ou a été expulsée. L'état juif, né de la guerre, a dénié et dénie toujours les droits nationaux du peuple palestinien et le droit de retour des réfugiés. Les Arabes demeurant à l'intérieur des frontières de l'état d'Israël, état juif par définition, subissent une oppression politique et une discrimination sociale et économique.

8. L'idéologie politique de la direction du yichouv, ses liens étroits avec l'impérialisme et le développement de l'économie juive en Palestine jusqu'en 1948 déterminent de façon inéluctable le caractère capitaliste de l'état d'Israël depuis le début de son existence. Les éléments capitalistes au sein de l'état d'Israël se renforcent dans les années suivant 1948, avec la dissolution du Palmach (1) et la mise sous contrôle de l'état bourgeois des appareils de répression, la mise sous contrôle de l'état du système d'éducation retiré du domaine de la Histadrout, l'importation de capitaux essentiellement par le biais des paiements et des réparations, renforçant et élargissant les rangs de la bourgeoisie israélienne, et enfin, l'organisation de la « alyah » en provenance des pays arabes, devenant la majorité du prolétariat, principalement dans ses couches les plus basses.

9. Face à l'isolement de l'état d'Israël dans la région, la bourgeoisie israélienne maintient sa collusion avec l'impérialisme. En échange du soutien de ce dernier, elle lui propose ses services militaires contre toutes les forces révolutionnaires ou les forces mettant en danger, même légèrement, les intérêts de l'impérialisme dans la région. Le summum de l'utilisation des services militaires d'Israël a été la guerre de 1956.

(1) Litt. « troupes de choc », section de la Hagannah, composée d'éléments des partis de la gauche sioniste.

10. Le caractère sioniste de l'état d'Israël s'exprime dans le but qu'il s'est fixé de devenir le lien de concentration de la majorité des juifs du monde. C'est pourquoi la bourgeoisie israélienne n'est intéressée par aucune autre solution du problème juif. En même temps, l'état d'Israël exploite les sentiments nationaux du judaïsme mondial dans le but de créer une base de soutien à son existence sous la forme d'importation de capital, de source de force de travail et de pression sur les différents gouvernements impérialistes afin qu'ils lui accroissent leur soutien... L'objectif de concentration territoriale du peuple juif en Israël nourrit chez la bourgeoisie israélienne des tendances expansionnistes, qu'elle tente de réaliser en toute occasion. Pour réaliser cette expansion et ces annexions, la bourgeoisie cherche à accroître sa capacité d'intervention militaire dans toute la région, et à renforcer ainsi ses positions de marchandage vis-à-vis de l'impérialisme.

11. La séparation économique de l'état d'Israël de la région, sa nature de petit état à industrie non développée, le privent d'un développement économique rapide et de la création d'une infrastructure industrielle saine. Le caractère parasite du niveau de vie relativement élevé de la bourgeoisie et de larges couches de la petite-bourgeoisie est dû aux paiements, réparations, dons et versements des gouvernements impérialistes et du mouvement sioniste, qui ne sont rien d'autre que les miettes des surprofits de l'impérialisme. L'édification d'une économie rationnelle n'est possible que par l'intégration dans une économie socialiste planifiée du Moyen-Orient.

12. Le caractère parasitaire de l'économie israélienne est la cause du caractère parasitaire de la bourgeoisie israélienne, soutenue en grande partie par l'appui gouvernemental. D'où l'importance du rôle du gouvernement, sa responsabilité de receveur et de distributeur du montant des quêtes, soit vers le secteur privé, soit vers la réalisation d'investissements fondamentaux non rentables. La propriété de ces investissements passe du gouvernement au secteur privé, étranger ou local, dès qu'ils deviennent rentables. A côté des secteurs privé ou gouvernemental, existe un grand secteur histadroutique, dont le caractère capitaliste s'affirme et dans ses règles de fonctionnement, dictées par la recherche du profit dans une économie de marché, et dans la participation du capital privé local ou étranger, dans ce secteur. A la tête des entreprises gouvernementales et histadroutiques, se trouve une caste de directeurs, qui, par son niveau de vie, sa conception du monde, et ses liens personnels (y compris familiaux), constitue une partie intégrante de la bourgeoisie israélienne.

13. La guerre de juin 1967 présente le caractère d'une guerre entre la bourgeoisie israélienne et la bourgeoisie égyptienne, et les directions jordaniennes et syriennes. La direction égyptienne aspirait à baser son leadership du monde arabe, en exploitant les provocations israéliennes contre le régime syrien. La bourgeoisie israélienne a utilisé les faiblesses politiques et militaires de la bourgeoisie égyptienne et sa propagande hystérique, pour l'attaquer militairement, de même que la Jordanie et la Syrie, et pour conquérir de larges territoires. La bourgeoisie israélienne visait à transformer cette victoire en annexion de la plupart des territoires conquis par l'oppression et la spoliation de la population palestinienne et par un affrontement militaire continu avec les pays arabes qui n'acceptent pas ces annexions.

14. La coexistence sans guerre entre juifs et arabes implique les conditions suivantes : 1) Désionisation de l'état, 2) Fin de la dépendance envers l'impérialisme, 3) Reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens et du droit de retour des réfugiés.

15. Ces conditions ne peuvent se réaliser que par la révolution prolétarienne en Israël, partie intégrante du processus révolutionnaire au Moyen-Orient. Elles définissent le rôle de la classe ouvrière israélienne après la conquête du pouvoir, en collaboration avec les révolutions prolétariennes victorieuses dans tout le Moyen-Orient, qui chasseront définitivement l'impérialisme et les classes dominantes de toutes leurs positions. Désionisation, rupture avec l'impérialisme, reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens ne peuvent être des étapes

séparées de la dictature du prolétariat et de ses objectifs socialistes.

16. L'ensemble juif de la classe ouvrière israélienne a jusqu'ici été intoxiqué par le chauvinisme et entraîné derrière la politique d'oppression, derrière les annexions et derrière la politique d'appui sur l'impérialisme de la bourgeoisie. L'alignement des ouvriers juifs derrière la bourgeoisie est dû aux raisons politiques suivantes : 1) C'est une classe ouvrière nouvelle, sans tradition réelle de lutte des classes et sans tradition socialiste, 2) La tradition du socialisme est le monopole de la histadrout, qui est un des plus grands employeurs du pays. D'où la répugnance et l'aliénation naturelles chez les ouvriers vis-à-vis de cette tradition, 3) L'absence d'un syndicat séparé de l'état, qui aurait, pour les ouvriers, joué le rôle d'école primaire de la lutte des classes et de la solidarité de classe judéo-arabe. L'inexistence d'instruments de classe qui lui soient propres, qui auraient poussé la classe ouvrière à une lutte ouverte avec la bourgeoisie et ses représentants bureaucratiques, explique la facilité avec laquelle elle a cédé devant la propagande chauvine et hystérique de la bourgeoisie israélienne.

Il y a aussi une raison économique à l'alignement du prolétariat israélien sur la bourgeoisie et à l'affaiblissement de sa conscience de classe : les ouvriers juifs profitent du relèvement du niveau de vie conséquent à l'importation massive de capital et à la croissance économique qu'elle permet, bien que ce soit dans une mesure largement inférieure à la bourgeoisie et aux couches bureaucratiques. Cependant, sans les raisons politiques, les facteurs économiques n'auraient pas influé sur la conscience de classe du prolétariat. Bien plus, l'importation de capital et le développement normal du capitalisme israélien n'ont été possibles que sur la base de l'assujettissement et de la division de la classe ouvrière israélienne.

17. Mais cependant, le prolétariat israélien reste directement exploité par la bourgeoisie. Les lois de la lutte des classes sont les plus fortes : les révolutionnaires s'appuient sur elles et leur font confiance. Avant la guerre de juin 1967, et bien plus après elle, la bourgeoisie utilise les slogans de « coalition nationale » afin d'accroître son exploitation, allant de pair avec la multiplication des sacrifices humains parmi le prolétariat, conséquente à la belligérance, et avec le renforcement des dangers de conflits armés ou de guerres futurs. L'intérêt objectif de la classe ouvrière réside dans l'expropriation de la bourgeoisie, et sa transformation en classe dominante. La raison majeure de l'alignement jusqu'ici des ouvriers juifs sur la bourgeoisie est le manque de parti marxiste-révolutionnaire de la classe ouvrière.

18. Notre tâche essentielle est de libérer le prolétariat de l'illusion de la « coalition nationale », et de créer la rupture politique entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Nous devons

agir pour l'organisation en classe du prolétariat dans les syndicats et dans son parti révolutionnaire.

19. La histadrout n'est pas un syndicat. Contre elle, nous proclamons le mot d'ordre d'un syndicat véritable et combattant, séparé de l'état bourgeois, et nous combattons pour sa réalisation. Cela ne contredit pas la possibilité d'une action dans le cadre de la histadrout, qui pourrait faire progresser la réalisation de ce mot d'ordre et notre implantation au sein de la classe ouvrière en général.

20. Nous avons le devoir d'éduquer la classe ouvrière israélienne dans l'internationalisme prolétarien. La classe ouvrière doit se battre contre la soumission d'Israël à l'impérialisme, comme instrument dirigé contre les ouvriers et les masses exploitées des pays arabes. Nous éduquerons les ouvriers juifs vers le soutien de tous les droits du peuple palestinien, et vers la lutte contre l'oppression de ce dernier. Nous les éduquerons vers la solidarité avec les ouvriers arabes dans toute la région. Nous expliquerons aux ouvriers révolutionnaires que la victoire de la révolution en Israël et la mise en place des fondements du socialisme sont indissociables du processus révolutionnaire au Moyen-Orient et de la victoire de la révolution prolétarienne dans la région. Notre rôle auprès des ouvriers arabes en Israël est d'expliquer notre position socialiste révolutionnaire, et leur communauté de destin avec les ouvriers juifs. Afin de libérer les ouvriers arabes de leur soumission au parti communiste, nous expliquerons le rôle contre-révolutionnaire de la politique soviétique, collaborant avec l'impérialisme contre les intérêts de la classe ouvrière arabe et juive.

21. Le développement de la conscience de classe révolutionnaire et internationaliste de la classe ouvrière israélienne, et son organisation en parti, ne peuvent et ne doivent se réaliser qu'au travers de notre participation dans les luttes quotidiennes du prolétariat. A tous les stades de développement de la lutte des classes, nous devons proclamer les mots d'ordre adéquats, prenant en ligne de compte, d'une part le niveau de conscience et de lutte du prolétariat, susceptibles d'autre part d'éveiller sa critique contre la bourgeoisie et d'ouvrir devant lui les voies d'une action qui le rapprocheront de plus en plus de la conquête du pouvoir.

22. Le prolétariat organisé en classe dominante construira une politique internationaliste et solidaire des ouvriers de la région et du monde entier. Les frontières de la république soviétique israélienne seront tracées en accord avec le peuple palestinien, selon les principes de l'auto-détermination, après la reconnaissance du droit de retour des réfugiés, et en prenant en considération ce fait au moment de tracer les frontières. La république soviétique israélienne intégrera la fédération socialiste du Moyen-Orient, et participera à la planification économique de la région, qui établira les bases économiques et sociales locales de l'édification de la société socialiste internationale.

L'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE ET LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

par Charles Berg

La campagne des 400 pionniers rouges tire à sa fin. Les premiers résultats dépassent ce qui pouvait être envisagé. Les contacts internationaux se suivent, s'établissent en Europe et au-delà. La lutte pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse prend forme, vie, réalité.

I. — LA LUTTE POUR L'I.R.J. ET LA IV^e INTERNATIONALE

Mais, avant d'aller plus loin, arrêtons-nous un instant sur la signification d'une telle entreprise. L'organisation révolutionnaire de la jeunesse (A.J.S.-France,

Y.S.-Angleterre, Junge Garde-Allemagne, etc.) ne peut exister que par l'impulsion politique des organisations fondées sur le programme achevé de la révolution mondiale, le *Programme de Transition*. Il ne s'agit pas là d'une référence religieuse : jamais à l'échelle de la planète ne s'étaient opposées aussi violemment aspirations et besoins du genre humain au système décadent et pourri de l'impérialisme mondial. Jamais le *Programme de Transition* n'est apparu avec autant d'éclat comme nécessaire, indispensable à la victoire du prolétariat. Plaquant sensible de la société, la jeunesse ouvrière et étudiante révèle l'impasse du système fondé sur la propriété privée des moyens de production en même temps que s'affirme l'opposition de la jeunesse à la politique contre-révolutionnaire de l'appareil international du Kremlin.

Condamnant les jeunes générations à l'impasse, la guerre, la déchéance, bourgeois et bureaucrates se heurtent et combattent la jeunesse. A Paris comme à Prague, annonciatrice de la période de « l'imminence de la révolution », entraînant la classe ouvrière à l'action, la jeunesse a, dans les grands et récents événements, joué un rôle essentiel. Encore faut-il en préciser le contenu. Mobile, n'ayant pas connu les défaites et les trahisons, la jeunesse est disponible pour l'action révolutionnaire. Aux Etats-Unis, en Espagne ou au Vietnam, en Tchécoslovaquie ou en France, la jeunesse ouvrière et étudiante se porte aux premiers rangs des combats. Ces combats sont marqués du sceau de la lutte des classes. Le 3 mai 1968 en France annonce la grève générale, les occupations de facultés à Rome, les travailleurs de Fiat, la mobilisation des étudiants allemands, les grandes grèves de la Rhur, l'activité de la jeunesse espagnole, les combats des Asturies et de Grenade. Le combat des étudiants polonais sera relayé par les travailleurs, et, si étudiants et jeunes travailleurs ont versé leur sang en Tchécoslovaquie contre la bureaucratie stalinienne et ses bourreaux, c'est le prolétariat, son action qui marquera la vigueur de la montée de la révolution politique.

Mais la période de l'imminence de la révolution est marquée de processus contradictoires qui dégagent les éléments de la conscience, du parti mondial de la révolution socialiste. De ce point de vue, la place des organisations révolutionnaires de la jeunesse dans la construction des sections nationales de la IV^e Internationale est essentielle.

L'exemple de l'A.J.S. à cet égard est démonstratif. Créée par l'O.C.I. au lendemain de la grève générale, cette organisation de jeunesse est, suivant une position que Lénine a développée, parfaitement indépendante sur le terrain organisationnel. Les trotskystes interviennent en son sein pour y défendre les idées du *Programme de Transition*, sans jamais étouffer la discussion, la progression politique de l'organisation. Fondée par les trotskystes comme une des médiations de la construction du parti révolutionnaire, l'A.J.S. répond aux besoins d'expériences de la jeunesse comme « école du communisme », rassemble jeunes travailleurs et étudiants contre l'impérialisme et le stalinisme, leur permettant par leur propre mouvement d'accéder, parlant des problèmes particuliers de la jeunesse, à la compréhension du *Programme de Transition*. Adaptée aux tâches de pénétration des communistes dans la jeunesse, l'organisation révolutionnaire de la jeunesse

a besoin de son indépendance pour construire le parti révolutionnaire, comme l'homme, l'oxygène pour respirer et vivre. Mais comme les combats de la jeunesse ne peuvent trouver d'issue qu'en fonction de l'activité du prolétariat — la jeunesse n'est pas classe —, de même l'indépendance de l'organisation de jeunesse n'existe que par rapport à l'objectif pour lequel elle s'est constituée : rassembler les jeunes générations, les organiser pour la victoire de la révolution socialiste mondiale, donc pour la construction du parti mondial de la révolution, de ses sections. La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne et la classe ouvrière est le foyer. L'organisation révolutionnaire de la jeunesse est l'élément avancé de la construction du parti révolutionnaire. Ainsi, la détermination particulière — l'organisation révolutionnaire de la jeunesse — ne peut se réaliser que dans la mesure où les trotskystes n'aliènent pas leur indépendance politique qui est seule garante de l'indépendance de l'organisation de jeunesse. La non-dissolution de la fraction trotskyste dans l'organisation de jeunesse est donc le seul moyen de développer le travail dans la jeunesse, permet de transformer les idées du *Programme de Transition* en forces matérielles, en militants, en combattants. Loin d'être un simple « réservoir » pour l'avant-garde révolutionnaire, l'organisation révolutionnaire de la jeunesse est un élément constitutif de la construction du parti révolutionnaire.

Ce cadre posé, il est plus simple d'aborder le problème de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, ses relations avec la reconstruction de la IV^e Internationale. Si comme l'écrit Léon Trotsky l'internationalisme prolétarien est le reflet théorique et pratique de la constitution du marché mondial, sa nécessité est particulièrement ressentie par la jeunesse ouvrière et étudiante. Pour la jeunesse, plus encore que pour le prolétariat, la lutte des classes est ressentie, appréhendée dans sa dimension internationale. La jeunesse française vibre des combats au Vietnam, aux Etats-Unis, au Japon, en Espagne contre l'impérialisme comme elle fait du mouvement de la révolution politique en U.R.S.S., Tchécoslovaquie ou Pologne, son mouvement. Sans doute les illusions ne manquent-elles pas, et staliens, petits-bourgeois et pablistes de tout faire pour les exploiter. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel reste que la jeunesse ne peut prendre la pleine signification de son combat dans un pays donné contre l'impérialisme ou le stalinisme que si ce combat est intégré comme un élément du combat pour la révolution mondiale. L'essentiel reste que l'intervention des trotskystes, de la conscience doit éclairer ce « sentiment internationaliste » qui anime la jeunesse pour lui conférer sa pleine efficacité. La lutte pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, loin de semer des illusions sur le rôle et la place de la jeunesse dans la lutte des classes, permet aux organisations de jeunesse existantes ou en construction de combattre sur leur propre terrain au compte de la révolution mondiale. Cette lutte cadre toutes les luttes, non pas comme une référence planétaire, mais comme la détermination la plus élevée de toute l'activité de la jeunesse révolutionnaire. Loin de s'opposer à la reconstruction de la IV^e Internationale, la lutte pour l'I.R.J. s'y intègre comme une médiation à l'échelle de nos tâches historiques.

II. — L'AN 1 DE L'I.R.J.

Au plus fort de la tourmente, de la boucherie de la première guerre mondiale, alors que les grands partis sociaux-démocrates européens tournaient le dos aux principes de l'internationalisme prolétarien pour participer aux gouvernements impérialistes contre le prolétariat mondial, quand Lénine lançait à Kienthal et à Zimmerwald le cri de ralliement de l'internationalisme prolétarien, il se trouvait peu de force militante pour l'entendre et le suivre.

La jeunesse révolutionnaire qu'on saignait sur les fronts de l'Europe allait répondre présent à l'appel de Lénine et Trotsky. A Berne en 1915, à Iéna en 1916, les jeunes socialistes allaient s'engager à fond dans la bataille pour l'Internationale, la III^e Internationale. Karl Liebknecht, phare de cette génération, avait écrit : « *Studieren, propagieren, organisieren* » — étudier, propager, organiser. L'Internationale communiste de la jeunesse allait dans les luttes de la guerre du Rif, de l'occupation de la Rhur donner vie à cette formule. L'ennemi était alors dans notre pays, et les véritables frontières étaient celles du régime du profit à abattre.

Le stalinisme a tout pourri, brisé. Mais les lois de l'Histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques. Fondée en 1921, l'Internationale de la jeunesse communiste a, après avoir été vidée de tout contenu, été bradée avec la III^e Internationale dans le cadre de la préparation de Postdam et Yalta, comme gage. La jeunesse, et c'est bien normal, effraie bourgeois et bureaucrates. 1971 verra, alors que se prépare un super-Yalta de la contre-révolution, la jeunesse donner vie aux idées du programme de la révolution et jeter les bases de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Cette bataille, prise en charge par le Comité International, s'intègre parfaitement à la préparation de la 4^e conférence du Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale. La conférence pour l'I.R.J. qui est en préparation par l'A.J.S., les Y.S., les Junge Garde, doit permettre à toutes les organisations de jeunesse en évolution de prendre leur place dans ce mouvement. Les trotskystes du Comité International doivent mettre tout en œuvre pour rallier des courants dans la jeunesse à cette perspective. La base de participation à cette conférence : lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, couvre tous les problèmes du *Programme de Transition* et permet, par notre intervention, la discussion la plus large, la plus fructueuse.

Ainsi en Finlande avec la direction des jeunes socialistes en rupture de ban, en Allemagne avec le groupe de Peter Brandt « Spartacus », avec les groupes de jeunes et d'étudiants dans les pays d'Europe de l'Est, la discussion s'engage. Les résultats des pionniers rouges de l'A.J.S., en Italie, Espagne, etc., attestent des possibilités. Mais l'I.R.J. ne se construira pas en « chambre ». Elle doit conquérir ses galons et devenir instrument de mobilisation de masses pour la victoire de la révolution socialiste mondiale. De ce point de vue, la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, concentrant tous les problèmes de la révolution mondiale, doit donner vie, base de masses à l'activité pour l'I.R.J., pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Les travaux du camp du Comité national de l'A.J.S. ont abouti en ce domaine à un certain nombre de conclusions, d'hypothèses de travail. L'une d'entre elles mérite d'être relevée : organisation dans les mois qui viennent d'un rassemblement international de plusieurs dizaines de milliers de jeunes sur le thème des Etats-Unis socialistes d'Europe, pour l'unité de l'Allemagne, contre l'accord Gromyko-Scheel, etc.

Mais l'internationalisme prolétarien, pour la jeunesse comme pour la classe, ne peut s'identifier à l'exotisme révolutionnaire, aux slogans, aux mots d'ordre même justes. La lutte pour l'I.R.J. donne à l'organisation révolutionnaire de la jeunesse sa majorité politique dans tous les domaines. En ce sens, la construction de l'I.R.J. comme élément participant à la reconstruction de la IV^e Internationale doit ordonner la construction du parti révolutionnaire en France, Angleterre, Allemagne, etc... La lutte pour l'I.R.J. signifie pour l'A.J.S. par exemple l'intégration à cette perspective de toutes les déterminations de la lutte des classes, et au premier chef d'entre elles le combat pour la construction du parti révolutionnaire en France, pour le développement de l'A.J.S. C'est ainsi que très normalement le bureau national de l'A.J.S. a préparé avec 1.500 militants dans les camps d'été de cette organisation la campagne « *I.R.J.-Rassemblement* ».

La campagne est une et indivisible. La lutte de l'A.J.S. pour la conférence de défense de la jeunesse, le rassemblement débouchant directement sur la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse pour la réalisation du Front unique ouvrier. Dans cette bataille, les militants de l'O.C.I. interviendront non pas comme des « grands frères », mais comme des constructeurs de leur organisation, des combattants de la reconstruction de la IV^e Internationale.

LE TESTAMENT DE VARGA ⁽¹⁾ préfacé par Garaudy ou DE STALINE A STALINE

Il faut d'abord régler le problème de l'authenticité du texte publié comme « testament » de l'économiste stalinien hongrois Eugène Varga. La femme et la fille de Varga, d'un côté, un groupe d'économistes staliniens russes de l'autre, ont dénoncé ce texte comme un faux. Dans sa préface, Roger Garaudy appuie l'authenticité du texte sur le fait qu'elle « n'a jamais été mise en cause par les dirigeants soviétiques » (p. 10). Bel argument quand on pense que lesdits dirigeants soviétiques ont, jusqu'en 1956, dénoncé l'ensemble des textes dénommés « le testament de Lénine » comme un « faux trotskyste » !

Le Testament de Varga a été publié en 1966 par Iouri Galanskov dans le recueil *Phénix-66*, recueil politico-littéraire qui, dans sa version parvenue en Occident, comprend, outre des textes manifestement authentiques, un texte très douteux, un prétendu Testament de Roukharine, publié avec fracas par le *Figaro littéraire*.

Iouri Galanskov a été jugé avec Guinzbourg en 1968. Il a été lourdement condamné (sept ans de détention). La composition du recueil *Phénix-66* constitue le principal motif de l'accusation, mais jamais la justice ne l'accuse d'avoir, en publiant le Testament de Varga, fabriqué un faux, ce qui aurait fait tomber Galanskov une fois de plus sous le coup de l'article 190 du Code Pénal (« diffusion d'assertions calomnieuses et notoirement mensongères »).

La femme et la fille de Varga s'appuient en fait sur un seul argument : « Le texte qu'on lui attribue est profondément hostile par son esprit au véritable contenu idéologique de sa création. » Extérieurement, cela est vrai. Mais il faut se rappeler qu'à l'époque où la bureaucratie se constituait et où les langues n'avaient pas encore appris toutes les vertus de la loi du silence, E. Varga était l'un des plus cyniques partisans de Staline, affirmant à la fois le scepticisme le plus cru sur le sens réel de la politique de Staline... et sa volonté d'être du côté du manche. La justification idéologique de cette attitude si courante ne pouvait bien entendu être que clandestine et le texte du Testament constitue une justification extrêmement cohérente de la capitulation de Varga et de ses semblables.

Dans sa préface, R. Garaudy n'y va pas de main morte : « Après tant d'ouvrages qui visent soit à l'apologie, soit au dénigrement systématique, voici enfin une analyse historique scientifique de la genèse de la voie russe vers le socialisme et du modèle qui en résulte » (p.10).

Rien que cela !... Remarquons d'abord que dans l'énormité grotesque d'un compliment qui raye d'un trait de plume sans même discuter (ah ! le bon vieux stalinisme), les œuvres de Trotsky, à commencer par la *Révolution trahie*, et de Rakovski, le *Parti bolchevique* de P. Broué, et même les œuvres de certains historiens bourgeois, Garaudy prend bien soin de ne pas dire « une analyse marxiste » mais une « analyse historique scientifique » ! L'A.B.C. du marxisme c'est l'union indissoluble de la théorie et de la pratique. Or Varga a toujours été publiquement un valet docile de la bureaucratie, « critique » en chambre, vernisseur sur les plans publiques ; cela instaure du point de vue du marxisme une dualité qui est celle de toutes les idéologies, c'est-à-dire du mensonge et de la fraude systématisés.

« L'analyse historique scientifique » de Varga repose sur un postulat usé jusqu'à la corde, qui sert de fondement à tous les révisionnismes et qu'il faut avoir le culot d'un vieux faussaire professionnel pour présenter comme une nouveauté : Lénine avait conçu la révolution russe comme le premier moment de la révolution socialiste mondiale. Mais c'était là une erreur de perspective. La révolution socialiste mondiale n'était pas à l'ordre du jour : « L'espoir principal reposait sur l'Allemagne vaincue. Pourtant la situation révolutionnaire ne s'est même pas présentée dans ce pays » (p. 34). D'où la conclusion suivante : « Par conséquent la révolution d'Octobre avait eu lieu non parce que la "rupture de tout le front impérialiste à l'échelle mondiale" était possible en Russie, mais en vertu de l'originalité des rapports des forces de classe dans la société russe, précipités dans l'impasse de la désorganisation et de la famine » (p. 35).

Bref, la révolution d'Octobre a été un phénomène purement russe : « La Russie a inauguré, avec sa révolution, un type nouveau de développement national, une voie de passage au socialisme évitant le capitalisme proprement dit, et elle a montré de la sorte un exemple historique aux autres pays semi-coloniaux et même coloniaux, non seulement d'Orient et d'Asie mais aussi d'autres continents » (p. 36).

Bref, la révolution d'Octobre ne pouvait concerner en rien les pays capitalistes avancés et leur prolétariat. Et Varga ne l'envoie pas dire : « La révolution socialiste n'a encore été

(1) Publié chez Laffont.

victorieuse dans aucun pays du "capitalisme classique". Et il n'y a aucun motif de supposer qu'elle s'y produira au cours des prochaines décennies » (p. 38).

Quand on a ainsi dit A et B et que l'on écrit : « Enfin », à en croire le révérend père Garaudy, « une analyse historique scientifique », on devrait dire C et D, etc.

Si Varga a raison :

- a) Les bolcheviks se sont trompés en 1917 ;
- b) L'échec de la révolution en Allemagne, en Italie et en Hongrie n'est pas dû à la trahison des sociaux-démocrates mais au caractère historiquement très prématuré et artificiel de ces mouvements ;
- c) Dès lors la constitution de l'Internationale communiste a été une erreur monstrueuse et la création de partis communistes (nés de la rupture avec les « sociaux-démocrates ») une imitation stupide d'un phénomène purement russe ;
- d) Donc Staline a eu raison de dissoudre l'Internationale communiste et dans les pays capitalistes avancés les P.C. devraient fusionner au plus vite avec les partis sociaux-démocrates pour réparer la gaffe de leur naissance (avec laquelle, il est vrai, ils n'ont plus rien à voir depuis longtemps) ;
- e) Le « socialisme dans un seul pays » est une théorie juste et ses conséquences en sont nécessaires et fructueuses du point de vue du socialisme ;
- f) Les travailleurs allemands en 1953, les travailleurs polonais et hongrois en 1956 ont manifesté une grave incompréhension du fait que le socialisme n'est aujourd'hui à l'ordre du jour, que dans les pays arriérés ! etc.

Et l'on pourrait continuer, mais Varga le faussaire (béné par Garaudy le garant de l'édition stalinienne des œuvres de Lénine en français !) se garde bien de développer toutes les conséquences logiques de ses postulats. En revanche il est un point sur lequel il faut bien qu'il vende la mèche une seconde fois : le stalinisme.

D'un certain point de vue, voyez-vous, Lénine est le père du stalinisme : « Dès le début des années 20, du vivant de Lénine et sous sa direction, la tendance Parti-bureaucratie dans la gestion de l'industrie et, de là, dans l'état, s'est accentuée et a fini par l'emporter sur la tendance Parti-syndicats » (p. 55).

Lénine a une excuse : « Il croyait que la bureaucratiation de l'appareil soviétique était un phénomène temporaire » (p. 57) ; et Varga peut conclure apitoyé : « Lénine a vraiment été le rêveur du Kremlin » (p. 57).

Cela dit, qu'est-ce que le stalinisme aux yeux de Varga et d'où vient-il ? Eh bien, c'est d'abord un « style » !

« Aucune des espérances de Lénine ne s'est réalisée. Staline, qui lui a succédé à la direction du Parti, a de plus en plus fait preuve d'un "style" de direction différent. Les traits typiques de son caractère social ont été non pas le sens démocratique, l'abnégation dans la poursuite d'un but, mais le goût du commandement, l'ultra-révolutionnarisme et l'amour du pouvoir. De plus, il n'avait pas le sens de l'état ni la faculté d'apprécier justement la situation internationale » (p. 57-58). Face à l'opposition de gauche d'une « mentalité capitulaire » (p. 59) [sic !] puis de droite, Staline a utilisé la répression qui a nourri « le désir de pouvoir et de se créer une auréole aux yeux de la population au moyen de mensonge, en passant les défaites sous silence et en exagérant les victoires. C'est avec ces pratiques qu'est né et s'est développé le "culte de la personnalité de Staline", tirant son origine sociale des couches du lumpen-prolétariat ; ce style a dégénéré en adoration et en courtisanerie » (p. 61).

Enfin, pour couronner le tout : au lieu de combattre activement les manifestations de bureaucratie (...) c'est le Parti lui-même qui s'est engagé dans la voie de la bureaucratie » (p. 62-63).

Bref, le stalinisme est un style dont le triomphe est dû aux manipulations de Staline dans le cadre du modèle russe du socialisme. Ses seules racines sociales sont le lumpen-prolétariat (p. 45-46). Varga soulignait l'importance qu'avaient, d'après lui, dans le parti bolchevique, les « éléments déclassés des bas-fonds de la société » (sic !). Ce style est la source même de la bureaucratie en même temps que son caractère propre. Il menait au secret systématique : « très tôt, l'aris-

to-cratie bureaucratique qui dirigeait le pays a commencé à dissimuler la véritable situation à la population (...) Cette dissimulation de l'économie aux yeux de la population, le non-contrôle de toutes les mesures économiques prises par le pouvoir ONT ETE LA BASE, LE POINT DE DEPART (souligné par moi) de la bureaucratiation rapide du pouvoir lui-même, de la constitution d'une hiérarchie bureaucratique du Parti, isolée des masses laborieuses située au-dessus d'elles » (p. 71).

Tel le serpent du proverbe, cette analyse scientifique se mord frénétiquement sa propre queue : la bureaucratie est née des mœurs qu'elle avait instaurées avant d'être !

Mais là n'est pas, après tout, l'essentiel : le Testament de Varga s'adresse à la bureaucratie au nom de ses propres fondements politiques (pas de révolution dans les pays capitalistes avancés, mépris des masses, etc.) pour lui suggérer clandestinement certains aménagements démocratiques du prétendu « socialisme » dans un seul pays et de la coexistence pacifique.

« Un tournant réalisé par le sommet s'impose afin de modifier la situation existante. Il est impossible d'espérer une initiative de la base. Les masses laborieuses sont tellement accoutumées à la soumission qu'elles ne peuvent obliger les cercles dirigeants à entreprendre la réalisation des tâches que Lénine avait posées à la société soviétique dans les dernières années de sa vie » (p. 86-87).

La justification « théorique » — si l'on peut utiliser ce mot pour une misérable besogne — de cette politique, c'est l'idée du « modèle » national du socialisme. L'idée de « modèle » national du socialisme nie l'unité mondiale de la lutte de classes, c'est-à-dire l'interdépendance (qui n'est nullement l'identité) des combats de classe dans les divers pays au stade de l'impérialisme. Le « modèle » national fait de l'état bourgeois et de ses frontières historiques en partie accidentelles et contre lesquelles les forces productives se révoltent sans cesse plus brutalement (2), une donnée fondamentale et le « modèle » subordonne toute la lutte des classes à cet héritage de l'état national qui constitue l'un des aspects les plus réactionnaires de l'impérialisme.

Rien d'étonnant que Garaudy se jette avec ardeur sur cette « analyse scientifique ». Au passage, Garaudy laisse apparaître maladroitement à quel point la théorie du « modèle » — qui n'est que la projection et la perpétuation du « socialisme dans un seul pays » — sert, entre autres, de justification historique au stalinisme dans son ensemble ou presque : « Aujourd'hui (...), écrit-il, les divergences et les contradictions n'ont pas un caractère de classe. Elles se développent à l'intérieur du marxisme. Dès lors, n'être pas d'accord ne signifie pas nécessairement être l'agent de l'ennemi »

Et Garaudy fait commencer cette heureuse époque à 1948, à l'apparition du « modèle yougoslave » ! Avant cela, c'est une autre histoire... Bref, les procès de Moscou étaient justifiés sinon dans leur forme du moins dans leur fond.

Enfin, le caractère réactionnaire et stalinien de la « théorie du modèle », commune à Varga, Garaudy, la direction du P.C. italien, etc., apparaît à l'évidence lorsque Garaudy dénonce l'invasion de la Tchécoslovaquie comme « le danger et le crime contre le socialisme que constitue l'exportation d'un modèle inadéquat en Tchécoslovaquie hier » (p. 25). Bref, les bureaucrates ont eu tort de vouloir imposer aux travailleurs tchèques ce qui est bon pour les travailleurs soviétiques, pour Grigorenko, Martchenko, Iakhimovitch et leurs camarades ! C'est la conclusion logique du « modèle russe du socialisme », révision déchirante du marxisme dont Varga attribue la paternité à Lénine.

Que Varga et Garaudy discutent avec leurs pairs (si l'on peut dire pour Varga, mort en 1964...). Leur camp est celui des gardiens de Martchenko. Le camp des travailleurs c'est celui de Martchenko.

J.-J. MARIE.

(2) D'où le Marché commun et autres tentatives pitoyables d'unification économique internationale bourgeoise. Peut-être Garaudy attribue-t-il ces tentatives à un certain internationalisme abstrait de la bourgeoisie...

Natalia GORBANEVSKAIA

MIDI PLACE ROUGE

Publié par R. Laffont

Le 25 août 1969, huit soviétiques (1) se rassemblèrent sur la place Rouge pour manifester leur opposition à l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. La plupart des manifestants s'étaient rencontrés pour la dernière fois au procès d'Anatoli Martchenko, tenu le 21 août 1968, le jour même où les troupes du pacte de Varsovie quadrillaient la Tchécoslovaquie, coïncidence *politique*.

Les mots d'ordre brandis par les manifestants étaient les suivants :

- Vive la Tchécoslovaquie libre et indépendante !
- Pour votre liberté et pour la nôtre, bas les pattes en Tchécoslovaquie !
- A bas les occupants !
- Liberté pour Dubcek !

Cinq des sept manifestants qui s'étaient reconnus comme tels furent jugés en octobre 1968 : Constantin Babitski, Larissa Bogoraz-Daniel, Vadim Delaunay, Vladimir Dremliouga et Pavel Litvinov. Les deux autres furent déclarés « irresponsables ». Le premier, Victor Feinberg parce que son physique typique de petit « juif souffreteux » lui avait valu de se faire casser les dents par les policiers du K.B.G., le second, Natalia Gorbanevskaïa, sans doute parce qu'elle était la mère de deux enfants en bas âge. Cela lui a permis de rédiger le livre publié aujourd'hui par R. Laffont *Midi Place Rouge* et la diffusion de cet ouvrage par le *Samizdat*, continuation logique de la manifestation du 25 août 1968, a poussé la justice stalinienne à se débarrasser d'elle en l'internant dans un hôpital psychiatrique.

Samizdat I a publié la lettre rédigée et diffusée par Natalia Gorbanevskaïa au lendemain de la manifestation (p. 414-415) ; son ouvrage donne, sur cet événement d'une grande importance politique, tous les éléments qui permettent de l'apprécier et de comprendre l'un des moments de la constitution d'une nouvelle opposition communiste en U.R.S.S.

L'un des dirigeants de cette nouvelle opposition, Anatole Iacobson (2) écrit à propos de la manifestation :

« L'importance de la manifestation du 25 août est absolument inestimable (...) Elle ne constitue pas un phénomène que l'on pourrait situer dans le cadre d'un combat politique (dont les conditions du reste n'existent pas). C'est un phénomène qui se situe dans le cadre d'une lutte morale. Il est impossible de calculer les conséquences plus ou moins lointaines d'un tel mouvement. Il faut partir du principe que la vérité est nécessaire pour elle-même et non pour quelque chose d'autre » (p. 316-317).

Ces lignes contradictoires d'Anatole Iacobson trouvent leur achèvement dans le texte d'un autre dirigeant de la nouvelle opposition, Iia Gabaï (3) [p. 232-251] qui développe, en fait, l'idée que les intellectuels en lutte pour la vérité sont isolés au sein d'un peuple qui accepte en paix le joug des bureaucrates. C'est ce que Gabaï veut souligner en mettant en épigraphe à son texte les vers suivants, de Pouchkine :

Semeur de clarté en terre déserte
Je suis sorti tôt, avant que vienne le jour (...)
Mais j'ai prodigué en pure perte
Mon temps, ma pensée, mon effort, mon amour.
Peuples patients, paisez en paix !
A l'appel de l'honneur vous resterez sourds
Que sert aux troupeaux le présent de la liberté ?

Ce désespoir aristocratique reflétait une réalité historique lorsque Pouchkine écrivait ces vers au début du XIX^e siècle.

Il ne reflète aujourd'hui qu'une série d'apparences : l'apparence de la solidité de la bureaucratie, l'apparence de la passivité des masses, l'apparence de l'isolement des opposants au sein des masses travailleuses indifférentes ou d'accord avec la bureaucratie. Ces apparences, la bourgeoisie et ses idéologues tente de leur donner le vernis du réel en affirmant la puissance durable de la bureaucratie et en réduisant les opposants à des « contestataires » (4) dont les gestes admirables ne peuvent avoir de valeur que morale ou esthétique.

Indépendamment de ce que peuvent penser Natalia Gorbanevskaïa ou les auteurs des textes qu'elle cite, *Midi Place Rouge* montre à quel point ces apparences sont trompeuses. Malgré les sanctions brutales dont a été victime l'avocat Zolstoutchine pour avoir vraiment défendu Alexandre Guinzbourg lors du procès Guinzbourg-Golanskov (5), tous les avocats défendent — et fermement — les accusés ; ensuite en dehors des membres du K.B.G. — et il en a au moins cinq dont un directeur de camp de concentration ! — les témoins de l'accusation sont réticents, mal à l'aise et pour le moins peu enthousiastes ; enfin, dans les débats comme dans les scènes qui se déroulent devant la porte du tribunal, les accusés et leurs amis apparaissent comme ayant l'initiative, et la police (K.B.G.), obligée de saouler ses provocateurs pour les faire marcher, apparaît étrangement isolée... Or, chacun sait que le monolithisme et l'« unanimité » sont une nécessité politique vitale pour le contrôle de la bureaucratie sur les masses.

Midi Place Rouge confirme amplement ce que montrent les textes rassemblés dans *Samizdat I* et le souligne vigoureusement : le monolithisme bureaucratique est fissuré de haut en bas et dès lors, l'appareil policier se meut dans une espèce de vide que les masses combleront dès qu'elles apercevront le premier signe de perspective politique. Et cela c'est en grande partie la responsabilité des trotskystes car les perspectives politiques qui peuvent s'ouvrir aux masses soviétiques dépendent de la rupture de l'isolement sur lequel s'est édifiée la bureaucratie et que cette dernière tente de toutes ses forces de maintenir. Notre capacité à mener une véritable campagne de masse dans les organisations ouvrières pour la libération des militants communistes emprisonnés en Europe de l'Est, sera le ferment essentiel de cette perspective et le premier moment de la rupture d'un isolement vital pour la bureaucratie et qui pèse si lourdement sur les épaules des opposants.

Jean-Jacques MARIE.

(1) Ou « sept » puisque l'un des manifestants, T. Baeva, déclara ensuite s'être trouvée là par hasard. Après quoi elle écrivit un texte, publié dans *Midi Place Rouge*, où elle revendique sa participation à la manifestation.

(2) Cf. *Samizdat I*, p. 176, 450-454.

(3) Auteur d'un texte avec Piotr Iakir et Ioulé Kim sur la « renaissance du stalinisme ». Cf. *Samizdat I*, p. 344-351.

(4) Dans la préface que j'ai écrite avec Carol Read à l'Affaire Guinzbourg-Golanskov, une faute d'impression avait transformé les « protestataires actifs » (nom que certains opposants se donnent) en « contestataires actifs » (nom que leur donnent le Monde, la C.I.A., etc.). Jamais aucun des opposants ne s'est réclamé de la « contestation » !

(5) Zolotouchine fut exclu du P.C.U.S. et rayé de l'ordre des avocats. Voir sa plaidoirie au début de l'Affaire Guinzbourg-Golanskov (Le Seuil).

« Je considère le communisme comme le seul but qu'une intelligence contemporaine puisse s'assigner. »

SINIAVSKY devant ses juges
en février 1966.

Lisez

SAMIZDAT 1

LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE EN U.R.S.S.

La nouvelle opposition communiste se manifeste notamment dans la publication et la diffusion clandestine ou non de textes appelés SAMIZDAT (texte édité par soi-même).

Aujourd'hui, la crise de l'appareil stalinien se manifeste jusqu'à son sommet, jusqu'au Kremlin. Là où les militants combattent pour renouer avec la tradition bolchevique, avec la démocratie des Soviets, avec les libertés politiques et syndicales, la bureau-

cratie doit multiplier procès, internements et déportations.

La Vérité, organe de l'organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) publie « SAMIZDAT 1 », qui présente les textes de cette nouvelle opposition, dont la lutte est décisive pour la destruction du stalinisme comme obstacle à la lutte du prolétariat pour son émancipation à l'échelle du monde.

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. »

TROTSKY

Programme de transition.

SAMIZDAT 1

Fort volume de 600 pages - Prix : 20 F

*En vente à la Librairie d'Informations
Ouvrières*

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - Paris (10^e)
Ou envoyé franco de port contre paiement à
C.C.P. BLOCH - PARIS 606-23

